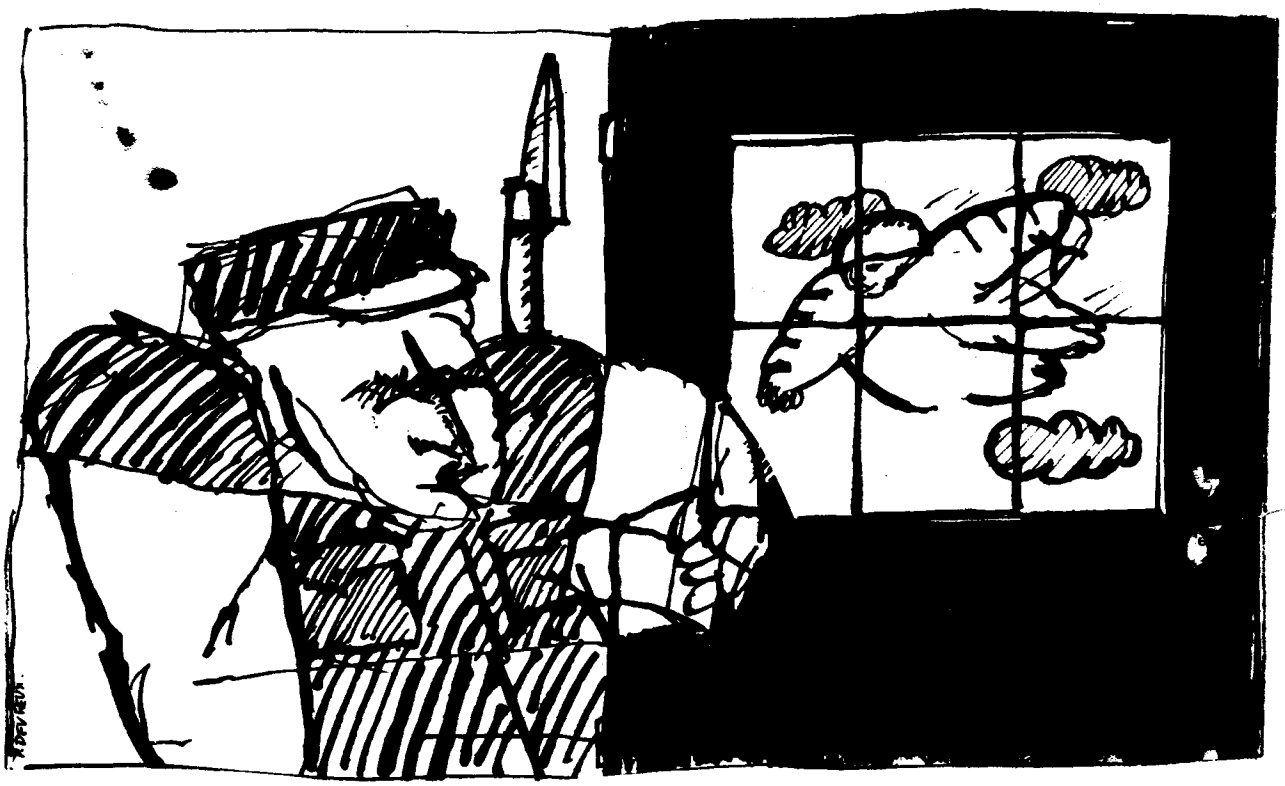
SPARTACUS
socialisme et liberté



- **Marx et les associations ouvrières**
- CLOCHES DE PAQUES POUR JACQUES PREVERT
- Paroles et musiques ; *Le Réfractaire.* Texte retrouvé de Prévert
- ESPAGNE : EMERGENCE DE TENDANCES REVOLUTIONNAIRES EN MILIEU OUVRIER
- ***Sous le masque du communisme :*** **PRISONS ET SOCIETE A CUBA**
  Le camp de concentration cambodgien
- **UN GOUVERNEMENT DE FRONT COMMUN ?**
- SUR LES LUTTES ETUDIANTES EN ITALIE

5 F (Belgique : 50 FB - Suisse : 4 FS) Mensuel — n° B 82 — juin-juillet 1977 — R 6

Directeur : René LEFEUVRE
C.C.P. Lefeuvre 633-75 - Paris
SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS
5, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4 Tél : 272-37-50

A PROPOS DE KARL HEINZ ROTH APERÇUS ET DISCUSSION SUR LA SITUATION ALLEMANDE

Au cours d'une fusillade dans la nuit du 8 au 9 mai 1976, Philip W. Sauber fut tué à Cologne. Ses compagnons Karl Heinz Roth, grièvement blessé, et Roland Otto ont été arrêtés. Incarcéré dans un hôpital pénitenciaire et soumis à l'isolement, Karl Heinz Roth est l'auteur de L'« autre » mouvement ouvrier (Die « andere » Arbeitbewegung, *Trikont Verlag, 1974, actuellement en cours de traduction). Il montre dans son livre que ce ne sont pas les oppresseurs, mais les opprimés qui font l'histoire. Même s'ils ne sont pas parvenus à maîtriser leur propre histoire — et donc leur propre vie. Il appert de son analyse que la résistance des opprimés est le véritable moteur du développement capitaliste et pousse à la modernisation du capital.*

Il se propose aussi de critiquer radicalement les organisations révolutionnaires traditionnelles. Le mouvement ouvrier officel a masqué un siècle durant un « autre » mouvement, qui ne s'est jamais laissé imposer de l'extérieur la conscience de ses luttes, mais l'a toujours gagnée au contraire dans et par ces luttes mêmes. L'autonomie ouvrière est l'antithèse de l'idéologie du travail : si cette dernière récupère les luttes concrètes pour les transformer en revendications d'une autre manière de travailler, les travailleurs eux-mêmes se sont toujours battus contre le travail, dont ils resentent quotidiennement la violence, la misère et l'esclavage.

Pour éclairer les discussions qui se déroulent actuellement outre-Rhin, nous extrayons les lignes suivantes d'un article de Thomas Schmid paru dans Autonomie, *revue d'un collectif groupé autour des éditions Trikont qui défendent des positions proches des nôtres.*

Zadniker

Le prototype Allemagne

Les malentendus les plus courants à propos des solutions apportées par Karl Heinz Roth tournent sans doute autour du clivage travailleur qualifié/simple travailleur: l'opposition entre ces deux couches d'ouvriers est expliquée à partir du contexte historique où elle s'est développée ; on a imputé à Karl Heinz d'y voir une composition fondamentale échappant à l'histoire. En fait il s'agit d'autre chose : à un certain stade du développement capitaliste, avant l'extension de la production de masse et du travail à la chaîne, on a assisté au développement d'une couche ouvrière, les travailleurs qualifiés, ainsi qu'à son mouvement de luttes et à son expression politique et syndicale. Les buts que poursuivait cette couche au cours de ses luttes étaient limités : il s'agissait pour elle de corriger politiquement les rapports existants, afin d'abolir l'anarchie du capitalisme de concurrence, pour le règne du travail. Et c'est cette couche qui parvint à prendre la parole au nom de l'ensemble de la classe ouvrière, c'est-à-dire à imposer ses intérêts partiels contre les besoins plus profonds des couches les plus opprimées : à faire passer son mouvement pour LE mouvement ouvrier. Ainsi se créèrent, au sein du mouvement ouvrier, de nouvelles instances de domination, organisées, qui ne cessèrent de s'élever en direction du pouvoir politique. Cette force, le réformisme, devenait de plus en plus un *moyen* d'orchestrer la domination capitaliste : comme tentative d'intégrer le mouvement ouvrier au sein du développement du capital, et ainsi de le désamorcer. Comme cela est pourtant simple... Or de nos jours encore dans la gauche radicale, après plus de cinquante années de violence social-démocrate et syndicaliste, cette idée reste minoritaire. On ne cesse de voir le réformisme sous l'angle de la morale (trahison) et de vouloir le résoudre politiquement, d'où sans arrêt des discussions grotesques au sujet d'une reconversion possible du réformisme en une force révolutionnaire. Toutes ces discussions où le réformisme passe pour un moindre mal méconnaissent la terreur qu'il exerce et sa force répressive : le réformisme est responsable de la violence feutrée, structurée, planifiée ; il mène de façon résolue et précise un combat qui vise à s'emparer également de la tête des gens — parce qu'il est issu de l'intérieur de la résistance. C'est le réformisme qui a promu dans les usines une fragmentation plus poussée du corps humain ; c'est le réformisme qui a mis en avant la torture du travail monotone et vide comme préférable à celle des travaux répugnants (qu'elle réserve aux parias) ; c'est le réformisme qui étend l'usine à la société tout entière ; c'est lui qui distille en fines particules le pouvoir et la violence ; lui encore qui a développé le programme de l'isolement social : nous sommes redevables au réformisme de l'anéantissement propre et aseptisé qui est aujourd'hui à l'ordre du jour dans les cachots. L'horreur avec laquelle on regarde aujourd'hui de l'extérieur vers l'Allemagne, ce pays du travail modèle, n'est que trop justifié. Il n'est certes pas question de parler d'une continuité politique du fascisme ou de la formation d'un nouveau fascisme politique. Mais il est effrayant de constater combien d'éléments de l'Etat planifié national-socialiste se retrouvent dans l'Etat planifié social-démocrate : depuis les méthodes qui président à la division des classes jusqu'au plan impérialiste de réorganisation de l'Europe. Assurément, le prototype Allemagne est bien loin d'être un moindre mal.

L'interruption des discussions avec Karl Heinz Roth. L'isolement.

Karl Heinz avait pris part à la genèse d'*Autonomie*. Nous avons opté dans la revue pour un développement différent de celui que se représentait Karl Heinz. Il la voyait comme une sorte de journal qui s'occuperait de l'histoire du travail : consacré aux luttes des travailleurs, à la réappropriation de leur tradition ensevelie, et qui aurait également aidé à constituer lentement des organisations prolétariennes autonomes. Nous adoptâmes un autre centre de gravité : l'échec momentané de nos tentatives pour nous ancrer à l'intérieur de poussées ouvrières autonomes rendait douteuse notre politique interventionniste dans son ensemble — à partir de là, nous commençâmes à nous interroger sur notre propre intelligence révolutionnaire de la situation (je pense au « combat révolutionnaire » de Francfort ; mais ailleurs aussi il arriva des choses semblables) et à percevoir de nouvelles données. La tradition des conceptions marxistes, dans laquelle se place *L'« autre » mouvement ouvrier*, devenait totalement aléatoire : LA classe, comme point nodal du combat ouvrier — tout cela ne nous semblait plus exprimer aujourd'hui la réalité à multiples facettes de l'autonomie. Nous empruntâmes dans une nouvelle voie, l'ancienne discussion s'éteignit ; le débat avec l'appréciation « opéraïste »* (à l'époque) de Karl Heinz et d'autres, qui n'avait jamais été facile et s'était souvent teinté d'hostilité, fut interrompu tout à fait. Si cette discussion reprend (et sur le mode de la controverse) avec diverses contributions de Karl Heinz dans ce cahier, ce n'est pas seulement pour moi la solidarité avec un camarade enfermé qui la détermine. Je pose ici en principe l'intérêt fondamental, politique et humain que je lui porte : l'intérêt d'aider un camarade qui a vu de plus près que la plupart d'entre nous la répression et se trouve à l'heure actuelle plus profondément pris entre ses griffes que la plupart d'entre nous ; l'intérêt de ne pas river ce camarade à ses positions antérieures et à ses faiblesses.

L'appréciation « opéraïste » de Karl Heinz n'était rien d'autre que l'essai d'une nouvelle approche de la réalité et des forces de la révolution. Il y manquait beaucoup de choses : cela vient aussi de l'appréciation « opéraïste », laquelle est conçue en négatif, et ne définit encore la révolution qu'en négatif : dans la lutte *contre* le travail. Elle ne contient pas encore le projet d'une nouvelle activité sociale, riche et opsitive, contre et sans la domination. Et c'est que la réalité allemande précisément ne délivre pas encore la force d'un tel projet, d'une telle libération à l'égard de la productivité générale — les données allemandes nous attachent en arrière. Pourtant, cette libération et ce développement de la subjectivité ne sont pas fondamentalement étrangers à l'appréciation « opéraïste » ; ils n'en découlent pas, mais ils en sont la continuation facile à concevoir. C'est dans ce sens que j'entends les contributions de Karl Heinz à ce numéro. Ceci n'a rien à voir avec un arrangement, les positions de Karl Heinz et celles qui ont jusqu'à présent été défendues dans *Autonomie* divergent certainement. Néanmoins, les discussions et controverses jamais menées devraient commencer finalement — très, très en retard. Tout ce qui est venu se surajouter de murs, de préjugés, de verrous et jugements à priori ne sont en ces sortes de choses. Et il y a une chose que je ne puis m'ôter de l'esprit : c'est que notre manque d'attention, nos discussions interrompues pourraient servir à établir l'isolement dont souffre aujourd'hui Karl Heinz.

Thomas Schmid

* Opéraïste (au sens de *Potere Operaio*) n'a pas le sens péjoratif d'« ouvriériste » en français.

UN GOUVERNEMENT DE FRONT COMMUN

Ce court article n'a d'autre fin que de poser des questions comme autant de jalons pour une discussion et pour une délimitation du champ de l'avenir prochain.

Le désarroi de la droite, ses divisions, ses affrontements, les avancées de la gauche traditionnelle aux élections cantonales et municipales rendent possible la victoire de la gauche aux élections législatives et l'avènement d'un gouvernement de front commun. A supposer une victoire parlementaire acquise, dans quelles conditions un tel gouvernement pourra-t-il et voudra-t-il fonctionner ?

La structure politique de la France est en gros la suivante : *un tiers de la population* est conservateur, favorable à un régime de type bonapartiste ; un deuxième tiers est opportuniste, oscillant au gré des circonstances, de la droite à la gauche et vice-versa ; le dernier tiers est potentiellement révolutionnaire, désireux de changer les structures fondamentales, tant économiques et sociales que culturelles. La crise économique et sociale et les difficultés à gouverner qui en résultent pour la droite, amènent le pays à basculer à gauche. Les prétentions de la droite « libérale » aux réformes se sont avérées pour ce qu'elles étaient : du vent. D'où la réaction de la droite bonapartiste, sous l'impulsion de Chirac, au rassemblement pour un gouvernement « fort » paternaliste. Mais le poids de la crise et sa longueur, s'ils ne préviendront pas la constitution d'une minorité de droite assez forte, lui ôtent l'espoir de se maintenir au gouvernement. Que la droite « libérale » essaie de parer à l'avènement de la gauche par un tour de passe-passe du régime électoral n'est pas impossible, bien que ce caractère de manœuvre de dernière heure serait un peu trop visible. D'où une probabilité de victoire pour la gauche.

Mais elle ne pourrait se maintenir et agir que sur la base d'une victoire électorale forte de l'ordre de 55%. Que pourra-t-elle, que voudra-t-elle faire alors ? Si elle accepte la règle du jeu de la Vème République, elle devra compter avec la présence de Giscard à la présidence jusqu'à 1981. Ce ne sera pas un mince obstacle. Giscard pourrait soit paralyser les initiatives d'un gouvernement *de gauche soit le laisser s'embourber dans sa* politique, y rencontrer des déboires, y perdre une partie de son électorat sur sa droite ou sa gauche et en profiter pour dissoudre le parlement et organiser de nouvelles élections qu'il pourrait espérer alors favorables à un retour du centre droit au pouvoir. L'alternative serait que le gouvernement accepte de collaborer avec Giscard et ajourne les réformes à 1981. Il y perdrait à coup sûr le soutien des masses qu'une telle politique démoraliserait et n'en serait que plus aisément déplacé par Giscard.

Mais c'est là spéculer sans la poussée des masses qui précède et suivra l'avènement du Front Commun au gouvernement. C'est là le seul appui sûr d'une telle formation. Mais ce gouvernement l'acceptera-t-il ainsi que les conséquences qu'il impliquerait ? Rien n'est moins sûr. Dès maintenant les partis dirigeants, que ce soit les socialistes ou les communistes, font tout pour décourager et prévenir une action autonome des masses et comptent sur les instruments dont ils disposeraient pour la canaliser, appareil gouvernemental, structures de parti et syndicats. La bureaucratie du parti socialiste s'oriente, elle ne s'en cache pas, vers une gestion technocratique de « gauche » du capitalisme français. Quant au parti communiste, il pousse à la roue pour instaurer un capitalisme d'Etat. Qu'en résulterait-il, si l'on fait abstraction de l'intervention des masses ? La force du parti socialiste est électorale. Elle peut au gré des circonstances, comme on le voit au Portugal, se déplacer sur sa droite ou sur sa gauche. Une victoire aux urnes lui mettrait en mains l'appareil d'Etat dans des conditions mal définies d'association avec le parti communiste et de collaboration avec Giscard. La force du parti communiste plonge plus profondément dans la classe ouvrière, s'appuie sur les syndicats. La CFDT n'est pas un élément négligeable. Quel sera son jeu entre ses composantes réformistes et révolutionnaires ? Il est difficile de le dire à l'avance.

L'association des deux partis aura probablement un caractère conflictuel. Les limites de ce conflit seront définies par les possibilités de l'appel aux masses. La nature du parti communiste est jacobine. Il n'en appellera pas aux masses, s'il n'est pas assuré de les contrôler. Ceux d'entre nous qui ont vécu l'expérience du Front Populaire se souviennent que le parti communiste ne fit jamais appel aux masses et se borna à des propositions à ce sujet, comités de base de front populaire, auxquels le parti socialiste s'opposa sans que les communistes aient insisté pour les mettre en place eux-mêmes. On peut dire que le parti socialiste appuyait alors son refus sur son alliance avec les radicaux et la perspective d'une guerre proche. Mais aujourd'hui cette fonction serait remplie par la droite et Giscard et par le contexte international. On le voit clairement dans le cas du Portugal. Soares utilise contre les communistes la conjoncture internationale ainsi que la droite réformiste et démocrate-chrétienne, tout en cherchant à s'en distinguer.

Nous avons dépassé le cap des révolutions nationales. Aujourd'hui toute crise révolutionnaire exerce un impact international et doit tenir compte dans sa stratégie du contexte mondial. Les socialistes, de même qu'ils ne poussent pas à chasser du *pouvoir Giscard, acceptent l'ordre* international actuel, tel que le définissent l'Union européenne, l'Alliance atlantique et la prééminence des Etats-Unis. La position des communistes est fluctuante. Manœuvre électorale ? Ce n'est pas si simple. Il est certain que, derrière les phrases, la subordination des communistes à la Russie demeure un fait acquis. Dans quelle mesure cet état de choses troublera-t-il les rapports entre socialistes et communistes ? Il faut tenir compte de l'atmosphère de détente et de la composition sociale dans chaque pays.

Ce qui est sûr, c'est qu'une révolution en Europe occidentale se distinguera autant du type russe que des Etats-Unis. Mais pour que sa spécificité s'affirme, ce n'est pas sur les appareils des partis de gauche et des syndicats qu'il faut compter. Là encore, c'est l'initiative des masses qui décidera. On en revient donc aux facteurs d'immobilisme qui pèseront sur le comportement d'un gouvernement de front commun. La prévalence de la Russie en Europe occidentale serait inconcevable sans contrôle direct, c'est-à-dire sans possibilité effective d'une intervention militaire. Ce serait remettre en cause tout le statu quo actuel. Un gouvernement de gauche en Europe occidentale est donc condamné à la paralysie dans le contexte de la détente internationale. Seule une Europe occidentale indépendante pourrait transformer l'ordre mondial actuel et le défier en le remplaçant par une structure différente.

Un autre facteur intervient. Un gouvernement de front commun héritera l'état de crise de ses prédecesseurs. Faudra-t-il le gérer ou y mettre fin en bouleversant les causes qui l'ont engendré ? La crise a des causes structurelles qu'il faudra bouleverser pour y mettre fin. Un gouvernement nouveau devra s'y attaquer très vite après son avènement s'il veut conserver l'appui des masses qui l'auront institué. Ces masses ne sont pas utopistes. Elles s'accomoderaient d'améliorations même modestes et graduelles, si elles ont l'espoir d'un avenir où cela changera effectivement. Mais il faut très vite leur en administrer la preuve. Voilà autant de questions auxquelles il faut répondre, de problèmes qu'il faut résoudre. Cela n'ira pas, répétons-le, sans bouleversement.

Il ne faut pas croire d'ailleurs qu'il y ait une solution propre à l'Europe du Sud. Le cas du Portugal est probant. toute solution tiers-mondiste est hors de question sans une transformation assez poussée. Faute de quoi, le balancier revient vers une solution social-démocrate, c'est-à-dire un état d'équilibre éminemment instable. Les révolutions qui pourraient survenir dans cette région de l'Europe devront toucher de plein fouet

SOMMAIRE

2 A propos de K.H. Roth : la situation allemande
3 Un gouvernement de front commun ?
4 La grève des loyers à la Sonacotra
5 *Jorge*
Espagne : émergence de tendances révolutionnaires en milieu ouvrier
9 Edouard Moreau Communard
10 Sur les luttes étudiantes en Italie
11 *Rosa Luxembourg* et sa doctrine
12 De l'opposition à la dissidence
13 *Charles Reeves*
Prisons et société à Cuba
15 Les ouvriers de Saint-Nazaire
16 *André Laude*
Cloches de Pâques pour Frère Jacques
17 *Jacques Prévert*
Paroles et musiques, Le Réfractaire
18 *Guy Sabatier*
Le camp de concentration cambodgien
21 *Camatte*
A propos de la dictature du prolétariat
23 *Serge Bricianer*
Beaucoup de bruit pour rien
24 Histoire d'un bourgeois allemand
25 *Claude Berger*
Sur la méthode de Marx :
Les associations ouvrières
28 Les fractions ouvrières dans la gauche allemande
31 Révolution pour la Liberté (Paul et Clara Thalmann)

l'état de choses social-démocrate des pays de l'Europe du Nord. Une révolution ne serait effective que dans toute l'aire de l'Europe occidentale et se répercuterait alors immanquablement sur l'Europe orientale. Voilà comment la question se pose en termes réels.

C'est ce qui ramène au problème, plusieurs fois évoqué, du comportement des masses. Elles ne peuvent pas ne pas intervenir. Sans parler même de pays longtemps soumis à un joug dictatorial, à un type de bonapartisme militaire, policier, clérical et bureaucratique, comme le Portugal ou l'Espagne, un pays comme la France, auquel s'est imposé depuis vingt ans un bonapartisme aux couleurs pseudo-démocratiques, ne passera pas à un autre régime sans que les masses ne soient poussées à intervenir. C'est là le facteur aussi essentiel qu'imprévisible de la situation. On ne décrète pas un mouvement de masse. Il se fait. Quand ? Comment ? C'est ce qu'on ne peut dire avant coup. Seule l'histoire du siècle écoulé peut ici nous servir de repère. Les masses sont le moteur de l'histoire. Leur progrès ou leur recul affermit ou remet en cause la révolution.

Plus proche de nous, le Mai 1968 en France ou la fermentation en Tchécoslovaquie, malgré leur caractère éphémère, ont néanmoins marqué le cours des temps ultérieurs. Mai 68 a porté un coup de mort au gaullisme qui ne s'en est plus relevé malgré les apparences. Il s'est en effet alangui sous des épigones à la Pompidou ou à la Giscard. Depuis, les luttes n'ont cessé de s'approfondir. Comment les masses feront-elles irruption sur la scène politique à l'avènement du gouvernement de front commun ? C'est ce qu'on ne peut dire dès maintenant. C'est cela même qui définit la spontanéité des masses. Mais qu'elles le feront il n'y a pas de doute à cela. Il ne faut pas faire cas des petites sectes au révolutionnarisme verbal, emporté tantôt vers l'opportunisme, tantôt vers le sectarisme. Les masses n'y trouveront pas leur source. C'est de leur propre expérience qu'elles apprennent et qu'elles apprendront. C'est tout ce qu'on peut dire là-dessus. Le reste ne serait que vain bavardage.

RIGAL avril 1977

LA GREVE DES LOYERS A LA SONACOTRA

Voilà maintenant plus de deux ans que durent certaines grèves de loyers à l'intérieur des foyers Sonacotra. Bon nombre d'entre elles se poursuivent encore. Au-delà des différences qui distinguent certains foyers plus combatifs que d'autres à certaines périodes, on peut dire que les moments forts de cette lutte ont été déterminés par les différentes offensives du pouvoir contre les résidents : expulsions, procès, saisies-arrêts sur salaires... C'est dans ces moments-là qu'il a peut-être été possible de parler de « mouvement des résidents de la Sonacotra », dans la mesure où existaient des liens entre les foyers permettant une réelle unité d'action.

Il semble qu'aujourd'hui, après une certaine remobilisation déclenchée par le retour de quelques travailleurs expulsés, on assiste à une nouvelle retombée de la lutte. Celle-ci se mesure d'une part, à l'abandon pur et simple de la grève des loyers dans plusieurs foyers, par un phénomène de bureaucratisation et de sclérose dans d'autres, où, bien que la grève se prolonge, les résidents perdent toute intervention active dans la lutte et entérinent des formes de délégation de pouvoir qui prennent clairement la tournure de prise en charge.

Il devient actuellement difficile d'éviter de se poser la question de savoir si les structures mises en place au cours de la lutte et qui étaient censées permettre un fonctionnement démocratique de celle-ci, n'ont pas perdu, dans bon nombre de cas, leur fonction initiale. Il est difficile de parler en termes de généralités, étant donné la diversité des évolutions dans chaque foyer ; mais il y a cependant des exemples de foyers toujours en grève, où le comité de résidents, organe représentatif des résidents d'un foyer chargé de faire le lien avec le comité de coordination, s'est complètement sclérosé, où les délégués sont devenus pratiquement des permanents (même s'ils ne sont pas salariés), et imposent leurs décisions en mettant les résidents devant le fait accompli au cours d'AG où règnent une passivité et une démobilisation générales.

La grève des loyers s'installe donc dans une routine permise, il est vrai, par la nature de la lutte elle-même. L'état de grève, en effet, ne dérange pas les résidents et leur permet, au contraire, l'économie d'un loyer. Il est vrai aussi que la Sonacotra semble parfois s'être résignée à cet état de fait – sans doute a-t-elle trouvé des sources de financement du côté du Fonds d'Action Sociale (financé lui-même par les travailleurs immigrés) pour combler son déficit. Il n'en reste pas moins vrai que l'organisation de la grève, les contacts, la résolution des problèmes individuels, sont entièrement « pris en charge » par des délégués qui se sont attribués l'aide et la compétence de spécialistes (avocats, en particulier).

C'est en tout cas ce qui se passe à l'intérieur du comité de coordination, émanant des comités de résidents. Reconnu par la majorité des foyers comme organe chargé de la liaison inter-foyers, on y retrouve à côté de bien d'autres délégués (dont certains fidèles porteurs de sentiments religieux encore forts), un certain nombre de représentants d'organisations d'extrême-gauche. Celles-ci sont en effet parvenues, grâce à des méthodes, devenues maintenant traditionnelles, d'entrisme et de séduction, à « placer leurs pions » respectifs à l'intérieur de ce comité, et y ont, par leur intermédiaire, obtenu un certain poids. Et cela malgré différentes tentatives d'éviction et différentes mises au point faites par le comité sur sa volonté d'autonomie (souvent justifiée, d'ailleurs, par le désir de se maintenir sur un terrain légal).

Quant aux comités de soutien créés autour de certains foyers, on y retrouve des pratiques similaires : querelles et compromis entre organisations d'extrême-gauche, qui imposent les débats de chapelles, éliminent ainsi toute possiblité d'y créer un lieu réel de débats critiques et recherche de possibilités d'intervention, et chassent de ce fait ceux qui sont venus dans ce sens.

On peut dans ces conditions émettre des doutes sur le sens de l'« autonomie » de la lutte de la Sonacotra. Autonomie, c'est vrai, dans la mesure où – et c'est là un des plus sérieux acquis et il n'est pas question de le minimiser – elle a su se débarrasser et dénoncer ouvertement les partis de gauche et les syndicats qui auraient été prêts « à l'encadrer » et à lui permettre d'acquérir quelques petits gains si elle avait bien voulu limiter ses exigences d'une part, et se fractionner d'autre part, en acceptant des négociations foyer par foyer. Mais de quelle autonomie parle-t-on quand les pratiques courantes restent le « magouillage » de la part d'organisations qui, si elles ont joué un rôle important dans l'opposition au PC et à la CGT, n'en contribuent pas moins à entretenir des structures de délégation de pouvoir qui ne peuvent que renforcer la passivité et la démobilisation ?

Cette situation n'est évidemment pas définitive. La lutte de la Sonacotra peut encore connaître des rebondissements permettant aux résidents de reprendre en main la lutte et lui redonner une vie démocratique. Cela dépendra bien sûr en partie de l'attitude du pouvoir face au problème de l'immigration. Le pouvoir ne peut en effet pas voir d'un bon œil se développer un phénomène relativement nouveau : l'intervention autonome des travailleurs immigrés sur le terrain des luttes en France. D'autre part, la situation de crise économique l'oblige à contingenter l'immigration donc à renforcer son contrôle et l'amène forcément vers une situation d'affrontement avec les travailleurs immigrés. Le peu de soutien des organisations ouvrières françaises (ou leur soutien bien plus proclamé qu'effectif) lui laisse les mains assez libres. Ce qui lui permet d'adopter la double politique de l'incitation, façon, probablement, d'acheter le silence des organisations de gauche, (exemple du million accordé aux immigrés chômeurs disposés à se « rapatrier ») et de la répression (dont le dernier exemple est l'expulsion massive d'une trentaine de résidents grévistes de foyers du Val de Marne qui est passée pratiquement comme une lettre à la poste). Quant à la politique que l'on peut attendre de l'Union de la Gauche si elle parvient au pouvoir, elle ne pourra qu'être faite de plus de diplomatie : faire quelques concessions à des travailleurs immigrés qui découvrent leur force et ont déjà à plusieurs reprises, dans les usines et les foyers, refusé l'encadrement « raisonnable » des syndicats ; et en même temps développer une politique rationnelle de contingentement d'une main-d'œuvre qui lui permette plus de souplesse et de manœuvre dans son travail de colmatage des difficultés du capitalisme.

Nicole

●

STALINE
de
BORIS SOUVARINE

Les éditions *Champ Libre* viennent de rééditer dans une très belle présentation, le « Staline » de Boris Souvarine.

Ce livre était introuvable, les deux précédentes éditions étaient depuis longtemps épuisées. C'est de loin la meilleure et la plus pénétrante étude du sinistre dictateur.

Dans un premier article (Spartacus n° 5, avril-mai 1977), nous avions analysé, partant du cas concret des grèves de janvier 76 à Madrid, le rôle des organisations d'opposition, leur origine et leur fonction dans les années 60-70, dans la stabilisation des rapports sociaux en particulier à travers leurs pratiques syndicales. Ce texte essaye de donner une image plus générale du mouvement ouvrier espagnol, des projets actuels des organisations politiques, de l'émergence du « mouvement CNT » en tant que pôle révolutionnaire, et des perspectives d'avenir.

Les organisations d'opposition — projets d'avenir et difficultés d'aujourd'hui

Toutes les organisations d'opposition aspirent à voir se développer plus vite encore la société démocratique qui se met en place petit à petit. Pour que le capitalisme accepte de leur céder une place au soleil, il faut qu'elles soient en mesure de bien contrôler la force de travail, en tout cas capables de canaliser les mouvements ouvriers à l'intérieur de la démocratie, du respect des institutions, vidant les luttes de tout contenu politique, les réduisant à de simples mouvements syndicaux, au cours prévisible et avec lesquels il est possible de négocier.

Les organisations d'opposition font tout ce qui leur est possible sur ce terrain, mais des difficultés persistent. Le passage du régime totalitaire à un régime démocratique ne se fait pas sans à coups, des tendances opposées s'affrontent au sein de la classe bourgeoise. Les partisans d'un capitalisme à la moderne comme les réformistes sont d'accord pour s'opposer aux mouvements incontrôlés de la base ouvrière en invoquant un même ennemi : la droite franquiste. Pour les « modernistes » il s'agit de ne pas affaiblir leur position par rapport aux forces qui défendent l'ancien régime. Pour les réformistes, il s'agit à la fois de ne pas troubler ce rapport de forces et aussi de montrer à l'ensemble de la classe bourgeoise qu'ils gardent leur emprise sur la classe ouvrière. Lors des grèves de janvier 1976, le ministère du Travail faisait pression sur les négociations « car le « bunker » (l'entourage réactionnaire de Franco) essaie de profiter de la grève » (2) au moment même où le PCE prétendait que « la droite intransigeante cherchait à perpétuer le conflit » (3), et déplorait le triste sort des petits patrons auxquels la grève faisait du tort ! Ce qui rappelle la situatin au Portugal après le 25 avril 74, alors que le PCP prenait en main la défense des intérêts des petits capitalistes et présentait les grèves comme contraires à l'intérêt général (4). Au développement et à la croissance de la force des producteurs en lutte, on oppose une stratégie de collaboration de classe. Un an plus tard, avec les événements de la rue Tocha à Madrid, fin janvier 77, la logique de ces stratégies créera une situation nouvelle. Face aux ultras du régime l'opposition démocratique forme avec la nouvelle classe politique l'Union sacrée. L'opposition montre ainsi sa responsabilité en tant que force stabilisatrice de la démocratie.

Mais si tout ce beau monde est d'accord pour bloquer tout mouvement échappant au contrôle de leurs organisations, la concurrence s'accroît entre les forces politiques dès qu'il s'agit de prendre place au sein des institutions. A cet égard l'élément le plus significatif de ces derniers temps est la renaissance (à coups de marks de la social-démocratie allemande comme tel avait déjà été le cas au Portugal) du parti social-démocrate, avec lequel le capitalisme mondial pense pouvoir faire échec au PCE. En quelques mois, le PSOE, pratiquement inexistant auparavant, devient une force politique capable de se mesurer au PCE.

Sur le terrain syndical aussi, les conflits entre les organisations s'accentuent. Le PCE sent qu'une partie non négligeable du monde ouvrier lui échappe et essaye, non sans mal, de renforcer son emprise sur ce terrain. La participation de principe du PCE dans les structures du syndicat fasciste se comprend si l'on considère qu'elle découle d'une option capitaliste d'Etat. Le Parti, voulant garder le système du syndicat unique, s'opposait à la légalisation de plusieurs syndicats en milieu ouvrier. Comme en régime fasciste, le projet capitaliste d'Etat repose un contrôle centralisé et planifié de la force de travail. Parallèlement on sait que le démantèlement du système du syndicat unique est une des tâches actuelles du gouvernement social-démocrate au Portugal.

Aujourd'hui en Espagne la situation est plus compliquée et seuls les groupes maoïstes orthodoxes (ORT et PTE), qui constituaient jusqu'à fin 76 (5) une minorité au sein des C.O., s'obstinent à proposer la formation d'un syndicat unique. Ces deux groupes, sortis ensemble des C.O., se sont récemment (mars 77) séparés pour créer, chacun de leur côté, des syndicats unitaires. Cette séparation s'est passée avec le folklore habituel aux groupes maoïstes-staliniste, avec intervention de commandos armés, cassage de gueule et accusations réciproques...

Mais pour le PCE il n'est plus question, compte tenu de la situation actuelle, de défendre le syndicat unique, et il considère comme fait indiscutable l'éclatement du syndicalisme ouvrier. Ce Parti est aussi obligé de reconnaître la désintégration du syndicat unique fasciste. « *Ni les travailleurs, ni les patrons ne veulent plus entendre parler du CNS : tout se passe en marge de ce monstre* » (7), dira un des dirigeants des C.O. Ne pouvant plus présenter les C.O. comme des organisations unitaires, le PCE en fait alors sa propre organisation syndicale. C'est ainsi que le parti lance, dans les boîtes, fin 76, une campagne d'affiliation aux C.O. et que les premières fédérations de C.O., par branche d'industrie, commencent à se constituer. Un premier Congrès de la Confédération Syndicale des C.O., pour eux, c'est clair : « *Les organisations syndicales démocratiques sont rentrées, sans doute, dans une nouvelle phase de leur histoire. On n'est plus au temps de la clandestinité ni de la répression systématique. La disparition pratique du CNS, la tolérance relative dont jouissent maintenant ces organisations, permet un élargissement de leur champ d'activité et un procès d'organisation accéléré* » *(8).*

Obligé d'accepter le « pluralisme syndical » le PCE se refuse toujours, contrairement à ce que propose actuellement l'UGT, d'abandonner les postes que ses militants détiennent au sein de la CNS, pourtant moribond (9). Certes, à l'opposé de ses projets initiaux, le Parti a perdu la possiblité de conquérir le CNS de l'intérieur, récupérant son appareil le moment venu. Mais il convoite toujours le patrimoine du CNS. « *Ce problème (le refus d'abandonner les postes au sein du syndicat officiel) est très lié à celui de la destination future des biens du CNS* » (1), avouera un dirigeant communiste. Autrement dit, il s'agit de garder le droit à l'héritage, ou, tout au moins, à une partie !

Sur le terrain social de la ville également, les projets du PCE se heurtent à de multiples difficultés. En effet, le Parti cherche à mettre la main sur les coordinations des Comités de quartier *(Associationes de Vecinos)* qui, depuis un an, se développent dans les quartiers populaires, souvent de façon spontanée et politiquement indépendante. Tirant les leçons de l'expérience portugaise, où le PCP a eu au départ une politique ouvertement antibasiste avec des conséquences néfastes pour son implantation, le PCE essaye de prendre les devants. L'objectif est ici d'utiliser ces organisations comme tremplin pour obtenir une place au niveau du pouvoir local, communal ou autre. Ses difficultés actuelles proviennent de l'existence d'une forte tendance fédéraliste au sein des Comités de quartier, se réclamant souvent de la CNT, laquelle contrarie les tactiques centralistes du Parti.

Tendances révolutionnaires en milieu ouvrier : la « nouvelle » CNT

Le meeting de la CNT à Madrid, le 27 mars 1977, qui a réuni plus de 20 000 personnes, est venu attirer l'attention sur cet élément nouveau et spécifique de la situation en Espagne. C'est un fait indéniable, la CNT est de nouveau présente dans les luttes et dans la société, et ses militants s'activent partout en Espagne. La preuve la plus convaincante de son existence n'est-elle pas le fait que les autres organisations d'opposition soient obligées d'accepter sa présence dans les comités de grève et dans les meetings unitaires ? Partout, de Vigo à Ténérife, d'Alicante à Santander, dans les boîtes et dans les bureaux, des noyaux radicaux surgissent, se revendiquant de la CNT. Les activités locales de ces groupes, meetings, débats, attirent une foule assez nombreuse et intéressée, en majorité des jeunes. Le mouvement est d'autant

---

(1) Revue Spartacus, avril-mai 77

(2) Trabajadores en huelga, enero 76, Madrid p.125

(3) Ibid, p. 39

(4) Collectif Spartacus, Portugal, l'autre combat, Paris 1976. Ed. Spartacus, pp. 58-63

(5) Au contraire de ce qu'il est dit dans le texte qui précède celui-ci il n'y a plus de militants maoïstes au sein des C.O. totalément contrôlées par le PCE

(7) N.Sartorius, « Panoramica Sindical » Triunfo, 18-12-76

(8) N.Sartorius, Ibid.

(9) C'est aussi la position de l'USO

(10) N.Sartorius, op. cit.

plus riche que la plupart de ces noyaux et organisations ne sont pas la création de l'appareil mais proviennent de la base. Un membre du comité de Catalogne dira, en parlant des groupes de quartier, « ils nous débordent » (11). Les branches syndicales se réorganisent, pour le moment, de façon pas trop centralisée, dans la métallurgie, les arts graphiques, le bâtiment, les banques, les spectacles, l'enseignement, le textile ; même parmi les salariés agricoles d'Andalousie, les noyaux de la CNT réapparaissent ! Les publications de base de ces noyaux, diverses et riches en discussion, existent un peu partout, sur les lieux de travail et dans les quartiers. Mais c'est parmi les travailleurs salariés, fait essentiel, que ce mouvement libertaire de base a ses racines les plus fortes, et c'est par leur action sur ce terrain que leurs militants se font le plus connaître.

Au cours des grèves les plus importantes de ces derniers temps (chez les ouvriers du bâtiment à Madrid en janvier 1976, à Vitoria, dockers de Barcelone en décembre 1976 et à La Roca, à Barcelone encore), ce courant révolutionnaire a été à la tête des luttes. On peut dire que la renaissance de la CNT ainsi que l'existence de noyaux révolutionnaires locaux chez l'USO ou l'UGT, sont le résultat d'un contenu nouveau des luttes ouvrières, cherchant des formes organisationnelles permettant l'action directe et le refus de la délégation de pouvoir. Les militants de la CNT sont ceux qui s'identifient les plus aisément avec ces principes. Quelques exemples suffisent pour montrer que l'attirance exercée par la CNT sur les travailleurs les plus combattifs, est le résultat de l'attitude de ses membres pendant les luttes plutôt que de la « justesse » d'une quelconque plateforme ou programme. Lors des récentes discussions des conventions collectives du bâtiment en Aragon, les deux membres de la CNT élus par la base à la Commission paritaire, refusent de signer quoi que ce soit, exigeant que toutes les décisions soient ratifiées dans les AG des travailleurs concernés (11). Pendant la « Journée de grève » du 2 novembre 1976, contre les mesures économiques du gouvernement, des membres de la CNT font partie du Comité de délégués de Barcelone qui doit « diriger » la grève, aux côtés de représentants de l'USO, de l'UGT et des CO. Les cénétistes commencent par déclarer publiquement qu'ils ne reconnaissent pas la légitimité du Comité et préconisent de créer à la place des Comités de grève locaux et élus par la base. Ils dénoncent en plus les pratiques magouillardes du Comité et des organisations politiques infiltrées. A la longue, et dans une situation de crise sociale aiguë, ces pratiques clarificatrices attirent dans la mouvance de la CNT les militants ouvriers les plus décidés. Environ 90% des membres nouveaux sont des jeunes et, selon le secrétaire national, « beaucoup de nos meilleurs militants viennent du PCE ». (13)

Mais cette CNT qui réapparaît est-elle l'image fidèle de la CNT des années 36, dont les souvenirs avaient été religieusement embaumés par les noyaux clandestins de l'intérieur et les nostalgiques de l'extérieur ? Est-elle une organisation figée, reproduisant les tares habituelles ? Pour le moment il semble plus correct de voir la CNT « *pas encore (comme) une organisation de masse mais plutôt (comme) un grand mouvement rassemblant les libertaires* » (14), ou alors, comme le dit un militant : « *La CNT agit comme un mouvement autonome plutôt que comme un syndicat structuré la plupart du temps.* » (15).

Ce mouvement se caractérise par trois aspects essentiels : « *Tout d'abord cette dynamique unitaire (de la CNT) n'est pas frontiste en ce sens que le débat sur ce que peut être la nouvelle organisation est largement ouvert. Anarchistes certes, mais de formation ou d'origine très diverse : ex-groupes autonomes anarchistes, fractions plus ou moins conseillistes, anarcho-syndicalistes traditionnels, liés à la CNT, en exil ou non, groupes formés dans les luttes ouvrières ou étudiantes des années 68 à 72.* » (16). Ensuite, « *c'est la seule organisation syndicale à avoir refusé tout compromis non seulement avec le franquisme, mais encore avec sa nouvelle variante monarchiste, refus de jouer le jeu de la concertation, refus d'échanger sa légalisation contre son entrée dans une grande force unitaire, refus de préparer dans le calme « le passage à la démocratie ».* »(17)

Finalement, la CNT a refusé de tomber dans le piège du parlementarisme qui dissimule actuellement en Espagne les problèmes soulevés par les luttes sociales et absorbe — et pour cause... — l'activité de l'ensemble des partis d'opposition. Face au parlementarisme, le mouvement CNT propose un discours subversif : « *Ce qui doit être débattu aujourd'hui avec les travailleurs c'est le problème de l'autonomie ouvrière.* » (18). Cette attitude ne va pas d'ailleurs sans susciter des contradictions pour une organisation que quelques-uns veulent syndicale ! On y retrouve la négation même des principes du syndicalisme. Il est probable que l'avenir de la CNT en tant qu'organisation soit déterminé par l'issue qu'on donnera à cette contradiction. On y reviendra plus loin lorsqu'on parlera d'une façon générale, des possibilités d'instaurer un « nouveau syndicalisme ».

C'est justement sur cette question que dès aujourd'hui un affrontement se produit au sein du « mouvement CNT », entre la tendance traditionaliste, défendant la constitution immédialte d'une centrale syndicale de masse et ceux qui, conscients des erreurs du passé et des dangers qu'une telle perspective implique à l'heure actuelle, s'y opposent ! En effet on voit mal comment les principes révolutionnaires de l'action directe, de l'antagonisme des classes et de la délégation permanente de pouvoir, pourront survivre aux impératifs des tâches syndicales quotidiennes, imposées par le capitalisme. Comme le remarque très justement un des militants déjà cité : « *Nous faisons de l'antisyndicalisme. Tout syndicat s'établit selon des structures capitalistes* »(19). Pour les survivants de l'ancienne bureaucratie dirigeante de l'avant-guerre, c'est pourtant cette perspective syndicaliste qui doit s'imposer et déjà ils s'insurgent contre une base réticente. « *C'est l'heure de construire sérieusement et de façon responsable des syndicats majoritaires de travailleurs, dont la force et la capacité pourront obtenir les meilleurs résultats. Ne tombons pas dans l'erreur de réduire les syndicats à des groupes de minorités théorisantes qui, toutes autres considérations mises à part, font obstacle et affaiblissent l'indispensable mouvement d'organisation. (...) Nous ne pouvons pas nous sentir identifiés avec les attitudes désagrégatrices* » (20)

Juan G.Casas, Secrétaire National de la CNT et lié à la tendance traditionaliste, est plus explicite encore : « *Ces jeunes militants, par manque d'expérience et par ignorance de ce qu'est l'anarcho-syndicalisme, parce qu'ils ne l'ont pas vécu, créent des problèmes... La CNT ne peut pas fonctionner comme un groupe anarchiste. (...) il y a même eu une certaine répulsion envers tout*

---

(11) Luis A.Eddo, membre du comité de Catalogne de la CNT, interview à Libération, 15-4-77

(12) Frente Libertario, décembre 1976

(13) Juan G.Casas, secrétaire national de la CNT, interview à Sindicalismo, avril 1977.

(14) Martin, « La reconstruction de la CNT », La Lanterne noire, novembre 77

(15) Luis A.Eddo, op. cit.

(17) Ibid.

(18) Luis A.Eddo, op. cit.

(19) Ibid.

(20) Editorial, « Solidaridad Obrera », Comité régional de la Catalogne de la CNT, novembre 1977.

organisme de représentation, comme le Comité national ou régional. » (21). Notons au passage la manière dont les questions politiques — représentativité, forme d'organisation —, sont escamotées sous le paternalisme de « celui qui a l'expérience », alors que c'est justement l'expérience passée qui pousse les nouveaux militants à poser ces problèmes. Dans le plus pur style bureaucratique !

Un exemple concret de cette opposition entre les deux courants de la « nouvelle CNT », on le trouve dans les débats auxquels a donné lieu l'éventuelle création d'alliances entre la CNT et l'UGT, à Valence et en Catalogne. Le 5 décembre 1976, ce projet, défendu par la tendance traditionaliste, fut discuté à l'occasion d'une Assemblée régionale de Catalogne (étaient représentées plus de 150 organisations syndicales ou locales). La majorité de l'Assemblée s'est prononcée contre. Sans mettre en cause le principe de l'alliance, il a été souligné qu'il devait revenir à la base et non aux directions, de décider de créer, compte-tenu de chaque situation particulière, les liens unitaires entre les travailleurs des diverses organisations (22).

Organisation et solidarité dans le nouveau mouvement ouvrier espagnol — de la grève de Madrid à celle de La Roca.

Séparer les récents mouvements de grève en Espagne de la situation politique, les présenter comme des simples mouvements « économiques », est absurde. Pour les réformistes, le PCE, le contenu politique d'une lutte se mesure avant tout à l'écho que leurs mots d'ordre partidaires (amnistie, démocratie) trouvent en milieu ouvrier. Or, du mouvement de grève à Madrid en Janvier 76 aux grèves de Barcelone (dockers, La Roca), les récentes luttes ouvrières en Espagne expriment un contenu politique, une conscience de classe, qui va bien au-delà de ces mots d'ordre. Tout d'abord sur le terrain de l'organisation. Une tendance se dessine actuellement en Espagne, à faire de l'Assemblée des travailleurs l'organe moteur et délibératif des luttes, organe qui contrôle toutes les actions et décisions des « représentants ouvriers ».

On a pu le constater lors des mouvements de janvier 76 : « En général, et ceci selon toutes les informations recueillies ou directement constatées, les décisions ont été prises dans les AG ouvertes et démocratiques, les représentants syndicaux de base ou les mandataires des travailleurs agissant en tant qu'émissaires et négociateurs sans pouvoir définitif de décision. Quelques dirigeants des organisations syndicales (banque, bâtiment, métallurgie et secteur public) s'accordent pour affirmer que : « *Dans tous les cas, les assemblées ont été chargées de ratifier ou de refuser les décisions finales (29)* ». « *Les décisions de poursuivre la grève ont été prises par les Assemblées de masse. Pour la première fois, l'importance des AG de masse est parue évidente (24)* ». Comme le confirmera un délégué du métro, à ce même moment : « *Pour moi ce qui est bien dans cette lutte, c'est qu'une prise de conscience importante s'est faite à la base ; c'est la base qui a négocié tout le temps, et c'est elle qui a imposé le rythme. Nous ne faisions que négocier en son nom et d'après ses directives. (25)* ». Lors de la grève de Roca qui débute en novembre 76 et qui evolue très rapidement vers des affrontements violents avec le Pouvoir, le recours aux Assemblées souveraines sera l'axe du mouvement. Toutes les délégations de pouvoir sont faites à partir des AG et tous les délégués sont révocables par elles (26).

Une des conséquences principales de ce contrôle de la lutte par la base a été de court-circuiter les organisations avant-gardistes lesquelles avaient pour habitude de manipuler les délégués qui étaient souvent leurs représentants plutôt que ceux des ouvriers ! « *Ce sont les assemblées qui sont l'avant-garde ; voilà la seule avant-garde réelle que j'ai connu dans cette grève. Les représentants ne sont que les porte-parole de ce que disent ces assemblées. Sur ce plan un très grand pas en avant a été accompli au cours de cette grève* », dira un ouvrier de Madrid, en janvier 76. Mais le danger est à peine éloigné car les groupes traditionalistes sont, eux aussi, capables de s'adapter à cette nouvelle situation, déplaçant leur activité manipulatrice vers les assemblées (27). Même un dirigeant stalinien des CO ne craint pas de dire aujourd'hui : « *Tous acceptent le principe selon lequel on doit négocier avec les travailleurs élus par les AG, (...) avec des responsabilités syndicales ou non...* » (28).

Outre le recours aux assemblées, d'autres formes d'organisation sont apparues, toujours fondées sur ce principe de la démocratie de base. Ces « Organes parallèles représentatifs » comme on les appellera, sont élus par la base : la « Commission des huit » chez les postiers, la « Commission des sept » pour le personnel hospitalier, la « Commission dirigeante » dans le bâtiment et dans la banque, les comités de grève dans les conflits des dockers et à La Roca. Créées dans la lutte, ces organisations n'existaient que pendant la lutte ! Dans les banques, en janvier 76, l'organisation a pris une ampleur nationale. Chaque assemblée d'agence élisait un délégué. A leur tour, ces délégués élisaient une Commission régionale (15 à 20 membres à Madrid). Les délégués des diverses Commissions régionales constituaient une Commission nationale où on trouvait « des délégués officiels aussi bien que des travailleurs du rang, c'est-à-dire tous ceux que les AG avaient elus (29). » Ces formes d'organisation unitaires sont réapparues plus tard, lors des grèves de novembre 76, à Barcelone, avec les Collectifs unitaires de travailleurs (CUT). Dans le bâtiment, en janvier 76, on s'est organisé pour l'action directe. On a élu des « délégués de chantier » et on a formé des piquets de grève mobiles, capables de généraliser la lutte, de s'opposer aux jaunes et aux manœuvres patronales sur chaque chantier. D'autres aspects politiques des mouvements actuels sont la participation massive de la base ouvrière et l'existence d'une profonde solidarité de classe.

Aussi bien à Madrid qu'à Vitoria et à Barcelone la participation aux grèves a été record. Des jeunes et des vieux ouvriers, des petites boîtes aux grandes, les différences se sont atténuées. Dans les grandes boîtes, où les réformistes sont implantés, ces derniers eux-mêmes le reconnaissent, même s'ils ne manquent pas de jouer sur les différences d'âge et de combativité pour diviser. « (...) On a pu unir la dynamique des plus jeunes à l'expérience des plus vieux (30) », dira un délégué de chez Standard.

Pour ce qui est de la solidarité, elle s'est manifestée souvent entre les ouvriers de différentes boîtes au niveau local et même national. Lors du mouvement de janvier à Madrid, la solidarité a pu se mesurer à la manière dont le mouvement a fait tache d'huile. Ensuite, dans les régions industrielles, la solidarité est apparue dans les rues des banlieues ouvrières, où les manifestations, les occupations, les liens d'aide matérielle et aussi les affrontements avec la police sont devenus chose courante. Des régions urbaines entières ont vécu des moments de révolte sociale. La forme insurrectionelle que le mouvement a pris à Vitoria en est le cas extrême (31). Même dans les usines où les revendications avaient été satisfaites les travailleurs se remettaient en grève (32), ils avaient conscience que l'enjeu dépassait leurs stricts intérêts corporatistes. La grève insurrectionnelle de Vitoria, les luttes des dockers et celle de La Roca à Barcelone, confirmeront l'existence de ce puissant courant de solidarité de classe. Des luttes éclatent souvent par solidarité avec des travailleurs licenciés. « Ou tous ou personne », diront les grévistes des usines La Roca ! Dans cette dernière grève, les travailleurs poseront le problème de l'impuissance d'une lutte isolée. S'adressant à l'ensemble de la classe, les grévistes de La Roca proposeront un modèle d'organisation basé sur les assemblées et une action de grève concertée (33), comme seule alternative pour faire avancer le mouvement ouvrier en Espagne vers des perspectives plus radicales. (34)

Une telle conscience politique est cependant limitée à une couche minoritaire de travailleurs, la grande masse ne manifestant pas de désir révolutionnaire et restant finalement perméable aux arguments « raisonnables » des réformistes. Mais une chose est de constater ce caractère minoritaire des tendances radicales, une autre est de prétendre que des mouvements d'une telle ampleur, pareil affrontement social où s'exprime une telle conscience des intérêts de la classe ouvrière, restent des mouvements économiques

---

(21) Juan G.Casas, op. cit.

(22) Informations tirées de Frente Libertario, janvier 1977.

(23) Trabajadores en huelga, enero, op.cit., p. 37

(24) Ibid., p. 131

(25) Trabajadores en huelga, enero 76, op. cit., p. 113

(26) Voir bibliographie à la fin.

(27) Ceci est aussi vrai dans d'autres situations où les travailleurs avaient, en période de lutte radicale, imposé l'utilisation des assemblées comme formes d'organisation de discussion et de décision. C'est ce qu'explique un ouvrier de la Lisnave (Lisbonne), montrant comment les groupes politiques finissent par manipuler les assemblées, détruisant leur contenu démocratique de base. Voir la revue Camarades, décembre 1976.

(28) N.Sartorius, op. cit.

(29) Trabajadores en huelga, enero 76, op. cit., p. 140

(30) Trabajadores en huelga, enero 76, op. cit., p. 115

(31) Pour les évènements de Vitoria voir Bibliographie

(32) On en trouvera plusieurs exemples dans Trabajadores en huelga.

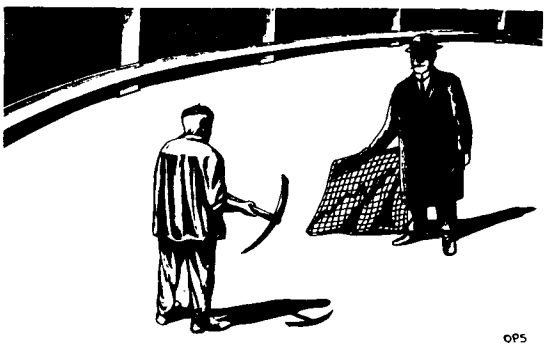
(33) Voir le bulletin du comité de grve.

(34) Sur cet aspect de la solidarité de classe, « le mouvement CNT » a joué un rôle important en popularisant la grève de La Roca, en Espagne comme à l'étranger ; un meeting a même eu lieu à Paris en janvier 77, avec la participation de grévistes. C'est suffisamment rare pour qu'on le souligne !

auxquels seuls les mots d'ordre des organisations donnent un sens politique ? C'est de tout le contraire qu'il s'agit, car on se trouve ici face non plus à des luttes contre un patron individuel, mais des luttes contre « un système ». C'est pourquoi la solidarité de classe, consciente, saute les murs des usines, gagne les autres usines et même les rues, les quartiers, les villes ouvrières. On trouvera dans les pages de « Trabajadores en huelga » un aperçu vivant de la manière fébrile dont le mouvement de janvier 76 a été vécu dans les banlieues populaires de Madrid. On sait aussi que des luttes comme celle de La Roca ont agité toute une banlieue ouvrière de Barcelone : Gafa.

L'entrisme dans le syndicat fasciste ; un premier bilan

Nous l'avons déjà dit, les organisations d'opposition, le PCE en tête, et à l'exception de la CNT renaissante et de l'UGT ont détendu le travail à l'intérieur du syndicat fasciste, le CNS, et ceci depuis la guerre. Election syndicale après élection syndicale leurs militants n'ont pas cessé de se présenter aux ouvriers comme les « délégués démocratiques » qu'il fallait élire, contribuant ainsi systématiquement à légitimer l'organisation fasciste. Après des générations de militants manipulés, emprisonnés, détruits, il en reste tout de même quelque chose, du point de vue des organisations. En effet la base de l'appareil syndical fasciste était jusqu'à présent constituée par leurs militants, de même que ces organisations contrôlent aujourd'hui quelques sections locales du syndicat. C'est le cas dans certaines banlieues ouvrières de Madrid, à Getafe par exemple où le réformisme est fortement implanté. Les mouvements récents, la crise politique provoquée par la réforme du régime, la crise du CNS, sont venus, cependant, remettre sur le tapis la question de la participation au syndicat fasciste. Ceci non seulement parce que les luttes se déclenchent et s'organisent systématiquement en dehors de ce syndicat, mais aussi parce que le seul rôle que les organisations clandestines ont pu jouer à travers le syndicat a été celui de briseur de grève ! Si à Vitoria le pouvoir des organisations d'opposition à l'intérieur du syndicat était relativement faible, à Madrid comme à Barcelone, le mouvement de grèves a eu lieu dans un contexte tout à fait différent. Malgré la forte implantation des organisations dans le syndicat on a pu dire, comme le fait ce syndicaliste que : « *Il est aussi vrai qu'on ne peut pas attribuer tout le poids du conflit, toute la puissance de la grève, à la question légale des élections ou à l'influence des responsabilités syndicales, puisqu'on a vu comment le syndicat a agi tout le temps en procédant à des expulsions. Quand il est devenu évident qu'avec syndicat ou sans syndicat le conflit se développait et se radicalisait, alors seulement les portes (des locaux syndicaux) se sont ouvertes. Que le syndicat existe ou non ne changeait rien à rien.* »(33)



OPS

Le problème soulevé est de taille. Valait-il la peine d'avoir investi tant d'énergies et d'efforts dans la revalorisation du syndicat fasciste pour en arriver à une situation où le CNS se désintègre de lui-même ? Les organisations d'opposition se trouvent ainsi dans une situation où elles sont incapables de se servir de leurs positions dans le CNS pour contrôler les grèves. A la fin de *Trabajodores en huelga*, figure une intéressante et vive discussion sur cette question. Deux tendances s'y affrontent. Pour le PCE et les CO l'objectif était, on l'a vu, de prendre pied dans le syndicat unique. Il est ainsi logique que toutes leurs pratiques tendaient à légitimer le syndicat et que ce parti essaie tout le temps que les luttes passent par les canaux syndicaux. Leurs militants se justifiaient en disant que le travail au sein du CNS permet « d'unifier l'avant-garde » (c'est-à-dire eux-mêmes) et de mieux se faire écouter par les travailleurs, « *non parce qu'ils croient qu'il (le militant d'organisation) est plus sincère, mais parce qu'ils croient que ce qu'il dit est plus conforme aux lois et, en ce sens, ils le suivent* ». (36) On présente ainsi comme une réussite politique l'utilisation que le parti fait de la domination spirituelle du capitalisme sur les ouvriers, de leur légalisme et de leur respect de la parole des chefs institués !

Pour les syndicalistes de gauche (de l'USG et de l'UGT), critiques du dirigisme du PCE et des magouilles au sein des CO, cette tactique ne menait pas loin. Ces syndicalistes constataient que tout le travail des communistes renfermait une contradiction, « *(...) l'utilisation excessive (du CNS), prétendre que le CNS est notre syndicat alors que, en réalité, il ne l'est pas !* » (37). Et ils donnaient comme exemple de la méfiance ouvrière envers cette « utilisation excessive », l'exemple des Comités de grève créés par le PCE à Getafe et ailleurs en janvier 76, « totalement inopérants » car ils sont restés dépendants de l'UTT. En conclusion, ils affirmaient que les travailleurs n'appuient les militants d'opposition que lorsqu'ils agissent en marge du syndicat officiel (38) ! Pour cette tendance non communiste au sein du mouvement syndical d'opposition, ce qu'il faut c'est partir des mouvements actuels et de l'existence d'un réseau de « délégués démocratiques » élus, pour construire, à plus ou moins court terme, des nouveaux syndicats démocratiques.

Aujourd'hui les choses ont évolué et cette discussion a été elle-même clarifiée par la suite des évènements ! En effet, comme le reconnaît un bonze communiste lui-même, « *l'organisation syndicale verticale est pratiquement détruite, ceci à un point qui semble grotesque* » (39). Les locaux syndicaux n'ouvrent plus, l'opportunisme et la corruption vont jusqu'à mettre en vente des immeubles syndicaux... (40). Dans ce sens les craintes des syndicalistes de gauche semblent avoir été confirmées par la réalité ! Et s'il est vrai que le PCE sort de cette période fort d'avoir constitué une organisation syndicale : les CO — il n'a pas pu obtenir le contrôle du syndicat unique, où il avait pourtant investi beaucoup d'efforts !

Un syndicalisme « différent » est-il possible ?

Pour la masse ouvrière engagée dans les luttes et en dehors de ces tactiques, l'attitude envers le syndicat a été à la fois plus claire et plus pragmatique. Si, d'un côté l'hostilité envers le CNS n'est plus à prouver — comme l'ont montré dans le passé les saccages répétés des sièges syndicaux, d'un autre côté les travailleurs en grève se servent autant que possible des structures syndicales (lieux de réunion par exemple) si elles peuvent être utiles à la lutte. Là où les réformistes ne sont pas implantés, les ouvriers se lancent dans la bagarre sans aucun projet particulier par rapport au syndicat. Comme ce fut le cas dans les boîtes sans tradition de lutte dans la région de Madrid, souvent avec un prolétariat jeune et féminin, les travailleurs appellent « syndicat » toute organisation de lutte, fonctionnant selon les principes de la démocratie de base et de la révocabilité des mandats dans une sorte de renaissance moderne du syndicalisme révolutionnaire. On avait pu le constater aussi en avril 74. Bien entendu ces formes organisationnelles ne peuvent se perpétuer au-delà des périodes d'affrontement sociaux ; ces « nouveaux syndicats » prennent par la suite une structure bureaucratisée, conforme à leurs fonctions de conciliation et de négociation entre les classes : « *Alors que dans leur manière de penser consciente les travailleurs utilisent de vieux mots d'ordre et de vieilles théories qui s'expriment dans leurs arguments et dans leurs opinions, ils font preuve, au moment des décisions, (...) d'une intuition profonde, d'une compréhension instinctive des conditions réelles, qui finalement déterminent leurs actes (...). Ainsi s'opposent les deux formes d'organisation et de lutte. L'ancienne, celle des syndicats et des grèves réglementées ; la nouvelle, celle des grèves spontanées et des conseils ouvriers. Cela ne signifie pas que la première sera tout simplement remplacée, un jour, par la seconde. Des formes intermédiaires peuvent être imaginées. Elles constitueraient des tentatives pour corriger les maux et les faiblesses du syndicalisme tout en sauvegardant ses bons principes.* » (41)

C'est ainsi que, dès les années 40, A.Pannekoek faisait ressortir l'ambiguïté du nouveau mouvement ouvrier. En Espagne aussi, c'est cette ambiguïté, plaquée sur l'action spontanée de la base, sur ce refus constant d'une direction extérieure qui permet de déceler dans le mouvement d'aujourd'hui les germes d'un avenir plus radical.

---

(35) Trabajadores en huelga, op. cit., p. 130

(36) Trabajadores en huelga, op. cit., p. 135

(37) Ibid, p. 131

(38) Trabajadores en huelga, op. cit., p. 92

(39) N.Sartorius, op. cit.

(40) Ibid.

(41) A.Pannekoek, Les Conseils Ouvriers, p. 157, éd. Balibaste, Paris, 1974

Pour ceux, au contraire, qui croient dans le caractère contradictoire de ces formes organisationnelles, à mi-chemin du syndicat et de l'organisation autonome de base, la possibilité de « construire un nouveau syndicalisme », l'échec est assuré ! Tel a été le cas au Portugal où la majorité du mouvement politique gauchiste a essayé de mettre sur pied à partir des Commissions de travailleurs des « syndicats de classe », non réformistes (42). Une fois terminée la période d'agitation sociale, ce sont à nouveau les problèmes de la survie immédiate qui se posent aux travailleurs et la gestion de telles revendications (salaires, chômage, etc.) ne peut être faite que par les syndicats traditionnels dont le fonctionnement est basé sur la conciliation entre les classes, la délégation permanente de pouvoir, l'absence de démocratie de base. Or sur ce terrain le syndicalisme d'obédience communiste est privilégié en raison de ses structures et de son degré de centralisation.

C'est à la lumière de ce qui vient d'être dit qu'il faudra aussi critiquer le projet de ceux qui veulent organiser la CNT selon un modèle de syndicat de masse. Si un tel projet se réalise la CNT ne sera alors qu'une miniature risible des grands syndicats réformistes. C'est aussi en ce sens que la tactique communiste du légalisme et de l'entrisme dans les structures de l'Etat peut paraître payante ! Mais cette réussite n'est réelle que lorsque le reflux social s'installe. Aujourd'hui en Espagne, hier au Portugal, le réformisme communiste ne se développe qu'une fois les luttes écrasées. S'il recrute aujourd'hui c'est sur la base d'un discours d'échec, profitant de la défaite des luttes pour pouvoir dire : « Etre révolutionnaire ne paie pas, venez chez nous !... » Tout récemment, lors des grèves de décembre 76 à la Renfe, les communistes ont fait venir à l'assemblée des cheminots de Madrid des ouvriers licenciés suite à d'autres grèves... pour l'exemple et pour illustrer les conséquences toute action « irresponsable » et « irréfléchie » !

Seul l'avenir dira si ces échecs et ces manœuvres permettent de faire avancer la conscience des travailleurs espagnols et leur détermination à se battre, ou si, au contraire, la frustration et le manque de confiance dans leurs propres forces n'ouvriront pas la voie de la « paix sociale » à la bourgeoisie moderne et celle de la démocratie parlementaire aux organisations de l'opposition, enfin assurées de ne pas être débordées. Tout le monde est d'accord pour voir, dans les conflits des dernières années, une propension vers l'action autonome des ouvriers, dépassant les appareils d'opposition. Les communistes, eux-mêmes, doivent le reconnaître : *« Les organisations syndicales les plus implantées n'ont pas joué un rôle important (dans ces conflits), (...) ils ont été dirigés de façon maladroite, sans préparation sérieuse, avec un déroulement incontrôlé auquel le patronat réagit durement (...)* »(43).

Avec la perspective démocratique qui se profile à l'avenir, avec la possibilité d'action légaliste, les organisations réformistes sont favorisées. Elles chercheront de plus en plus à séparer le « politique » du « syndical », opposant les réformes au désir révolutionnaire, localisant les actions, isolant les mouvements entreprise par entreprise, brisant ce sentiment de solidarité de classe qui semble caractériser la classe ouvrière espagnole aujourd'hui. A cet égard, l'insuccès relatif de l'appel à la grève générale de solidarité, lancé par les ouvriers de La Roca au Bas Llobregat et à Barcelone, bastions du PCE (PSUC), est significatif (44). Face à l'emprise du réformisme, qui trouve les racines de sa force dans l'intégration matérielle et idéologique de la majorité des travailleurs, il existe aujourd'hui en Espagne une tendance radicale, minoritaire mais déterminée, présente dans les luttes ouvrières, et dans la société, comptant avec une tradition passée, riche d'enseignements et claire dans ses buts anti-capitalistes. C'est là une caractéristique spécifique du nouveau mouvement ouvrier en Espagne, et les péripéties de l'affrontement entre ces deux orientations ne manqueront pas de jalonner dans l'avenir, la voie de l'émancipation des travailleurs au niveau mondial.

Paris, février-avril-mai 1977
JORGE

Bibliographie :
— sur le mouvement ouvrier des années 60, les C.O. : Julio Sanz Oller, « l'espoir demeure, les Commissions Ouvrières de Barcelone », Federop, Lyon, 1967.
— sur le mouvement de « reconstruction » de la CNT et les discussions à la base : revue « La Lanterne Noire », numéro 5-6-7-8 ; revue « Sindicalismo », proche de la tendance traditionnaliste de la CNT mais ouverte aux discussions de la base, Plaza de los Mostenses, 1, Madrid 8.
— sur les grèves insurrectionnelles à Vitoria : groupe Alternativa, « Informe Vitoria », enero-abril 1976, Ed. Alternativa, Vitoria (disponible à la librairie de l'ORA, 33, rue des Vignoles, 75020 - Paris), travail très complet sur les événements avec des analyses et documents.
— sur la grève de La Roca : « Comment on se bat à La Roca », revue « Solidarité ouvrière », décembre 77, « Esta via, esta batalla es la huelga general », tract publié dans Spartacus en avril-mai 77. « La Roca », revue Front Libertaire, 10/24 janvier 77, « 70 dias de lucha en Roca », supplément de février 77 à Solidaridad Obrera.

(42) Collectif Spartacus, op. cit., pp. 72-77

Marcel CERF

Edouard Moreau communard

(Spartacus C 15 F)

A travers le destin tragique d'un homme sacrifié, c'est une approche de l'histoire du Comité central de la Garde nationale fédérée qui est évoquée dans cet ouvrage. Histoire encore mal connue, les procès-verbaux des séances du Comité central ayant été totalement détruits. Seuls subsistent quelques récits incomplets de témoins plus ou moins informés pour tenter de faire ressortir le rôle prépondérant de cet organe essentiel du peuple insurgé.

Le Comité central qui assuma la responsabilité de la révolution du 18 mars 1871 était d'une composition ouvrière plus homogène que celle de la future Assemblée communale. Il prit instinctivement les premières mesures révolutionnaires imposées par les circonstances. Ses faiblesses idéologiques, ses erreurs de tactique mais aussi ses audaces politiques sont exprimées dans des déclarations dont « le ton social » est donné par son représentant le plus influent, Edouard Moreau, un inconnu de 33 ans.

Ecrivain, journaliste de modeste renom, Edouard Moreau avait fougueusement combattu dans les rangs de la Garde nationale contre les Prussiens pendant le premier siège de Paris.

Patriote intransigeant, profondément ulcéré par la défaite, ce jeune bourgeois va s'engager à fond dans l'action révolutionnaire, sans appartenir d'ailleurs à un parti politique déterminé.

Le 9 mars, il est élu au Comité central dont il deviendra l' « âme ardente ». Tout à tour chef du service des Informations, commissaire civil auprès du délégué à la Guerre de la Commune, puis directeur général de l'Intendance, Edouard Moreau se dépense fiévreusement dans ses différentes fonctions où il fait preuve de ses qualités de dirigeant et d'organisateur.

Dans ces deux mois et demi de lutte, il brûle les étapes de son existence tourmentée épuisant toutes les possiblités de son tempérament idéaliste, sentimental, ambitieux et passionné.

Fusillé sans jugement le 26 mai 1871, victime des forces réactionnaires coalisées, Edouard Moreau meurt au service du premier état prolétarien.

L.M.

#

ABONNEMENTS à la Revue
SPARTACUS
Socialisme et Liberté

Il y a désormais deux possibilités d'abonnement :
1) L'abonnement général dont les avantages sont décrits en page 32 et qui donne droit aux Cahiers SPARTACUS et à la Revue SPARTACUS.
2) Un abonnement à la Revue SPARTACUS qui donne droit à la seule revue.

4 nos 20 F - 8 nos 35 F.
Les abonnés ont une réduction de 30 % sur les commandes de **Cahiers SPARTACUS**

Adresser les abonnements à J. Lefeuvre 5, rue Sse Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris Ch F 633-75 Paris.
N.B. Le service de la revue est inclus dans l'abonnement aux Cahiers SPARTACUS.

#

NOTES SUR LES LUTTES ETUDIANTES EN ITALIE (CCRAP – avril 1977)

Pour comprendre le rapport entre le chômage et l'explosion des luttes à l'université, il faut tenir compte de certaines caractéristiques de la « crise » italienne.

La période 1975-1976 a vu le blocage de l'embauche et même la diminution de l'emploi. En 1975, nombre de petites usines ont fermé, donnant lieu au recours massif à l'indemnisation du chômage, et certaines grosses entreprises, parmi lesquelles Leyland-Innocenti, ont connu de grandes difficultés. Grâce à ce processus, le marché du travail a retrouvé la fluidité requise par le grand capital.

En 1976, la situation des travailleurs s'est encore dégradée à cause du blocage des dépenses publiques et de la restauration de la discipline au travail. Le blocage des dépenses publiques a amené celui des salaires des employés des services publics (hospitaliers, cheminots, traminots, etc.) qui ont mené des luttes particulièrement importantes pendant cette période et aussi une offensive contre les ouvriers des entreprises auxquelles l'Etat participe * (industries minières, , sidérurgiques, alimentaires, etc.) mettant en cause leur emploi par la fermeture des entreprises. En même temps, la discipline au travail a été renforcée : procès contre des médecins qui accordaient des congés à des ouvriers qui n'étaient pas malades, campagne massive contre l'absentéisme, réduction du nombre de congés, etc.

Tout ce processus a bénéficié de la collaboration de l'Etat capitaliste et du mouvement ouvrier réformiste, collaboration extrêmement étroite et continue. Le réformisme a accepté dans toutes ses conséquences la thèse du grand capital selon laquelle il est nécessaire que les ouvriers se sacrifient pour permettre aux entreprises de reprendre leur croissance. Grâce à cela, il y a eu en 1976 une augmentation générale de la production et de la productivité fondée non pas sur l'augmentation des investissements ou l'introduction de nouvelles techniques (sauf pour quelques exceptions), mais sur une exploitation plus intense des travailleurs ; le prolétariat s'est trouvé divisé entre travailleurs employés, menant des luttes purement défensives ** et la masse croissante des chômeurs.

Dans ce contexte, la situation de cette partie de la jeunesse qui cherchait à échapper au travail ouvrier grâce aux études (en général, les fils d'ouvrier tendent à poursuivre leurs études beaucoup plus longtemps que leurs parents ne l'ont fait, et les cours du soir pour les travailleurs se répandent) ou à se garantir un emploi « intermédiaire » s'est aussi modifiée.

Ce n'est pas le lieu pour analyser la nature de classe de ces couches à l'intérieur desquelles coexistent, difficilement séparables, aussi bien des composantes proches de l'ancienne petite bourgeoisie que des travailleurs intellectuels productifs (techniciens, etc.). Cette masse est frappée directement par la crise dans la mesure où disparaissent les débouchés sur lesquels elle comptait, d'abord les emplois garantis par l'Etat pour lesquels l'embauche est maintenant bloquée et aussi les emplois qualifiés dans les entreprises qui ont elle moins besoin de ce type de personnel actuellement. La moitié des chômeurs environ est ainsi composée d'étudiants ou d'anciens étudiants. Il en résulte une modification profonde de la structure étudiante. Pour faire face à cette situation, ces couches se livrent à des activités précaires (travail à domicile, emplois trimestriels, emplois à mi-temps, etc.) ; ces jeunes se dirigent vers tous les secteurs de la production, de la manutention, aux différents travaux de l'édition, à la programmation, etc.

De ce fait, ils ne se reconnaissent plus comme des étudiants traditionnels, destinés à des emplois hautement qualifiés, mais voient au contraire dans l'université un parking et dans le diplôme simplement un moyen d'obtenir un poste un peu meilleur. Ils sont donc à l'origine d'un processus ee circuit fermé dans lequel la déqualification des études leur ôte toute possibilité de promotion sociale et la pression même qu'ils exercent sur l'Université – à la fois par le nombre des inscrits et par leur refus des frais de scolarité – aggrave et accélère la crise de l'institution universitaire. Mais, évidemment, ce processus ne peut s'éterniser et le capital lui-même s'en rend parfaitement compte, D'un côté, il est inconcevable que l'Université puisse absorber davantage d'étudiants et de l'autre il faut tout de même trouver un débouché à cette masse croissante de diplômés. En augmentant fortement les frais de scolarité, la réforme du ministre Malfatti a tenté de résoudre le problème en limitant ainsi l'accès à l'université et en contraignant un certain nombre d'étudiants à la quitter. La tension provoquée par cette réforme * a été aggravée par d'autres facteurs qui, en d'autres circonstances, n'auraient probablement pas suscité une telle réaction.

Le mouvement a en effet été déclenché à Rome par l'agression par des fascistes de certains camarades. Il en est résulté l'occupation de l'Université, des affrontements dans la rue, le rassemblement autour de l'Université de toutes sortes de groupes d'usine et de quartier, etc. Dans la pratique, l'Université a fonctionné dans une ville comme Rome comme pôle organisationnel de toutes les luttes. La structure même de Rome, ville bureaucratique et administrative, a favorisé cette jonction, car le prolétariat y est concentré surtout dans les services et éparpillé dans mille petites activités à travers les banlieues gigantesques et misérables. Ce mouvement entrait en contradiction non seulement avec l'Etat mais aussi avec le réformisme soit parce qu'il s'opposait à la restructuration de l'Université menée en accord avec le réformisme, soit parce qu'une bonne partie du pouvoir universitaire étaient entre les mains d'intellectuels du parti communiste (les « barons rouges »).

C'est pourquoi le réformisme a choisi de réprimer ouvertement le mouvement en envoyant le chef des syndicats, Lama, tenir un meeting à l'université avec une escorte de 1 500 syndicalistes membres du PCI comptant non seulement sur sa propre organisation mais aussi sur le reflux du mouvement et le prestige du syndicat par rapport aux étudiants. Après plusieurs affrontements, Lama a été chassé de l'université qui a été évacuée dans l'après-midi de la même journée par la police. Le PCI a subi là une grosse défaite en tant que force d'ordre car il a dû rendre à l'Etat la tâche

* Une bonne partie des industries de base en Italie bénéficie de participations de l'Etat car elles ne sont pas suffisamment rentables pour attirer les capitaux privés.

** En fait, la volonté de rendre l'école « plus efficace » s'est révélée depuis deux ans au moins par des mesures rendant plus difficiles l'inscription et la fréquentation. L'absence de luttes étudiantes significatives depuis des années a incité le gouvernment à aller de l'avant.

de réprimer le mouvement. Cette défaite a provoqué un débat au sein du PCI qui a abouti à deux conclusions :

– qu'il était nécessaire pour le parti d'adopter une attitude un peu plus critique vis à vis du gouvernement pour ne pas laisser le champ libre à la gauche !

– que la répression devait être confiée entièrement à la police et que le réformisme devait se ranger à ses côtés.

Ce second choix a été démontré une semaine plus tard à Bologne où le meurtre d'un militant de Lotta Continua par la police a provoqué des affrontements très graves (attaque contre la préfecture, la gare, des commissariats de quartier, etc.), affrontements qui se sont conclus par l'occupation militaire de la ville par des troupes spéciales dotées d'auto-mitrailleuses.

Malgré les attaques du réformisme, le mouvement s'est développé avec certaines caractéristiques intéressantes et importantes:

– la critique de la politique comme activité spécialisée et séparée. Cette critique s'est exprimée à la fois par le refus des vieux chefs et par l'usage constant de l'ironie et de la satire, avec de nouveaux moyens d'expression. Les vieilles organisations bureaucratiques ou bien se sont adaptées aux caractères du mouvement ou bien en ont été expulsées. La place a été ainsi laissée aux composantes qui rejettent le plus une gestion légaliste et modérée de l'affrontement !

– l'intelligence tactique avec laquelle le mouvement fait alterner l'affrontement violent et le jeu, évitant ainsi de se laisser enfermer dans la logique de l'escalade sur le plan militaire, insoutenable au niveau de la lutte de masse.

Grâce à ces deux caractéristiques, et malgré la campagne terroriste de l'Etat et l'isolement par rapport au mouvement ouvrier réformiste qui s'est rendu complice de cette campagne, le mouvement a réussi à devenir un point de référence important capable d'influencer des secteurs du mouvement ouvrier au point de favoriser un processus d'opposition aux directions confédérales dans les syndicats.

Les problèmes posés sont nombreux :

– un mouvement de chômeurs sans lien avec des luttes ouvrières significatives risque d'être isolé et violemment réprimé. Il n'y a en effet que deux issues : ou bien l'obtenition de débouchés sur le marché du travail grâce à l'intervention de l'Etat (dont on a vu qu'elle était impossible dans l'immédiat) ou bien l'affrontement ouvert avec l'Etat, affrontement voué à l'échec sans un mouvement des ouvriers d'usine.

– ce mouvement présente d'importantes caractéristiques anti-bureaucratiques mais reste en même temps lié à des luttes spontanées qui ne semblent pas capables de se maintenir et de produire une organisation stable. Le risque, en somme, c'est qu'il se limite à mettre en crise certaines organisations, à en renforcer d'autres sans ouvrir la voie à une logique différente.

– le mouvement s'oppose davantage au réformisme qu'aux force actuellement au pouvoir ce qui risque d'en faire un instrument de certaines opérations conservatrices à l'intérieur et à l'extérieur du mouvement ouvrier ; sans tomber dans le piège de la fausse alternative réaction/réformes, il reste opportun de tenir compte du problème *

Correspondance : Marco Maiolani, CP 4046
20125 Milano (Italie)

* Ces réserves paraissent discutables, les « forces actuellement au pouvoir » en Italie étant les forces militaires (police spéciale et carabiniers) et le PCI, seul et unique garant du maintien de la société en place : ce sont bien ces deux forces que le mouvement social affronte en ce moment, et il ne sert à rien de distinguer « réformisme » et « bourgeoisie » : ce sont les deux faces de la même médaille – l'ordre capitaliste. (NdT)

UN NOUVEAU CAHIER SPARTACUS

ROSA LUXEMBOURG ET SA DOCTRINE

C'est avec la collaboration de Galar, Maurice Jaquier, Jean-Michel Kay, Jean Métery, Simon, Rubak et Guy Sabatier que René Lefeuvre a entrepris cette récapitulation de l'ensemble des écrits de Rosa Luxembourg. Ses thèses essentielles, ses polémiques toujours et, même, de plus en plus actuelles, se trouvent résumées dans ces pages où des extraits et même un texte intégral occupent la plus grande place.

On trouvera, rapportées d'une manière succinte mais fidèle, ses prises de position contre le réformisme bersteinien, contre l'autoritarisme léniniste, contre tous les nationalismes, et aussi ses vues sur la spontanéité des masses et la formation de la conscience de classe, sur les rapports entre « masses » et « chefs », sur la relation entre le rôle d'un parti et sa structure, sur la signification et la portée des grèves générales. L'important ouvrage d'économie politique, L'ACCUMULATION DU CAPITAL, qui range Rosa Luxembourg parmi les théoriciens marxistes de première force et qui concerne le problème crucial de la croissance capitaliste fait l'objet d'un exposé pertinent aussi resserré que possible et, enfin, une bibliogrphie indique les textes complets accessibles en français.

Ce livre est donc d'une grande utilité pour une connaissance élargie des doctrines révolutionnaires élaborées après Karl Marx.

Spartacus B 80, 208 pages, 22 F.

COLLEGAMENTI PER L'ORGANIZZAZIONE DIRETTA DI CLASSE

(Liaisons pour l'organisation directe de la classe)

C'est le titre d'une nouvelle revue, publiée par les camarades du CCRAP * de Milan, et dont le premier numéro est paru en mars 77. Existant depuis les débuts des années 70, ce groupe se donnait pour tâche de maintenir un travail d'information et de réflexion sur les luttes ouvrières et la crise capitaliste dans le contexte italien. L'approfondissement de cette crise, les changements dans la combativité ouvrière, la participation croissante du PCI et des syndicats aux plans de sauvetage capitalistes et, paralèllement, l'impuissance des groupes gauchistes traditionnels, ont créé en Italie une situation particulière.

C'est ainsi qu'on voit se faire jour des tendances plus radicales qui mettent en cause les vieilles stratégies politiques. C'est ce qu'il est convenu d'appeler en Italie « la zone de l'autonomie ». Les récents mouvements partis de l'Université se sont élargis à des couches prolétariennes et ont attiré l'attention sur cette « zone », d'autant plus qu'ailleurs, sur le terrain des rapports salariaux, cette tendance s'exprime aussi : le nombre des groupes autonomes radicaux s'étend sans cesse depuis les luttes de 1972-73, dans les usines, et, fait nouveau, dans les services et administrations.

Les camarades du CCRAP se placent à l'intérieur de cette « zone », où ils sont intervenus et où ils se sont confrontés avec d'autres tendances « autonomes ». Ils ont vu leurs idées se diffuser, le nombre de leurs militants croître sensiblement. Mais à l'intérieur de « la zone de l'autonomie » les groupes qui, comme le CCRAP, privillégient l'organisation indépendante des travailleurs contre le pouvoir capitaliste dans l'usine et dans la société, sont minoritaires par rapport aux groupes para-militaristes qui proposent l'action terroriste putschiste et la constitution de noyaux spécialisés dans l'affrontement avec l'Etat. Les militants de ces tendances viennent plutôt des groupes léninistes en décomposition comme Lotta Continua.

Dans leur revue, qui lie maintenant des groupes de Milan, Naples et Florence, les camarades du CCRAP ouvrent le débat sur les questions du mouvement révolutionnaire, sur les problèmes soulevés par les luttes. Au sommaire du premier numéro :

« L'organisation directe des ouvriers à l'intérieur de la crise » – L'éditorial où le groupe jette un regard critique sur sa propre pratique passée et sur les tâches du moment – « La crise dans le secteur de l'auto » – Traduit de la revue américaine « Zéro Work », texte qui est suivi par un débat avec un groupe d'ouvriers de OM-FIAT – « Le refus du travail où la lutte pour le droit à la paresse », traduit du numéro 3 de « Spartacus », complété par un texte sur l'évolution de l'absentéisme en Italie et sa signification politique – un dernier texte sur « dépense publique salaire réel et cycle économique ».

*CCRAP : Centre Communiste de Recherche pour l'Autonomie Prolétarienne.

Rédaction et administration provisoire :
G.C. - CP 1362
FIRENZA ITALIE

DE L'OPPOSITION A LA DISSIDENCE

Le syndrome des Indiens métropolitains

De municipales en législatives, de l'URSS à la Chine, heureux étaient les humanistes radicaux de notre bonne vieille Europe. De Serge July à Claude Lefort la réponse fuse à la question du totalitarisme dans les pays de police populaire : « Démocratie, démocratie, nous t'implorons. » Et à l'Ouest ? Rien de nouveau. Et qui donc ose dire que l'oppression n'est pas compensée par la liberté de penser, de former des partis de gauche, des syndicats autogestionnaires en diable, des revues soutenues par les gauchistes de l'Ecole des Hautes Etudes ? Ceux-là ignorent-ils qu'il existe une Opposition et que celle-ci pose les vrais problèmes de société : démocratie dans le mouvement ouvrier, nationalisation de la Bande des Huit Trusts, scrutin proportionnel à deux tours avec panachage ? Que ceux qui comparent les respectables démocraties occidentales aux aggressives démocraties populaires aillent un peu y voir ; non mais, on a bien encore le droit de planter des roses rouges sur son balcon et de chanter l'Inter le 1er mai entre la Nation et l'Hotel de Ville (où siégeait la Commune, mais oui, mais oui).

Aux grincheux, on accorde l'Allemagne : torture blanche, beaux vestiges du nazisme. Y zont pas eu la Résistance eux ! Tandis que chez nous, Grimaud cause avec Cohn-Bendit, Gisèle Halimi avec Giscard. Même que ce dernier, au dernier souper était d'accord avec Sollers sur la nécessité du dépérissement de l'Etat. A ceux qui regardent vers 1984, on concède l'Italie : une opposition forte (deux millions de communistes) et en passe d'imposer démocratiquement la démocratie.

Et puis ! une nouvelle faune apparaît, bariolée et peinturlurée, qui au lieu de traiter le PCI de « révisionniste » traite ses militants de « crétins ». La politique de Lama, chef du PCI-GCIL ? « Ça se passe au Tibet ? » demande Yaourt, indien métropolitain. Ils ont remplacé les journaux par des « belzebao » (mélange indien de Belzebuth, Babao et Dadzibao). D'ailleurs ils ont retiré le 3e numéro de la circulation « pour faire enrager les collectionneurs ».

On leur a demandé : l'autonomie, c'est quoi ? Réponse : « L'autono-toi. » Pour le 1er mai, ils font un « enterrement à la Raison », et question organisation (il y en a qui ont peur de perdre la direction), Dandy répond : « Je suis désagrégée, chômeuse et instable, je me laisse verser et renverser, je viens d'une famille ouvrière avec un arrière grand-père anar, je me fais entretenir par qui tombe, j'ai fait 68 et suis entrée dans le Grand Parti. Maintenant je vis avec Elle (un indien), deux chats et un bocal de faux poissons. » Lotta Continua ? « Lutantine » répond Stradivarius, qui comme les autres aime le violet, « couleur des désagrégés, violet parce que ça sonne comme « violer ». Violer quoi ? La politique, par exemple. » Mais alors, les Indiens métropolitains mènent un combat pour la prise de conscience oppositionnelle ? Eh, non ! « La nôtre est une prise d'inconscience. »

Excusez, Elle veut raconter une anecdote : « Un matin rue Lodi le courant a été coupé et tous les trams se sont arrêtés. Les gens étaient contents, parce qu'ils pouvaient ne pas aller au boulot. Finalement il y avait un alibi. Et tous de descendre faire semblant de pousser le tram », et il ajoute, « on s'est fait plein d'amis avec les gens. »

Des freaks, alors, ces Indiens ? Pas évident. Certains ne travaillent pas, d'autres oui. Leur seul point commun (et encore) : manifester pour manifester, refuser le dialogue, enterrer la Raison. « Qui veut parler, parle, qui veut rêver, rêve, qui veut tirer, tire, sans plus de justifications idéologiques. » Voilà tout.

Bien sûr, les Indiens ne font pas l'affaire des organisations, ni des théoriciens du pouvoir ouvrier, car ils se placent en dehors du jeu politique, font alterner les jets de fleurs et des coups de revolver contre les flics, et finalement font se lamenter le Comité Central du PCI qui « constate la montée dramatique de tendances irrationnalistes et obscurantistes ». Quittant le monde des programmes, des concertations et des compromis nécessaires, des jeunes (mais aussi un député ex-gauchiste !) refusent la confrontation constructive, l'opposition critique et la contestation organisée - au profit des tactiques embrouillées, du désir immédiat et de la dissidence non théorisée.

Cela a commencé avec la crise du gauchisme. Complètement soumis au programme du PCI, le Manifesto, Avanguardia Operaia, etc., ont abondamment perdu leurs militants. Au dernier Congrès de Lotta Continua, la direction n'a même pas fait acte de présence à la tribune, et la discipline s'est évanouie. Pendant que certains préféraient aller au cinéma, d'autres congressistes flirtaient, et certains même allaient discuter dans la salle réservée au congrès.

L'arrivée du PCI au pouvoir l'an dernier, même s'il n'a pas encore réussi à faire officiellement nommer des ministres à son nom (mais le voulait-il alors ?) a eu comme conséquence d'exclure de son influence certaines couches non électorales ou mal habituées au jeu des réformes : jeunes prolétaires des banlieues, femmes salariées, chômeurs... qui se sont regroupées en « cercles de jeunes prolétaires » et groupes autonomes divers. Ce sont eux qui ont formé la base du mouvement de Rome et de Bologne, les mêmes qui squattent des maisons, parlent dans les radios pirates (il y en a des dizaines) et ont occupé des « universités-parkings ».

Que d'ennuis pour les rationalisateurs de la politique ! Les bons démocrates d'opposition se sont transformés en vilaines équipes de fascistes (rouges) qui ont attaqué des lycéens à la sortie de leurs lycées, et ont déclaré « apporter toute solidarité à la police » (démocratique ?). Quant aux méchants dissidents, ils ont jeté des fleurs (roses il est vrai) sur le service d'ordre syndical, qui a riposté à Rome avec des jets d'extincteurs mais a ramassé des pierrailles. Le chef du PCI s'en est tiré de justesse, en s'accrochant aux épaules d'un syndicaliste pendant qu'on renversait son camion. Les flics, eux, les balles les ont pas ratés. Pourtant ils étaient syndiqués et de gauche.

Bref, l'opposition est devenue auxiliaire des forces de l'ordre, mais ça on l'avait pas oublié (hein Mitterrand). Et les dissidents alors ? Bon, on sait pas trop. A part que les Indiens sont allés manifester à Florence pour rigoler et vivre leur inconscience, et que les autonomes sont tellement différents d'un coin à un autre, des flingueurs aux ouvriéristes, que c'est pas possible de dire autre chose d'eux qu'ils sont, comme dit le Parti, des « provocateurs », des « inconscients », des « antidémocratiques ».

Je suis désolé pour les tenants de la raison communiste, mais moi le monde actuel il m'apparait pas comme un cadavre pourrissant (il y a longtemps que les os ont séché) mais plutôt comme une sarabande de Far West où les couillons sont ceux qui défendent leur ferme en espérant du secours. Fi de cultiver les terres, les Indiens courent les plaines. Squatter, casser, vivre, la fuite en avant ça peut encore valoir le jeu.

Bon, les copains de Milan ont écrit un bon texte analytique. Un peu trop peut-être, mais pourquoi pas ? Je vous laisse lire.

Michel des Blancs

Les révoltes logiques

Printemps-Ete 77 — 15 F

Phénoménologie des travailleurs de l'Etat ou le massacre des innocents.
Femmes prénommées : les prolétaires saint-simoniennes rédactrices de la Femme libre.
Les amants de la liberté ? Stratégies de femmes, luttes républicaines, luttes ouvrières.
Les prolétaires dans la machine municipale.

TROIS BROCHURES D'ÉCHANGES ET MOUVEMENT

1/ LES USA : A CHANGING REALITY (EN FRANÇAIS OU EN ANGLAIS)-3 F

Recueil de notes et de textes, matériaux pour une analyse, en partie fait d'impressions rassemblées pour l'essentiel au cours d'un voyage de quelques camarades à travers les USA l'été dernier, en partie de traductions d'articles sur les luttes parus aux Etats-Unis (Westinghouse, mineurs, presse, farm-workers).

2/ GREVES SAUVAGES DODGE-TRUCKS.

Juin 74. L'histoire d'une grève sauvage dans l'automobile aux USA racontée et analysées par ceux qui l'ont vécue dans et hors de l'usine. Ce texte est la traduction d'une brochure « Black and Red » de Détroit. Les photos originales reproduites intégralement en disent presque autant que le texte.

Cette brochure sera envoyée par Spartacus à ses abonnés dans le cadre de leur abonnement.

3/ LE 25 JUIN EN POLOGNE 6 F

Le 25 juin 1976 les travailleurs polonais n'ont lutté qu'un seul jour. A la fin de ce jour, les dirigeants avaient complètement abandonné leur projet d'augmentation générale des prix : toute une classe refusait en bloc les « sacrifices » pour la sauvetage du capital national coincé entre la crise mondiale et les exigences des travailleurs.

Cette brochure complète le livre « Capitalisme et lutte de classes en Pologne » et montre au fil des années le processus de l'incessant affrontement entre le capital et le travail. Le texte aborde les rapports de la lutte de classe et de la tendance réformiste libérale d'une fraction de la classe dirigeante appuyée sur les classes moyennes, anciennes et nouvelles.

PRISONS ET SOCIETE A CUBA

L'exotisme des Caraïbes à l'heure du Goulag

Membre du PCF, Pierre Golendorf est de ces bourgeois démocrates qui désirent « le changement », « le socialisme aux couleurs de la France » comme dit le Parti. Débarqué à Cuba en 1967 comme photographe, il se trouve bientôt fonctionnaire du gouvernement cubain dans les services culturels. Arrêté en 1971, accusé d'être un agent de la CIA, il est condamné à dix ans de prison. Sur ces dix ans, Pierre G. n'en a fait que trois puisqu'il a été libéré en avril 1974. On ne peut pas dire que l'intervention du PCF y soit pour quelque chose ! Pour le Parti Pierre G. était plutôt gênant ; il ne l'est plus car, dès son arrivée en France, il a été expulsé du Parti !

Si l'on voit mal quel service ou renseignement un tel homme aurait pu fournir aux services secrets américains, il est par contre vrai que pour les flics cubains, toute attitude critique envers le régime relève de l'espionnage impérialiste ! C'est simple mais efficace. Après, la machine carcérale s'en occupe, à tel point que tôt ou tard, c'est le condamné lui-même qui, comme Pierre G., en arrive à se demander : « Bon dieu, si j'étais un agent de la CIA, je le saurais ! (161) ». Il faut d'ailleurs souligner que pour les flics cubains, un des indices de ses liens avec les forces impérialistes était son attitude critique envers l'invasion de la Hongrie, en 1956, attitude qui lui avait valu d'etre suspendu par le PCF à l'époque.

Du point de vue de ses positions politiques le livre de Pierre G. est sans intérêt. Pour l'essentiel il reste le démocrate membre du PCF. Cependant ses réflexions sont bourrées de contradictions qui découlent de la position de celui qui est victime d'un régime qu'il estime légitime et nécessaire. C'est ainsi, par exemple, qu'il critique la loi contre la paresse alors que celle-ci est dans la logique du « droit au travail » qu'il tient comme un point essentiel du programme socialiste, c'est ainsi qu'il dénonce la délation de masse alors qu'il la justifie lorsqu'on a affaire à des contre-révolutionnaires... Obligé de se poser quelques questions sur le socialisme d'Etat, Pierre G. se réfugie néanmoins dans l'éloge d'un autre modèle, non moins prostitué, celui du « socialisme à visage humain ». Et le voilà en extase devant le « démocratisme » du PC espagnol, pourtant digne précurseur européen des camps et de la rééducation par l'assassinat, ou alors encore devant le stalinien Ho Chi Minh, bourreau des révolutionnaires vietnamiens aux lendemains de la deuxième guerre mondiale.

La question de la « Démocratie » est au centre de ces préoccupations, comme c'est d'ailleurs le cas pour tous les démocrates russes qui ont passé par le Goulag. On les comprend mais on n'est pas d'accord ! Car critiquer la barbarie totalitaire du capitalisme d'Etat pour nous renvoyer à la barbarie démocratique du capitalisme libéral, cela ne constitue nullement un progrès. Le totalitarisme revalorise la démocratie bourgeoise de la même façon que celle-ci engendre celui-là. L'Histoire de ce siècle est là pour le prouver ! Est-ce un hasard si on trouve dans la mentalité sociale engendrée par ces systèmes totalitaires dans les masses prolétariennes, les mêmes attitudes qui ont fait la force du capitalisme libéral : la soumission et la peur, l'égoïsme et le manque d'initiative et de courage pour lutter ? A cet égard le témoignage de Pierre G. ne constitue nullement un démenti, au contraire.

Pierre G. est un homme qui est sincère dans son désir de changer le monde — à sa façon —, et il est sincère aussi lorsqu'il refuse de fermer les yeux sur les réalisations du socialisme cubain. Que cela soit le fruit de son intégration dans la société cubaine (sa femme est cubaine et il a eu ainsi un contact plus proche avec la population), voilà qui ne retire rien à son honnêteté. C'est pourquoi son livre est intéressant, c'est pourquoi on y trouve des informations précieuses sur le fonctionnement du capitalisme d'Etat cubain, sur la vie sociale quotidienne, sur les mécanismes répressifs. Pendant les six mois qui suivent son arrestation, Pierre G. est au secret. Ensuite, lorsqu'il passe à la prison de Principe, c'est un deuxième monde qui lui apparaît, l'univers carcéral dans une société totalitaire. Un univers très étendu, car il y a actuellement à Cuba, selon les estimations de l'auteur entre 20 000 et 80 000 prisonniers politiques pour une population de 8 millions de personnes. Le témoignage gagne alors une nouvelle force, ses réflexions ont une dimension plus sociale, car il est confronté à d'autres détenus, dans leur quasi-totalité farouchement opposés au régime communiste — et ce n'est pas son cas ! Ces réflexions sont la plupart du temps très empiriques ; par elles-mêmes, elles ne constituent pas une analyse cohérente du système cubain de capitalisme d'Etat. Mais elle dépassent la superficialité journalistique et sont précieuses pour une connaissance critique plus approfondie de ces régimes.

A notre avis l'intérêt principal du livre est de montrer particulièrement bien le lien existant entre la société et le Goulag. Dans ces régimes, encore plus que dans les nôtres, la cohésion sociale n'est possible que par l'existence du camp, et, à l'invers, le camp devient le seul territoire où la société peut être ouvertement mise en question. De quelle façon faire accepter le système sinon par la peur du camp, de quelle façon faire travailler le prolo sinon par la peur du camp ? Comme le dit à Pierre G. une fille militante de base du Parti : « La pyramide de notre société révolutionnaire est divisée en quatre tronçons. Tout en haut les « mayimbes » (2). La deuxième catégorie est constituée par la Sécurité d'Etat. La troisième par les prisonniers. La base de la pyramide fait ce qu'elle peut pour n'entrer ni dans la seconde ni dans la troisième catégorie » (92).

LA SOCIETE

Sur l'organisation de la société cubaine Pierre G. donne un nombre dispersé d'informations qu'il est intéressant de condenser. De ce qu'il raconte il ressort que la bureaucratie est très forte et très désorganisée. Le gaspillage est considérable dans toutes les branches de la production et dans l'agriculture en particulier — ce qui confirme l'analyse de R. Dumont dans son livre « Cuba est-elle socialiste ? » et qui lui avait valu d'être accusé, lui aussi, d'être un agent de la CIA —. Pierre G. souligne d'autre part, à plusieurs reprises, ce caractère spécifique du capitalisme d'Etat cubain qui est la structure trop pyramidale du Parti, le rôle prépondérant qu'y jouent Fidel et son clan, les « mayimbes » en question. Tout se passe comme s'il s'agissait de la forme sous-développée du système capitaliste d'Etat, le poids du « chef suprême » compensant la faiblesse du parti-Etat et de son implantation sociale.

Le quadrillage policier de la vie quotidienne par le Parti semble très poussé. Pierre G. apporte, à cet égard, des précisions sur le rôle des Comités de Défense de la Révolution (CDR) : « *Ils sont implantés dans chaque « cuadra » ; c'est dire que chaque tronçon de rue entre deux rues transversales possède son Comité (...) La population de la cuadra est obligatoirement inscrite. Elle est parfois conviée à assister à des réunions, par exemple quand un projet de loi est soumis à la discussion. La présence y est facultative comme est facultatif le travail volontaire, c'est-à-dire qu'il est préférable de s'y rendre. Ces assemblées donnent lieu à des surenchères verbales de révolutionnarisme étant donné que les votes se font à main levée. Comme il n'est pas possible de s'abstenir — ne parlons pas de voter contre — sans se faire taxer de « conflictivo », autant essayer de montrer devant tout le monde qu'on est le plus révolutionnaire. Donc chaque CDR est un instrument d'évaluation de la température révolutionnaire des individus ou familles habitant dans la cuadra et, en ce sens, a une fonction politico-policière. (...) Celui qui voyage en province pour plus d'une semaine doit faire signer un formulaire par son CDR qui lui permettra de toucher sa ration alimentaire là où il se rend* » (113) ».

Ces organisations, si souvent présentées par la gauche européenne comme un modèle d'organisation de base par quartier (3), ne trompent plus la population cubaine, qui ne voit dans son CDR qu'un lieu de contrainte bureaucratico-policière où elle ne va qu'avec appréhension (114) ». Quotidiennement contrôlé sur son lieu d'habitation, le travailleur cubain n'est pas plus gâté sur son lieu de travail. A l'usine ou au bureau c'est à nouveau l'emprise du Parti-Etat-Patron. Les syndicats, mis en sommeil au début des années 70, sans doute pour purger ce qui restait des vieilles tendances syndicalistes d'avant la révolution, sont aujourd'hui placés totalement sous le contrôle du Parti. Les Conseils de Travailleurs

---

(1) Pierre Golendorf, « 7 ans à Cuba, 38 mois dans les prisons de Fidel Castro », Ed. Belfond, Paris 77 ; on indiquera entre parenthèses le numéro de la page.

(2) Expression que je suppose d'origine africaine qui désigne les hauts dignitaires (note de l'auteur)

(3) On sait qu'au Portugal le PCP a essayé de créer des CDR pour les opposer aux Commissions de Travailleurs et de quartiers.

existant dans les boîtes n'ont aucun lien réel avec les ouvriers et ils ne font pas le poids devant les Administrations. Pierre G. cite l'exemple de sa femme, travaillant en usine après son arrestation. Etre la femme d'un agent impérialiste, voilà qui n'est pas une situation confortable ! La direction l'embête constamment et finit par la muter dans une autre entreprise. Elle proteste, va voir le Conseil qui est plutôt solidaire avec elle. Mais il n'y peut rien : L'Administration c'est le Parti !

Comme dans tout pays socialiste, l'ouvrier cubain porte sur lui son livret de travail, où sont consignés ses mérites et démérites, sa participation ou non au « travail volontaire », son appartenance à la milice, etc. Il est clair que toute prime ou autres miettes offertes aux travailleurs par le régime dépendent de ce palmarès. Bien évidemment, la productivité du travail est très faible, l'absentéisme, le sabotage et le vol très importants. Ce sont les seules formes de défense individuelle face à l'oppression. Pour faire face à cet état de choses, la classe dirigeante a instauré un puissant arsenal répressif dont la loi contre la paresse et les camps sont les éléments clé. On retrouve ici la fonction de l'univers carcéral dans le maintien des rapports salariés dans les systèmes de capitalisme d'Etat. Ne pouvant pas recourir aux formes démocratiques de violence contre les salariés — chômage, concurrence des salaires, le capitalisme d'Etat utilise le Goulag comme moyen de pression. Quelques articles de la loi contre la paresse citée par Pierre G. valent d'être connus : « *Chap. VI, Art. 12 : le délit de paresse et les conduites prédélictueuses prévues aux points a) et b) de l'art. 3 de*

la présente loi pourront être signalés par n'importe quel citoyen ou organisation de masse à une unité de la Police,
» Chap. IV, Sanctions, Art. 9. Le cas prévu à l'article 8 de la présente loi pourra être puni des sanctions suivantes : 1) de 12 à 24 mois de privation de liberté dans un centre de rééducation, en travaillant à l'extérieur et avec obligation de passer la nuit au centre, 2) de 12 à 24 mois de privation de liberté dans un centre de rééducation et en travaillant à la production (143) ».

On reviendra plus loin sur les divers types de « rééducation » ; remarquons en attendant que la délation est institutionnalisée par la loi. Le rôle des CDR est à cet égard très important. On peut considérer que le système cubain est encore en retard sur le chinois où le coupable est censé se dénoncer lui-même ; cependant la psychose de délation est très forte et cultivée dès l'enfance.

Si la délation constitue un des traits de la nouvelle mentalité socialiste en général (1), un autre trait est spécifique au socialisme cubain et reconstitue une survivance de la mentalité traditionnelle d'avant la révolution. Il s'agit du « machisme », le culte du mâle, la phallocratie. Le socialisme cubain est un socialisme phallocratique. Le sens de « l'honneur masculin », particulier aux sociétés latines traditionnelles, est ici érigé en qualité révolutionnaire. « Etre un homme », « agir comme un homme », voilà le modèle ! Des exemples Pierre G. en donne en pagaille. Si un membre du Parti est trompé par sa femme, il doit l'abandonner, préserver sa « dignité d'homme » et donc son appartenance au Parti, ou alors il lui faut démissionner du Parti ! Car, bien entendu, le PCC ne saurait devenir un parti de cocus ... Dans l'univers carcéral également, il faut rester « un homme » ; écrasé, torturé, réduit au plus bas de l'échelle, le prisonnier doit montrer son courage d'homme. Est-il utile de préciser que l'homosexualité, le moindre signe « d'absence de masculinité » tel que les cheveux longs, cadrent mal avec cette moralité socialiste ? Ce sont là des comportements jugés « conflictuels » et anti-révolutionnaires. Pierre G. parle longuement de la chasse à l'homosexuel et du fait qu'il suffit d'être dénoncé comme tel pour se retrouver dans les camps de rééducation.

Des témoignages rapportés par Pierre G. on peut conclure que le sentiment anticommuniste est très généralisé, entendons par là sentiment anti-régime castriste. A cela s'ajoute un fort racisme anti-Russe, ces nouveaux Américains qui sentent le choux. Les formes d'opposition au régime sont diverses même si elles restent essentiellement individuelles. Il y a, bien entendu, le développement de la délinquance et de la criminalité des jeunes, mais aussi du mysticime et des pratiques religieuses afro-cubaines, qui jouent ici le même rôle que le développement des sectes chrétiennes en Russie ou en Europe de l'Est. Tant de craintes, de frustrations, de refoulements et de répressions ont aussi leurs effets sur la psychose individuelle : « Aucune surprise que Masorra (hôpital psychiatrique) affiche complet, (que) le nombre de personnes qui vont consulter psychologues et psychiatres ou se bourrent de calmants soit de plus en plus élevé (145) ».

L'AVENTURE EN RADEAU OU LE TIERCE DU TRAVAILLEUR CUBAIN...

Mais c'est dans les tentatives et dans les espoirs d'émigrer que s'exprime le plus ouvertement la désaffection de la population envers le régime. Les bourgeois, la petite bourgeoisie, sont partis depuis longtemps ! Aujourd'hui, Pierre G. le confirme, les tentatives de s'échapper sont essentiellement le fait d'ouvriers et d'employés qui espèrent trouver une vie meilleure aux USA — le mythe de « l'ouvrier » en Cadillac comme on dit à Cuba —, en tout cas la fin de ce totalitarisme qui les opprime quotidiennement. On commence d'ailleurs à rencontrer un certain nombre de prolos cubains dans les usines de la côte Est des États-Unis. Déjà en 1971 un groupe d'étudiants cubains anti-castristes de gauche, exilés, disait à ce propos : « *Les chances de réussite dans la traversée du détroit (de Floride) ont été estimées à une sur quatre (sans compter les morts par balle). Malgré ça, le nombre de ceux qui prennent ces risques pour se libérer n'appartiennent pas aux classes bourgeoises qui partent craignant pour leur richesse. Les statistiques montrent que ces rescapés sont essentiellement des jeunes, des pauvres, et de plus en plus des Noirs. Ils sont les opprimés, ceux dont la position sociale ne leur permet pas d'acheter un moyen moins dangereux pour partir.* » *(1)*

L'exil reste donc l'obsession de tout travailleur cubain ! Tous les moyens sont bons pour y arriver. Pierre G. en donne quelques exemples assez astucieux, entre autres, celui d'un homme qui, une fois enfermé dans un cercueil, se fit enterrer dans un cimetière voisin de la base américaine de Guantanamo ! Mais le plus utilisé reste l'hasardeuse traversée du détroit de Floride, en radeau ou dans d'autres embarcations de fortune.

Pierre G. explique en effet que depuis quelques années le gouvernement cubain place sa flotte de chalutiers de pêche en permanence sur la côte Nord afin de bloquer le passage de ces radeaux, tellement cette pratique se généralisait ! Il note aussi que le désir d'émigrer est devenu une véritable psychose collective, comme le montre d'ailleurs les événements de Camarioca, en 1971 : « *Fidel octroya trois jours pour que les émigrés viennent chercher leurs familles en un lieu proche de Varadero : Camarioca. (...) Des centaiens de milliers de gens convergèrent le long des provinces de Matanzas et de La Havane, dans une folie collective pour s'en aller, attendant de jour et de nuit dans l'espoir qu'un familier déjà exilé viendrait les chercher. Le Premier ministre, devant cet afflux considérable, dut revenir sur sa parole.* » *(131)*.

La société carcérale

Lorsque Pierre G. passe de l'isolement à la prison de Principe, il se trouve avec six mille droit-communs et mille prisonniers politiques. Parmi ces derniers, la plupart sont de ces émigrants ratés — la tentative de fuite en radeau est passible de trois ans de prison en moyenne), les autres sont des anciens partisans du dictateur Batista (un nombre très petit) et des « contre-révolutionnaires » divers allant de l'agronome ami de René Dumont à des ex-camarades de Fidel qui ne l'ont pas suivi dans son virage communiste. Il s'agit là d'un simple échantillon de l'ensemble de la population carcérale. Pierre G. a essayé d'y voir plus clair : « *Qui est-elle ? de quelles couches sociales est-elle issue ?* ». Mais en fait il n'y arrive pas très bien ; la majorité des détenus se méfient de lui : « *Le Français, s'il est venu à Cuba, c'est qu'il est d'accord avec la révolution (c'est-à-dire le Pouvoir) ! (216)* » Une seule chose semble évidente, la majorité des prisonniers sont issus des milieux soit populaires soit étudiants et intellectuels.

Avec le temps qui passe, avec les liens de solidarité qui se créent, Pierre G. va, peu à peu, nous donner une idée de ce milieu concentrationnaire. C'est tout d'abord le caractère universel de la Prison : la saleté, la promiscuité, c'est surtout la faim, cet élément

fondamental de tout Goulag. Mais c'est aussi les souvenirs de ces moments plus forts, de l'exécution de deux jeunes qui ont détourné un avion et tué une hotesse de l'air en vue de quitter l'île, ou du jour où la mutinerie a failli éclater. Et cet univers pénitentiaire, le gouvernement révolutionnaire l'appelle le « système de rééducation » ! Pierre G. traduit : « La seule rééducation que j'ai vu fonctionner est celle du temps, en tant que destructeur moral, intellectul et physique (298) ».

Bien sûr, on retrouve dans le camp quelques signes de solidarité, mais ce qui frappe c'est l'absence de critique profonde du système de la part des « politiques ». Le sentiment généralisé ne dépasse pas un anticommunisme irréductible. Le régime semble d'ailleurs en être conscient puisqu'il privilégie les droits communs — « Ils sont des délinquants récupérables, pas les politiques ! (267) ». Parmi les prisonniers avec lesquels on fait connaissance dans le livre de Pierre G. il y a beaucoup de jeunes, quelques intellectuels mais, chose remarquable, pratiquement pas de membres du Parti. Contrairement aux camps russes ou chinois, où on trouve souvent des communistes en disgrâce, ici, on a l'impression que les « plus politiques » sont ailleurs ou isolés. A la prison de Principe, c'est le cas de H. Matos, ancien leader révolutionnaire enfermé à longueur de journée dans sa cellule, ou encore de cet ancien leader étudiant qui meurt après 50 jours de grève de la faim.

Combien sont-ils ? « *Je ne crois pas les vieux prisonniers qui affirment qu'il y a un minimum de 80 000 prisonniers politiques. Certains donnent le chiffre de 200 000. A mon avis cela doit tourner autour de 20 000 dont 8 à 9 mille pour la seule province de La Havane (254)* » Ailleurs Pierre G. parle de « 10 000 arrestations politiques par an (131) », ceci pour une population de 8 millions de personnes.

Mais ces camps ne sont qu'un des volets du système pénitentiaire cubain. Il faut y ajouter les « Centres de rééducation » qui se divisent en deux catégories : « *Dans le premier cas, il s'agit d'un « frente aberto » (front ouvert, c'est-à-dire sans garde militaire) d'où l'on part le matin sur un chantier désigné pour rentrer le soir. Dans le second cas, il s'agit d'un camp de travail gardé militairement où, sur place, il existe soit du travail agricole soit une fabrique de préfabriqué pour la construction (143)* ».

Dans les « fronts libres » on sort le samedi soir et le dimanche mais les journées de travail sont de 15 et 16 heures. Souvent il y a aussi du travail de nuit. Les prisonniers y « sont payés au même salaire qu'un travailleur normal, mais ils font beaucoup plus d'heures et souvent avec un rendement supérieur (265) ». L'objectif est clair, il s'agit de combler, si peu que ce soit, par le travail forcé la faible productivité de l'économie.

Malgré son attitude confuse, son attachement à une « révolution » à laquelle plus aucun détenu ne croit, Pierre G. est solidaire de ses camarades de camp. Lorsqu'il les quitte, il emporte avec lui leur message de révolte mais aussi de résignation. Dans son livre Pierre G. leur est resté fidèle. On peut penser que dans l'immédiat cela compte peu car l'impuissance est totale. Mais toute contribution à une meilleure connaissance de ces régimees et de la désaffection populaire qu'ils engendrent a un contenu subversif. Il s'agit d'aider à démystifier un système qui a instauré l'exploitation totalitaire des travailleurs au nom de l'émancipation de ces mêmes travailleurs.

On l'a déjà remarqué, ce qui frappe dans le témoignage de Pierre G., c'est l'absence d'un quelconque signe d'opposition collective au régime. S'il manque d'un total soutien populaire, s'il se protège de plus en plus par une répression féroce, le « socialisme cubain » n'a pas encore à craindre les mouvements de révolte qui secouent aujourd'hui d'autres régimes identiques. Mais qu'on ne s'y trompe pas, car toute aggravation des conditions sociales d'existence des travailleurs cubains (1) ne manquera pas de déboucher sur sa révolte, et ceci malgré la peur du Goulag ! La hargne et la violence que les prolétaires cubains exprimeront alors contre les institutions, la façon dont ils seront poussés à s'organiser en dehors et contre le Parti-Etat ouvriront alors des nouvelles perspectives. On y verra apparaître les principes du mouvement révolutionnaire moderne, qui n'a pas à faire de différence entre l'Etat-patron ou l'Etat des patrons, et qui vise la fin du salariat et la construction d'une société nouvelle par les producteurs eux-mêmes.

Paris, avril 1977

CH.REEVE

---

(4) voir plus loin

(1) La délation n'est pas un trait spécifique des sociétés socialistes. Avec le développement de la répression d'Etat dans les pays de démocratie bourgeoise, le pouvoir fait de plus en plus appel aux pratiques de délation de masse. Voir ce qui se passe en Allemagne de l'Ouest avec la « chasse » aux groupes terroristes.

(1) « La Révolution trahie » (en anglais), Cuban Student Association, Philadelphie, avril 1971.

(1) Compte tenu de la faiblesse et de la désorganisation de l'économie cubaine, seule une aide accrue du bloc capitaliste d'Etat pourrait améliorer les conditions de vie du prolétariat cubain. Quand on connaît la crise que traversent ces économies, on peut douter de la viabilité d'une telle « solution ». C'est aussi par rapport à ce problème qu'il faut comprendre tout changement dans les rapports avec les USA.

Les ouvriers de Saint-Nazaire

par Nicolas Faucier

Cette monographie fait l'historique des combats que les ouvriers de St-Nazaire mènent depuis plus de cent ans contre le patronat de la grande industrie capitaliste implantée dans leur ville par des banquiers saint-simoniens, les frères Péreire, sous Napoléon III et qui tient dans sa dépendance le sort de la population urbaine et environnante.

Au plan local, les répercussions des événements politiques et économiques internationaux et nationaux se présentent comme des cas particuliers propres à chaque entreprise : apport ou retrait de capitaux, abondance ou raréfaction des commandes, transformations techniques, comportement des patrons, chefs et sous-chefs, etc. Ce sont ces situations circonstancielles qui, d'habitude, poussent directement les ouvriers à réagir, provoquent leurs protestations ou leurs révoltes, et c'est dans ces conditions que des militants syndicalistes sont appelés à prendre des responsabilités.

A St-Nazaire, les conflits se sont maintes fois amplifiés en grèves générales (Aristide Briand est natif de Nantes et Fernand Pelloutier de St-Nazaire), en manifestations de rues, affrontements violents, émeutes même ; et dans ces actions l'auteur de l'ouvrage, militant ouvrier nazairien et tendance anarcho-syndicaliste ou socialiste-libertaire, a pris des responsabilités et payé de sa personne. Néanmoins, il n'est pas question de lui dans ce livre qui ne se veut ni une autobiographie ni un témoignage, mais un exposé et un historique objectif. A cet égard, on peut regretter que toute la période de l'entre-deux guerres soit traitée en moins de cinq pages (sur 151) et que les positions respectivement prises au cours de ces vingt années-là par les deux grandes Confédérations syndicales de l'époque, l'ex-CGT et l'ex-CGTU, ne fassent l'objet d'aucune étude objectivement circonstanciée.

La troisième partie du livre « de 1945 à nos jours » est plus étoffée, mais peut-être y ressentira-t-on quelque influence de l'esprit réformiste qui domine à Force Ouvrière. De là sans doute l'impression décourageante qu'un lecteur risque d'éprouver en refermant ces pages. Parce qu'enfin, c'est pour en arriver à quoi, cette guerre de cent ans ? Cent ans, c'est beaucoup, et quant aux objectifs atteints, c'est beaucoup trop. « La dépendance de la main-d'œuvre envers les Chantiers navals est constante, quelle que soit la conjoncture », constate L. Mercier Vega dans la préface ; il a d'abord noté que « les travailleurs de St-Nazaire sont connus pour leur combativité, leurs grèves longues et dures. Ils ont la réputation d'appartenir à la tradition syndicaliste, voire syndicaliste-révolutionnaire ». Mais, dit-il très justement, « les accès de violence ne sont pas nécessairement expressions de volonté révolutionnaire ». Et, à coup sûr, ils ne le sont pas quand « le combat social est mené dans les étroites limites des rapports de force entre adversaires-partenaires », ainsi que le veut le syndicalisme réformiste.

Circonscrire la lutte des classes dans ces étroites limites est, nul ne le conteste, le souci qui caractérise essentiellement toutes les tendances réformistes dans le mouvement syndical ; or, le réformisme, en rejetant les solutions radicales immédiates, en refusant même de les envisager, en niant la possibilité de les obtenir, en disant illusoire ou utopique l'abolition totale et définitive de l'exploitation capitaliste, implique et suggère forcément que les combats déjà séculaires des ouvriers, si durs, si éprouvants, si sanglants qu'ils soient, ne pouvant jamais aboutir, ne pourront jamais cesser.

Cette idée désespérante qui risque de se dégager de ce livre malgré, à coup sûr, les intentions de l'auteur, est malheureusement nocive : elle propose aux prolétaires de n'avoir pour objectifs, aussi peu exaltants que possible, que des *négociations* pour lesquelles il leur faut se borner à faire des *pressions*. Mais les répressions qui s'ensuivent invariablement font que leurs actions défensives leur apportent plus de peines, de souffrances, de coups ou de tortures, leur coûtent au total plus de victimes, de blessés et de morts, qu'une offensive enthousiaste en vue d'un but final radical, positif, bien déterminé et définitif.

S. Rubak

CLOCHES DE PAQUES POUR FRERE JACQUES

C'est à l'heure où la nuit tombe sur la campagne où je me suis réfugié, du côté des falaises du Pays de Caux , pour les fêtes de Pâques, que la radio, la voix neutre d'un speaker m'apprend la mort de Jacques Prévert. Je le savais gravement malade, éloigné de Paris, défiant sans doute avec cet humour mêlé de détresse qui fut une de ses marques, la mort qu'il pressentait, qu'il sentait rôder autour de la maison. Il n'avait pas répondu à ma dernière lettre. Je n'avais pas insisté. Je l'aimais trop pour l'importuner. Le compagnon d'Ursula Kubler-Vian me donnait quelques informations. D'autres encore. C'était comme une bourse aux échanges. Jacques Prévert est mort, et je suis loin de Raymond Bussières, de Michel Cournot, je suis loin de tous ces milliers d'enfants pour qui Prévert était comme « un Oncle Archibald», un copain. *Les copains d'abord !*, pas vrai Georges Brassens !

77 ans. Je ne rêvais pas. Je savais qu'un jour ou l'autre, les télex de la mort hurleraient. Je n'aurais jamais imaginé que cela eut lieu un lundi de Pâques, alors que le Pape — un ennemi héréditaire de Jacques — vient tout juste, en dix et quelques langues — du Français au Zoulou — de raconter une belle histoire aux fidèles du monde entier, un vrai conte de fées, avec une voix cassée de vieillard, ce que n'était, ce que n'a jamais été Jacques Prévert.

J'imagine déjà les hommages. Et aussi les « lieux communs » qui vont être alignés. On va vendre du Prévert en tranches dans les quotidiens, dans les hebdo, sur les écrans TV, dans les chaumières, sur les ondes des postes radiophoniques. On va faire défiler les saintes images : Prévert et son « clope » au coin des lèvres, Prévert et sa mèche batailleuse, Prévert et sa voix gouailleuse, d'apache ou de malfrat, d'aminche ou de danseur de java à Nogent le dimanche, qui bien entendu est un « eldorado » n'est-ce pas Marcel Carné. Prévert alcolo !

On va, chez les gens de culture, se souvenir que Prévert insulta André Breton, on causera du *groupe Octobre*, et des fébriles idylles entre artistes et prolos. On va célébrer le grand « parolier » du septième art. On va dire « Prévert c'est pas mal, mais quand même à côté de Saint-John-Perse, d'Yves Bonnefoy, de René Char, et *tutti quanti*, ça fait maigre, ça fait petit ».

Je n'ai l'humeur à théoriser. D'abord il est tard. Demain ce sera Paris. On va verser un pleur vite effacé par le cocktail de mardi soir. Moi, je serre les poings. Je n'arriverai jamais à m'agenouiller devant une ordure nommée mort.

Je voudrais simplement rappeler deux ou trois choses que je sais de lui. Il fut un immense poète, un poète *anarchiste, libertaire*. Sa parole était d'amour et de rage. Son verbe un bûcher où il faisait cuire, avec lenteur, des marionnettes nommées curés, flics, patrons. Il a pris le parti de l'oiseau et de l'écolier, de la craie magique et du ciel à inventer sans fin. Il était « *communiste* » à sa façon. Comme Bakounine et Durruti. Il a donné au Surréalisme quelques-unes de ses plus belles flammes. Loin des salons, des galeries, des maisons de campagne où ces messieurs imbus de Hegel et de Sade traînaient leur guêtres — pardon leurs bottines ! — il a respiré l'odeur salée des ports, des bordels, des rues prolétaires. Sans démagogie, il a dit la misère, l'esclavage, la révolte. Il a su déchiffrer le texte sacré au fond des yeux des amants. Il a rodé, avec Lewis Carroll et Ravachol, dans des bouges où crève une humanité que des maîtres tombés de l'ENA, de Sciences Po, de la Bande à Al Capone se disputent.

Il était orange verte, orange rouge. Il a sauvé le cinéma. Il en a fait l'écran noir de nos nuits blanches. Il a changé la couleur de l'aube. Il n'a pas révolutionné la planète. Il a métamorphosé le regard jeté sur un gosse qui pousse devant lui un bateau de papier en croyant à la mer pendant que sa mère crie, à l'étage supérieur.

Il est temps que ça se sache. Face aux crevures chues de la haute culture, des universités, des « bourgeoisies rêveuses », et vaguement fascisantes, de province, Jacques a bouleversé le langage comme la tempête bouleverse une mer calme, « grecque ».

Un jour, on prendra la mesure de ce travail de forçat enchanté, de ce rebelle de toutes les couleurs comme le perroquet, de ce *dynamitero* pacifique. Un jour on comprendra comment Prévert a noué *la lutte des classes* à *la lutte des langues*. Avec une légèreté d'hirondelle, une tête de moineau, un cerveau de savant rigolo. De « Paroles » à « Fatras », de « Monsieur Lange » aux « amants de Vérone » Prévert a saboté le langage des maîtres, de ceux qui commandent aux maîtres d'hôtels, aux nurses bretonnes ou anglaises.

Qu'on relise « l'Ange garde-chiourme », tentative de description... », qu'on écoute derrière les facéties, les « cadavres exquis », les comptines une voix qui jamais ne plia les genoux, une voix qui hurlait « Libertad », une voix qui jamais ne s'en laissa conter, une voix qui ne sonnait pas le glas, comme aujourd'hui, mais joyeusement « les cloches ». Cloches de Pâques, souvenez-vous :

« Frère Jacques, Frère Jacques »...

Adieu et longue vie, maintenant que tu peux regarder en face « les choses derrière les choses ». Et amuse-toi bien avec Benjamin Péret, René Crevel, Robert Desnos, Nicolas Flamel, François Villon, Louise Michel, Flora Tristan, Restif de la Bretonne et autres coquins et coquines, qu'un jour nous rejoindrons, *mais pas trop vite* car la « vie est belle ». C'est toi qui l'as écrit, cent mille fois, cher Jacques. Et je n'ai jamais douté de ta « parole » ! de tes « Paroles »

André LAUDE

Au cours de l'hiver 1938-1939, en pleine psychose de guerre, Jacques Prévert, à qui j'avais demandé un texte pour Spartacus, me remit le manuscrit de ces *Paroles et Musiques* qui sont sans doute restées inconnues jusqu'à présent. A l'époque Spartacus avait dû, faute de moyens financiers interrompre sa parution, et je renonçai à demander la suite prévue. Près de 40 ans après, je suis heureux de publier ce texte en hommage amical au camarade disparu.

R.L.

PAROLES ET MU

par Jacques P

c'est le matin... un homme est couché dans s
chansons et des cris... à cet instant on frappe à la
l'homme crie « entrez ! » et on entre.
On s'est un gendarme

le gendarme — *debout là-dedans !*
l'homme — *qu'est-ce qu'il y a ?*
le gendarme — *y a la guerre !*
l'homme — *y avait longtemps...*
... c'était pas la peine de me
réveiller pour ça ... vous
n'aviez qu'à passer
la feuille sous la porte
le gendarme — *la feuille ?*
l'homme — *eh bien oui... la*
feuille de mobilisation
le gendarme — *(sentencieux)*
la guerre ce n'est pas
la mobilisation (soudain hurlant)
la guerre c'est la guerre
et à la guerre comme à la guerre
allez hop... habillez-vous
et descendez...
les autres sont en bas
l'homme — *les autres ?*
le gendarme — *oui les autres...*
tout le monde quoi !

Curieux, l'homme se lève (il est tout nu parce qu'il a l'habitude de coucher tout nu) il va vers la fenêtre regarde et écoute

l'homme — *eh oui c'est vrai*
tout le monde est là et
tout le monde chante...
tout le monde *(chantant)*
Debout les damnés de la terre
debout tout le monde
au jus là-dedans
quand madelon vient vous servir à boire
faudrait voir à pas roupiller
debout les damnés de la terre
le jour de gloire est arrivé
la République vous appelle
sachez vaincre ou sachez périr
un damné doit vivre pour elle
pour elle un damné doit mourir
entendez-vous dans nos campagnes
mugir ces jeunes soldats
s'ils s'obstinent ces cannibales
à tuer nos pauvres généraux
nous leur montrerons que nos balles
sont pour leurs propres amiraux
debout les damnés de la terre
c'est la dernière dernière des guerres
le monde va changer de base
vous n'êtes rien
vous ne serez plus rien du tout
avec avec
une belle biroute...
sous les ronces !
l'homme — *je reconnais les airs*
mais les paroles ont beaucoup
changé
le gendarme — *on ne peut pas chanter*
toujours la même chose...ça lasserait !
l'homme *(pour dire quelque chose)* — *évidemment*
tout le monde dehors *(continuant à chanter)*

SIQUES ; LE REFRACTAIRE

EVERT

Dis-moi quel est ton pays
c'est un pays de plaines et de montagnes
Est-ce l'Afrance ou la Lemagne ?
Maurice BARRES

n lit... soudain il entend du bruit... de la musique des
orte de la chambre

allons enfants de la Patrie...
le jour de gloire est arrivé
l'homme — *je croyais que les prolétaires n'avaient pas de patrie...*
le gendarme *(sentencieux)*
les prolétaires n'ont pas de Patrie mais ils ont une croix à gagner !
l'homme — *qui a trouvé ça ?*
le gendarme — *Karl Marx*
l'homme — *vous êtes sûr ?*
le gendarme — *c'est dans le journal... y a un manifeste, c'est signé Karl Marx... un Alsacien à ce qu'il paraît...*
l'homme — *quel journal ?*
le gendarme — *il n'y en a qu'un seul... les autres ne paraissent plus... si vous voulez jeter un coup d'œil...*
... (il lui donne le journal)
l'homme *(jetant un coup d'œil)*
Le petit Bleu blanc rouge
... joli titre...
le gendarme — *n'est-ce pas... (brusquement) et puis nous ne sommes pas ici pour lire le journal... allez, habillez-vous et plus vite que ça...*
l'homme — *vous êtes sûr qu'elle est déclarée ?*
le gendarme — *quoi ?*
l'homme — *la guerre*
le gendarme — *puisque je vous le dis*
l'homme — *oh vous savez... avec les fausses nouvelles il faut s'attendre à tout*
le gendarme *(haussant les épaules)*
tenez... je vais vous lire le texte... si après ça vous êtes pas convaincu (il lit)
Déclarations de la guerre et des droits de l'homme réunies
nous sommes en guerre à partir d'aujourd'hui
cette guerre étant incontestablement la dernière des dernières, l'homme qui se refuserait à la faire serait considéré comme le dernier des derniers
l'homme — *présent !*
le gendarme — *hein ?*
l'homme — *le dernier des derniers ... c'est moi*
(il se recouche)
le gendarme *(navré) eh là, pas de blagues... vous n'allez tout de même pas me créer des complications... vous pouvez bien faire un petit effort... puisque je vous dis que c'est la dernière... et puis ce n'est tout de même pas une guerre comme les autres... je dirais même que ce n'est pas une guerre du tout...*
l'homme — *qu'est-ce que c'est alors ?*
le gendarme *(illuminé)*
c'est une croisade !
l'homme *(étonné)* — *ah ! vraiment ?*
le gendarme *(de plus en plus inopiné) oui... c'est la croisade des démocraties internationales contre le fascisme mondial et quand elle sera finie la croisade — et ça ne durera pas longtemps — nous promènerons à travers le monde Mussolini et Hitler dans une cage de fer... et le Mikado aussi...*
l'homme — *le Mikado ?*
le gendarme — *oui, le Mikado ... (haussant les épaules) savez peut-être pas ce que c'est le Mikado peut-être... eh bien c'est un boudhiste... un nippon...*
l'homme — *un nippon !*
le gendarme — *oui, je suppose... un chinois, quoi !*
tout le monde chantant *(dans la rue)*
Dieu de clémence... oh ! Dieu vainqueur sauvez Rome et la France
le gendarme *(retirant son képi et claquant les talons) au nom du sacré cœur*
l'homme *(surpris)*
vous êtes croyant
le gendarme — *en temps de guerre, oui... en temps de paix je suis plutôt libre-penseur ... mais la guerre, vous comprenez, ça fait réfléchir... on se sent tout petit...*
... et puis le Pape est avec nous alors !
l'homme — *oh... le Pape est avec vous c'est une chance !*
le gendarme — *oui... pour une croisade pareille fallait ça... c'est quelqu'un, le Pape... c'est un cerveau... vous avez pas lu son Encyclique...*
l'homme — *pardon ?*
le gendarme — *son Encyclique... sa déclaration de guerre*
l'homme — *qu'est-ce qu'il dit ?*
le gendarme — *il dit : Pais mes agneaux Pais mes brebis...*
l'homme — *c'est tout ?*
le gendarme — *non... il dit aussi que Jésus Christ, c'était le premier des socialistes et que Hitler, c'est l'Antechrist et Mussolini aussi et le Mikado pareil... ... tous dans le même sac... des Antechrist, quoi... quelle sale race les Antechrist...*
(il crache)
qu'est-ce que vous en pensez ?
l'homme — *moi, je pense qu'Hitler, c'est un salaud, une ordure... un fumier et un pauvre con ?*
le gendarme *(ravi)*
et Mussolini ?
l'homme — *Mussolini, c'est un salaud, une ordure, un fumier et un pauvre con !*
le gendarme *(béat)* — *alors nous sommes d'accord*
l'homme — *non.*
le gendarme *(suffoqué)*
vous, alors, on peut dire que vous êtes compliqué...
l'homme — *j'aimerais bien savoir ce qu'on a fait... ce qu'on a l'intention de faire ce qu'on fera avec toutes les vaches, tous les fumiers et tous les cons de par ici*
le gendarme *(méfiant)* — *de par ici ?*
l'homme — *oui, enfin... les 200 familles... les aciéries et tueries... le comité des forges... les cagoulards... les,,, enfin tous ceux qu'on nous représentait avec le huit reflets et le gros cigare... ... les capitalistes comme on disait ... les vaches, quoi... les fumiers*
le gendarme *(outré)* — *vous pourriez modérer vos expressions ... et pis, c'est tout de même pas au moment où l'ennemi est à nos portes qu'on va se battre entre Français...*
l'homme — *évidemment, ce n'est pas correct... mais dites, mon cher gendarme, qui est-ce qui va commander ?*
le gendarme — *oui... ce serait difficile je dirais même... ab — so — lu — ment impossible !*
l'homme — *une guerre ça fait beaucoup de morts...*
le gendarme — *évidemment... on ne pas fait pas d'omelettes...*
l'homme — *... sans casser les œufs*
le gendarme — *comme vous dites... quand le vin est tiré...*
l'homme *(rêveur)*
des spécialistes... des techniciens..., il y en a beaucoup...
le gendarme — *pas tellement... pas assez même, à ce qu'on dit !*
l'homme — *en somme, à cause de quelques militaires spécialisés on va sans doute tuer des millions de civils non spécialisés*
le gendarme — *pppt...*
(il a un petit geste dans le genre : qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse !)
l'homme — *au lieu de faire la guerre, pourquoi n'avoir pas tué tous ces militaires ?*
le gendarme — *hé quoi ! vous êtes fou... (il hurle) mais il est fou ! non seulement il ne veut pas faire la guerre, mais le voilà maintenant qui veut tuer les militaires...*

fraternellement
Jacques Prévert

LE CAMP DE CONCENTRATION CAMBODGIEN

« Tout ce que nous avons réalisé, nous l'avons fait avec nos mains. Avec nos mains, nous pouvons faire n'importe quoi. »
Khieu Samphân, dirigeant de l'Angkar (l'Organisation des Khmers Rouges, le Parti Unique), allocution pour le 2e anniversaire de la naissance du « Kampuchéa Démocratique » (ex-Cambodge).

« Qu'il pleuve ou qu'il vente, que tu sois malade ou bien portant, de jour comme de nuit, tu dois faire, sans faute ni plainte, ce que t'ordonne l'Angkar. »
Exhortation de Radio Phnom Penh

I/ Deux ans de barbarie au nom du socialisme

Depuis la prise de Phnom Penh le 17 avril 1975 marquant la victoire des nationalistes Khmers sur le régime de Lon Nol mis en place par les Américains cinq ans auparavant, un épais silence s'était installé sur ce qui se passait au Cambodge : ambassades fermées, refus de recevoir des observateurs ou des journalistes... Seules quelques rares informations provenant de réfugiés passés en Thaïlande ou au Vietnam commencèrent à briser ce silence en révélant la barbarie assumée par les « vainqueurs de l'impérialisme américain » (!). Le livre de François Ponchaud intitulé « *Cambodge, année zéro* », paru au début de cette année (éd. Juillard), apporte la première vision d'ensemble sur cette barbarie, autrement dit la « reconstruction nationale » particulièrement sanglante des Khmers Rouges. Le fait que l'auteur de ce livre soit un prêtre, français de surcroît, n'enlève en rien au sérieux des documents produits et des traductions effectuées, même si par ailleurs sa critique globale reste au niveau de celle des libéraux ou des humanistes bourgeois : il identifie ainsi l'action des Khmers Rouges à une tentative révolutionnaire, « la plus radicale jamais réalisée dans des délais si brefs », *et non pas à l'instauration d'un capitalisme d'Etat* car il dénonce essentiellement le caractère anti-démocratique de l'idéologie et des méthodes de l'Angkar *sans le saisir comme produit de la décandence du système capitaliste dans son ensemble*. Ponchaud a séjourné pendant dix ans au Cambodge en tant que membre de la Société des Missions Etrangères de Paris et dans les dernières années de guerre, il était responsable d'un comité de traduction en langue khmère. Son livre s'organise autour de quatre axes :

— Le témoignage direct de l'auteur lui-même sur les trois premières semaines de la « Libération » puisqu'il fut expulsé ensuite hors du « Kampuchéa Démocratique » avec tous les étrangers ;

— Les témoignages écrits, « soigneusement analysés, vérifiés », d'une centaine de réfugiés, recueillis en Thaïlande, au Vietnam et en France ;

— Les résultats de l'écoute quotidienne de Radio Phnom Penh, la voix officielle du nouveau régime, dont les déclarations furent confrontées aux témoignages des réfugiés ;

— L'analyse du contexte historique et social dans lequel s'est développé le mouvement nationaliste Khmer.

A la fin du 4e chapitre « le calvaire d'un peuple » (p. 97), l'auteur tire *le bilan de deux ans de « reconstruction nationale »* : « Le travail sans répit, la nourriture insuffisante, les conditions sanitaires déplorables, la terreur et les exécutions sommaires permettent d'imaginer l'hallucinant coût humain de la révolution khmère ! En 1970, on estimait généralement la population du Cambodge à 8 millions d'habitants, dont 400 000 Vietnamiens et un peu plus de Chinois résidant au pays depuis plusieurs années. En 1975, le prince Sihanouk, d'accord sur ce point avec les Américains, chiffrait les morts de la guerre à 600 000, auxquels il fallait ajouter 600 000 blessés. A l'occasion du 1er anniversaire de la libération, le 17 avril 1976, les autorités du Kampuchéa déclaraient 800 000 morts et 240 000 invalides de guerre.

Quant aux morts de la « paix », personne ne peut avancer de chiffre avec exactitude, mais il est certain qu'il dépasse le million ! A la fin de l'année 1975, des sources diplomatiques officieuses avançaient le chiffre de 800 000 morts, celles en provenance de l'ambassade américaine celui de 1 200 000, et les services caritatifs américains installés à Bangkok, celui de 1 400 000 ! Personne ne saura jamais le nombre précis des victimes mais à écouter les réfugiés faire le décompte des morts dans leurs familles respectives, il est sans nul doute considérable.

Une grande partie de la population déportée semble ainsi sacrifiée. Son rôle historique dans le Kampuchéa démocratique aura donc été de construire l'infrastructure économique du pays avec sa chair et son sang. Ainsi doit naître un peuple de purs. Les Khmers Rouges réalisent froidement leur redoutable boutade : « Il suffit de 1 ou 2 millions de jeunes pour faire le Kampuchéa nouveau. »

Si le Cambodge exporte cette année 250 000 tonnes de riz comme l'a affirmé récemment le ministre des Affaires Etrangères Ieng Sary (cf « Le Monde » 17/18 avril 77), *ce sera le résultat de la militarisation du travail de 5 à 6 millions d'hommes et de femmes attelés, selon l'idéologie du nouveau régime, aux « durs travaux de la bataille de la production »*. Chaque tonne de riz a été produite ou exportée au prix de la surexploitation intensive et de la mort de ces travailleurs dans les campagnes ! Voyons les différents aspects de cette barbarie :

Déportations

Le jour même de leur entrée dans Phnom Penh (17 avril 75), sous le prétexte de la menace imminente d'un bombardement américain de représailles, les Khmers Rouges, passant de maison en maison, forcèrent la population (2 millions et demi de personnes) à quitter la ville. Les déportations commençaient : « Les gens qui demeuraient au nord de la ville étaient contraints de partir vers le nord, ceux du sud prenaient obligatoirement la direction du sud, et ceux qui demeuraient à l'ouest marchaient vers l'ouest ; un seul objectif : quitter la ville pour la campagne par le plus court chemin » (cf chap. 1 : « le glorieux 17 avril », p. 20). Le lendemain Phnom Penh était pratiquement vide et les vainqueurs saccageaient les boutiques en jetant à la rue tous les objets de consommation tels que : réfrigérateurs, télévisions, boîtes de conserves... Les jours suivants, des centaines de réfugiés à l'ambassade de France durent en sortir sous la pression des Khmers Rouges pour rejoindre le reste de la population dans les campagnes. Pour le « nettoyage » systématique de tous les quartiers de la ville, aucun moyen ne fut oublié : eau coupée pour empêcher toute survie, électricité supprimée... Les trois jours de « réjouissance populaire » (!) décrétés par le 24 avril pour fêter « la victoire glorieuse du 17 avril et l'extraordinaire révolution du Kampuchéa » n'eurent pas beaucoup de participants dans l'ex-capitale du pays !!! Bientôt, il ne resta plus dans Phnom Penh que les Khmers Rouges et leurs familles, soit 20 000 personnes...

Ces déportations qui concernèrent également toutes les autres villes, les villages et même les fermes isolées, aboutirent à *une première hécatombe de la population civile* : les malades, les vieillards, les enfants, ne supportèrent pas pour la plupart les fatigues du trajet imposé, en particulier la chaleur intense en cette période de l'année. Tout en avançant divers arguments (existence d'un complot impérialiste, extermination nécessaire de toute résistance des partisans de l'ancien régime, incapacité de leur part d'assurer l'alimentation des villes) pour essayer de justifier ces déportations, les Khmers Rouges entamaient en fait la construction d'une société agraire et nationale avec comme couverture idéologique le thème d'un retour à « l'âge d'or » agreste pré-angkorien. La perspective de ce « paradis vert » à venir efface les immenses sacrifices imposés jour après jour. Au-delà du verbiage spécifiquement Khmer, la réalité de cette construction *n'est pas nouvelle* : historiquement, le repli économique sur les seules ressources d'un pays, l'autarcie, et les méthodes qui en découlent, ont déjà été pratiquées par les régimes *fascistes* (Allemagne, Italie) et par les *capitalismes d'Etat* (Russie, Chine). Encore une fois, cette tendance économique est l'illustration de la décadence du système capitaliste qui, ayant comme ultime solution de concentrer tous les pouvoirs entre les mains de chaque Etat, prend des formes de plus en plus barbares pour poursuivre l'exploitation de l'homme par l'homme.

Entre septembre et décembre 1975, la planification du travail mise au point nécessita de nouvelles déportations de la population qui furent plus meurtrières que les précédentes.

Massacres

Dans une interview au journal thaïlandais « Prachachat » du 10 juin 1976, un officiel khmer rouge critiqua la méthode vietnamienne de « rééducation » *en disant qu'elle était « très lente » et qu'il fallait « beaucoup de temps pour séparer les bons des contre-révolutionnaires »*. Le reporter de ce journal conclut l'interview ainsi : « La méthode Khmère n'a pas besoin d'un personnel nombreux, il n'y a aucun fardeau à porter parce qu'ils sont tous boutés hors des villes. Si nous nous permettons la comparaison, les Khmers ont suivi la méthode qui consiste à renverser le panier avec tous les fruits qu'il contenait ; ensuite ils choisissent uniquement ceux qui leur plaisent parfaitement, et les remettent dans le panier. Les Vietnamiens, eux, n'ont pas renversé le panier. Mais ils n'ont retiré que les fruits pourris. Cette méthode entraîne des pertes de temps, beaucoup plus considérables que la méthode utilisée par les Khmers » (cf chap. 3 : « la corbeille renversée », p. 63).

L'élimination physique des cadres du régime Lon Nol s'accompagna également de celle de leurs femmes et enfants. A la Radio et dans les meetings, des slogans tels que « couper un mauvais plant ne suffit pas, il faut le déraciner » ou « il faut anéantir leur lignée jusqu'au dernier », revenaient comme des leitmotiv *pour inciter au « nettoyage » par le vide*. Le prince Sihanouk qui s'était rallié aux Khmers Rouges après son renversement par Lon Nol en 1970 et qui représentait diplomatiquement le F.U.N.K. et le G.R.U.N.K. à Pékin (1), ainsi que ses partisans, ont été « mis à l'écart » : depuis avril 1976, il n'y a plus eu aucune nouvelle de Sihanouk et il a été rayé de l'histoire du Cambodge réécrite par les Khmers Rouges. Il avait prédit curieusement son destin en confiant : « Ils me cracheront comme un noyau de cerise » (!).

Outre ce type de répression, il y eut *d'innombrables exécutions sommaires de travailleurs*. Pour repérer les mécontents au cours du travail autant qu'en-dehors, les Khmers Rouges formèrent des enfants à l'espionnage et à la délation. Les motifs des exécutions ne sont pas toujours clairs, mais celles-ci sont malgré tout justifiées : « Il vaut mieux tuer un innocent que de garder en vie un ennemi. » En dernière analyse, tous ceux qui ne sont pas acquis à l'idéologie de l'Angkar (l'Organisation) sans être des nostalgiques de l'ancien régime peuvent être supprimés au nom de la formule : « A les garder en vie nul profit, à les faire disparaître nulle perte » (!).

Travail forcé

« La Révolution a vaincu, il faut travailler, travailler encore pour reconstruire le pays. ».

Défrichage des forêts pour augmenter les surfaces cultivables, plantation de cultures nouvelles (maïs, manioc, ignames, patates), grands travaux routiers et fluviaux, travail intensif dans les rizières... *La population déportée est utilisée jusqu'à l'épuisement physique et la mort* car au travail forcé s'ajoutent une sous-alimentation chronique et l'absence de toute infrastructure sanitaire.

L'auteur cite le témoignage d'un ex-étudiant sur le travail que firent les jeunes gens de son groupe entre juillet et septembre 1975 : « A cause de la pluie, nous ne pouvions piocher la terre avec des houes, nous devions donc labourer avec des charrues. Comme nous n'avions pas de bœufs, nous formions un attelage de huit hommes pour tirer la charrue. Plusieurs de mes camarades, épuisés par ce travail, se mirent à cracher du sang et moururent » (cf p. 78).

Il signale ensuite *les horaires de travail* : « Lever vers 5 heures au son du gong ; petit déjeuner fait d'une soupe de riz, et dès 6 heures, départ pour le travail, parfois fort loin ; simple pause ou retour au village vers 11 heures pour décorticage du riz et repas. Reprise du travail de 14 à 17 heures ou, selon les lieux, jusqu'à 17 h 30 ou 18 heures. Très souvent, à Koh Thom (sud de Phnom Penh) et à l'ouest de Krakor, à Kauk Thlôk (Kompong Thom), près de Takhau, à Varin (ouest de Siemréap) et en d'autres lieux, se signalent des travaux de nuit se poursuivant jusqu'à 20 ou 23 heures ; pendant la période de pleine lune, le travail se faisait au clair de lune, et par nuit noire, à la lueur d'énormes brasiers » (cf p. 78/79).

Si les travailleurs ne remplissent pas les normes de production prévues, la nourriture déjà extrêmement faible *leur est encore réduite*. Ensuite, s'ils ne peuvent rattraper leur retard, ils sont *jugés et condamnés* : les exécutions pour ce motif grossissent la liste de celles dont nous avons parlé dans le cadre de la répression généralisée.

Depuis le début de 1976, les Khmers Rouges ont structuré le travail : d'une part, des *coopératives* et des *fermes d'Etat* qui sont les bases stables de la production, d'autre part les *« chantiers »* (Karathan) où la majeure partie de la population déportée est astreinte à divers « grands travaux ». D'après F. Ponchaud, la radio a donné un long reportage sur ces derniers le 11 mars 1976 : « Le Kampuchéa Démocratique est un vaste chantier : quel que soit le lieu, tout est chantier. Le peuple, enfants et vieillards, hommes et femmes, de toutes les coopératives, lèvent des diguettes de rizières avec enthousiasme. A Chikreng, dans la province de Siemréap, près de 20 000 personnes en une lutte offensive, pour élever les diguettes d'une façon activement combative dans un dynamisme révolutionnaire constant... » (cf. chap. 6 : « une armée au travail », p. 122).

Le travail est militarisé. L'auteur cite un homme exposant l'organisation du chantier sur lequel il est mobilisé : « A l'échelon du district (dambân) est établi un comité de cadres qui prend la responsabilité de l'ensemble du chantier ; dans chaque arrondissement (srok) est établi un comité de cadres, puis sur le chantier, un autre comité de cadres pour les « équipes », les « groupes », les « sections », les « compagnies », les « bataillons », les « régiments » et jusqu'à la « division ». Il y a de plus, des présidents de groupes, d'équipes, qui veillent au moral des travailleurs... Sur le chantier d'Ankor Borey, province de Takéo, on précise la « répartition scientifique » des travailleurs : 80% font des barrages, 10% construisent canaux et diguettes, 10% fabriquent des outils, préparent la nourriture et dispensent les soins médicaux » (cf. p. 124).

« Révolution Khmère » : Instauration d'un capitalisme d'Etat

L'accumulation primitive du capital national Khmer passe, comme nous venons de le voir, par les déportations, les exécutions sommaires et le travail forcé. La recherche d'une « indépendance économique » à l'époque impérialiste ne peut que revêtir la forme du capitalisme d'Etat qui, au nom du socialisme, accentue la surexploitation des travailleurs. Cette recherche débouche sur un aménagement du système et non pas sur un développement réel des forces productives, ce qui rend illusoire toute idée d'indépendance.

Dans le préambule de la Constitution du Kampuchéa Démocrtique (Constitution promulguée le 5 janvier 1976), les objectifs capitalistes d'Etat apparaissent clairement à côté d'une phraséologie égalitariste : *« Conformément aux aspirations fondamentales du peuple, des ouvriers, des paysans, de l'armée et des cadres, la révolution vise à réaliser dans son intégrité territoriale, dans une société où règnent le bonheur, l'égalité, la justice, la démocratie véritables, sans riches ni pauvres, sans classe exploiteuse ni classe exploitée, une société dans laquelle tout le peuple vit dans l'harmonie et la grande union nationale et s'unit pour participer au travail de production et pour ensemble, édifier et défendre le pays. »* (cf p. 98/99).

Les manifestations de l'instauration du capitalisme d'Etat se vérifient à travers plusieurs faits :

— *Le culte du Parti Unique (l'Angkar)* que la Radio se charge de propager et d'entretenir avec les accents les plus religieux : « grâce à l'Angkar, c'est tous les jours la fête » ; « grâce à l'Angkar, le riz est beau » ; « il faut remercier l'Angkar qui nous a fait beaucoup de bien, qui nous a délivré de l'asservissement,... qui a ressuscité l'âme nationale. » Il existe également les 12 commandements « révolutionnaires » (!) qu'il faut réciter et appliquer. Tout cela tend à remplacer les anciennes religions du Cambodge (bouddhisme, islamisme, christianisme).

— *L'embrigadement militaire* dans une « armée du peuple » parachève la militarisation du travail et assure un contrôle maximum sur toutes les activités du pays : *« L'armée se joint au peuple pour transformer le pays en damier de rizières pour faire la moisson » ; « D'une main, les soldats tiennent une arme, de l'autre une pelle... ou une faucille » ; ...*

— *Le conditionnement idéologique* pour lequel le bourrage de crâne le plus intensif le dispute au nivellement des consciences par la formation d'un nouveau vocabulaire entièrement adapté aux buts de la « Révolution Khmère ».

Ainsi les réalisations économiques sont présentées comme autant de victoires avec avalanches de chiffres, de statistiques, de

JEUNE TAUPE
Revue du groupe « Pour une intervention communiste »
Dernières parutions
— nº 14 (mars-avril) : A l'Est, rien de nouveau ?
Luttes ouvrières en Egypte
Italie : l'ordre du gvt Berlinguotti
La Guerre économique
Tract du Groupe Autonome Ouvrier de Peugeot / Sochaux
A propos de juin 36 : « Le caractère du mouvement de grèves » (article reproduit du journal « l'Internationale », nº 22, juillet 1936)
— nº 15 (mai-juin) : L'Impérialisme en Afrique
Les contradictions du capital français et l'autonomie ouvrière (plate-forme du Groupe Autonome Ouvrier Inter-entreprises de Clermont-Ferrand)
La Guerre économique (2)
Sabordons la C.G.T. (tract du G.A.O. de Peugeot)
La Situation en Italie
Chaque numéro : 4 F — Abonnements : 30 F (étranger : 35 F) au nom de E. Harbi — CCP La Source 34 709 15.
Correspondance : P.I.C. c/o Librairie Parallèles, 47 rue St-Honoré, 75001 Paris.
La plate-forme du groupe peut être obtenue en envoyant une enveloppe timbrée à l'adresse ci-dessus.

(2) F.N.L. : Front National de Libération. A propos de la lutte de « Libération nationale » au Vietnam, on peut se reporter à l'article : « Vietnam : victoire des nationalistes et embrigadement du prolétariat » paru dans les numéros 6, 7 et 8 de la revue « Jeune Taupe ».

détails techniques : « victoire sur l'inondation » ; « victoire sur les éléments » ; « victoire sur la nature » ; « nouvelle victoire pour la construction du pays ».

Ainsi, « Tout un nouveau vocabulaire formé avec la racine « youth » qui signifie la « guerre » est devenu d'usage courant : « combattants », « combattantes », « camarade-combattant », « jeune-homme-combattant », « solidarité-combattante », « activité-combattante », « cultures-stratégiques »,... A l'écoute de la radio, et même selon le témoignage des réfugiés, on aurait l'impression que seuls les combattants travaillent, ou que tous les travailleurs sont des combattants » (cf p. 139).

Le nivellement des consciences se traduit aussi par la suppression des appellatifs (tous prennent uniquement la dernière syllabe de leur prénom précédé du terme « mêt », camarade), par l'encadrement rigoureux des enfants dès leur plus jeune âge (les enfants de 6 à 12 ans forment des « groupes d'enfants » avec une direction tricéphale à l'exemple des groupes de leurs aînés), par l'interdiction de l'usage de toutes les langues étrangères, par une transformation de la culture en un outil exclusivement au service de la production nationale,...

Dans ce pays devenu après des années de guerre impérialiste, un immense camp de concentration, la société qui est en train de se mettre en place ressemble étrangement à celle qu'à décrite George Orwell dans son excellent roman de fiction politique intitulé « 1984 ». Le capitalisme d'Etat cambodgien n'a rien à envier à ceux qui l'ont précédé (sur Cuba, voir l'article dans ce même numéro de « Spartacus ») ; il est une étape de plus dans l'approfondissement de la Barbarie à laquelle le système capitaliste dans son ensemble soumet l'Humanité ; *le socialisme que seule la classe ouvrière mondiale peut établir se fera par la destruction du capitalisme sous sa forme « privée » ou « étatique » !*

II – LIBERATION NATIONALE : DES LUTTES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES

« Les jeunes micro-bourgeoisies qui aspirent maintenant à une existence indépendante, ne frétillent pas seulement du désir d'acquérir une hégémonie de classe sans entrave et sans tutelle, mais elles se promettent un délice dont elles ont trop longtemps été privées : étrangler de leurs propres mains l'ennemi mortel, le prolétariat révolutionnaire — fonction qu'elles avaient été contraintes de céder jusqu'à présent à l'appareil rigide d'une domination étrangère » *Rosa Luxembourg* — « Fragment sur la guerre, la question nationale et la Révolution » (éd. Maspéro, Œuvres II, p. 97/98).

Une nouvelle fois, avec l'exemple du Cambodge, on mesure les conséquences anti-prolétariennes des luttes de Libération nationale.

Depuis 1967-1968, les diverses variétés de « gauchistes » (trotskystes, maoïstes, ...) ont organisé à grande échelle le soutien à ces luttes au nom de leur caractère « anti-impérialiste ». Au cours de leurs innombrables défilés, la victoire du F.U.N.K. et du G.R.U.N.K. était souhaitée aussi ardemment que celle du F.N.L. vietnamien (2) ! Par tracts distribués lors de ces manifestations, les révolutionnaires avaient déjà mis l'accent sur le fait que « le prolétariat n'a rien à gagner et tout à perdre dans les luttes de libération nationale ». En effet, à l'époque de la décadence capitaliste, non seulement la constitution d'un nouvel Etat n'est plus la garantie d'un développement économique réel, mais la lutte pour cette constitution ne peut que se placer dans le cadre des rivalités entre les grands blocs impérialistes. En ce sens, la lutte « anti-impérialiste » des « peuples d'Indochine » *s'appuyait sur les impérialismes russe et chinois !* Quant aux organisations nationalistes, baptisées « progressistes » ou même « révolutionnaires » par les gauchistes, elles constituent aujourd'hui l'épine dorsale de la nouvelle domination de classe : la bureaucratie du Parti Unique s'épanouit avec l'instauration du Capitalisme d'Etat. Et comme le dit Rosa Luxembourg dans la citation ci-dessus, comme l'illustre l'évolution du « Kampuchéa Démocratique », ces jeunes bourgeoisies d'Etat trouvent leur plaisir (et leur profit !) dans la surexploitation féroce des travailleurs agricoles et industriels. Les gauchistes ont donc leur part de responsabilité politique dans le dévoiement des luttes de classe sur le terrain de la « Libération nationale » et dans les massacres du prolétariat qui en découlent, pendant et après la dite « Libération ». Ils doivent être dénoncés ainsi comme des facteurs actifs de la contre-révolution.

Une compréhension claire de la décadence du système capitaliste, de sa tendance au capitalisme d'Etat, est nécessaire pour saisir le caractère contre-révolutionnaire des luttes nationales depuis le début du siècle. L'Internationalisme est la seule voie que doit suivre le prolétariat (3).

GUY SABATIER

(3) Sur la question nationale, voir le chapitre à ce sujet dans le « Cahier Spartacus » (Série B n° 80) intitulé « Rosa Luxembourg et sa doctrine » (le même texte est reproduit dans le n° 1 de cette revue).

OTTO RüHLE

FASCISME BRUN, FASCISME ROUGE, 1939

(traduit de l'allemand par J.M. Laurian et Arthur)

Ed. Spartacus, 10 F.

« Par ses méthodes, le bolchévisme a directement travaillé pour le fascisme. Dicter, corriger, contrôler chaque pas des masses, prévenir et saboter toute velléité d'indépendance, décevoir et affaiblir le moindre mouvement de confiance en soi par des insuccès artificiellement provoqués et les intimider pour les tentatives suivantes – c'est le chemin direct qui a finalement conduit à la soumission sans résistance au pouvoir fasciste.

La victoire du fascisme n'a pu être si facile que parce que les dirigeants des partis et syndicats ouvriers avaient tellement dressé, émasculé et corrompu le matériel humain qu'il est devenu la proie consentante de l'assujettissement, auquel il avait été éduqué pendant des décennies. »

En rendant ainsi très claire la signification du titre, O. Rühle souligne du même coup que le bolchévisme, tout comme la social-démocratie, guide son action selon les principes de la société bourgeoise. Ne se bornant pas à tirer cette conclusion lourde de conséquences pour le mouvement ouvrier, le texte fait une critique révolutionnaire profonde de l'action parlementaire, syndicale et partidaire.

Sur le parlementarisme, O. Rühle, de même que l'extrême-gauche aux alentours de 1920, dit qu'il était historiquement dépassé, qu'il avait cessé d'être une tribune de propagande, que, dans le meilleur des cas, il ne faisait que bercer d'illusions, et que, dans le pire, « il constituait le centre et l'organe principal de la contre-révolution ».

A propos des syndicats, il constate que les masses ne se trouvent ni parmi les bonzes dans les bureaux des syndicats, ni dans les entrevues des négociations avec les capitalistes, ni même dans les réunions ordinaires des militants mais « uniquement sans exception dans les usines, les ateliers de production (...) et autres lieux de travail. C'est là, en réalité, où il faut agir. »

Enfin en ce qui concerne le Parti, après avoir montré comment, dans le passé, le prolétariat a été amené à « adopter cette forme d'organisation », O. Rühle souligne que c'est une forme bourgeoise et non prolétarienne, que le Parti « est l'image de l'appareil d'Etat bourgeois... »

Rompant avec un marxisme « orthodoxe » qui ramène toutes les causes des mouvements sociaux aux seules conditions économiques O. Rühle ne craint pas d'affirmer, en parlant de l'échec de la révolution allemande de 1920 : *« Toutes les conditions objectives étaient réunies, il ne manquait qu'un petit rien avec lequel le marxisme vulgaire n'a naturellement jamais compté : la volonté subjective, la confiance en soi, le courage d'innover. Mais ce petit rien était tout. »*

Un texte **indispensable** pour connaître les principes de l'action révolutionnaire moderne, éveillés par le mouvement du communisme des Conseils aux alentours de 1920.

En post-face un texte de Paul Mattick contient de riches réflexions sur ce même mouvement des Conseils et met en lumière l'action militante et critique de O. Rühle et de ses camarades de la Gauche Communiste Allemande, en la replaçant dans son contexte historique. (O. Rühle et le mouvement ouvrier allemand, 1946)

A PROPOS DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Ceci est une note ajoutée au texte « Caractères du mouvement ouvrier français » (1964) publié dans Invariance N° 10 série 1 - 1971. Elle se rapporte au passage suivant que je reporte afin que le lecteur puisse comprendre de quoi il s'agit (le N° 10 est actuellement épuisé).

« On ne peut donc pas enlever des statuts la dictature du prolétariat. Mais on peut l'escamoter. C'est ce qui ressort nettement à la lecture de la Résolution politique adoptée par le XVIIIème Congrès comme du discours de W. Rochet. On connaît la solution : la coexistence pacifique doit remplacer le phénomène dictature. »

* * *

Il semblerait qu'on ne puisse pas escamoter indéfiniment et, douze ans après, au XXIIème Congrès du PCF, la dictature du prolétariat a été finalement abandonnée. Le PCF réaffirme ainsi sa vérité, avec réajustement entre un discours et une certaine praxis.

Cet abandon a une importance réelle qui dépasse le simple cadre de l'histoire du mouvement ouvrier français et tout particulièrement celle du PCF. Maximilien Rubel, dans un article de « Le Monde » du 07-06-1976, le nomme « le parti de la mystification » et écrit entre autres :

« C'est le parti qui s'arroge le droit de décider si le prolétariat doit ou non exercer sa dictature. » (...) « Le parti se garde bien de remettre en question l'essentiel à savoir ses prérogatives de représentant autoproclamé de la classe ouvrière. » Il conclut ainsi son paragraphe : « et rien ge farantir que l'abandon de la dictature du prolétariat entraîne l'abandon de la dictature sur le prolétariat, la seule qui importe au parti. » Ce qui, en d'autres termes, signifie bien que le PCF est un pur et simple racket politique et j'ajouterai, en vertu de tout ce qui est démontré dans cette étude, que c'est la digne fin d'un parti qui, en regard de la théorie marxiste, ne fut jamais révolutionnaire.

Plus important que cette caractéristique du PCF c'est le débat soulevé par l'abandon de la dictature du prlétariat. Le plus intéressant c'est que les plus acharnés à le refuser sont des intellectuels (Althusser, Balibar, etc...). Là nous dépassons la question du rapport parti-classe, car il s'agit du problème de savoir comment un certain nombre d'individus désignés comme intellectuels, à cause de leurs fonctions dans l'ensemble social, ont besoin, pour réaliser leur idéal d'émancipation, d'un sujet bien déterminé, à la limite d'un Messie, qui sert simultanément, en ce qui concerne la pratique immédiate, de référentiel de conduite. Tout le débat est là depuis près d'un siècle : est-ce que la dictature du prolétariat a été une exigence produite par le mouvement insurrectionnel du prolétariat lui-même, ou est-ce un concept né de la réflexion d'intellectuels au sujet de l'insurrection d'une classe bien déterminée. Il est clair que dans ce cas il y a un substrat réel. Les intellectuels n'ont pas de toute pièce inventé ce concept ; mais n'ont-ils pas extrapolé à partir d'une réalité ? Ici la bonne ou mauvaise foi n'est pas en cause, ni même la sacro-sainte rigueur scientifique, mais le désir de trouver une issue, de trouver dans le complexe social un élément radicalement négatif, apte à être le support d'une autre communauté (telle est bien la démarche de Marx dans son article au sujet de la révolte des ouvriers de Silésie, maintes fois cité).

Il y a eu une tendance du prolétariat à se constituer en classe, à vouloir imposer sa dictature. Le premier moment a été exposé par Flora Tristan (l'Union Ouvrière), les socialistes anglais principalement, le second par Babeuf, Blanqui, Marx. Sur leur base j'ai affirmé que c'était le prolétariat lui-même qui avait engendré tout le contenu du concept. Cependant une réflexion globale sur tout l'ensemble du mouvement prolétarien montre que cette tendance n'est pas continue et qu'il est des périodes où la classe sombre dans le réformisme. D'où la théorie de la social-démocratie allemande affirmant qu'il y avait en réalité deux mouvements celui de la classe et celui du socialisme et qu'il fallait qu'il y ait union des deux pour réaliser la révolution ; sous une autre forme ce fut la théorie de Lénine sur la nécessité d'importer les idées révolutionnaires au sein des masses prolétariennes. Puis il y eut le traumatisme de 1914 moment où l'immense majorité des prolétaires accepta l'Union Sacrée ; enfin, les luttes des années 20 montrent que le prolétariat ne revient pas, en sa majorité, sur des bases de classe (comme le stipulait la théorie), la crise de 1929 et la guerre de 1939-45 n'eurent également aucune incidence révolutionnaire. La réflexion sur cet ensemble de faits me conduisit à l'abandon de la théorie du prolétariat et surtout à affirmer que celle-ci n'est qu'une représentation d'un moment historique donné (cf. également l'apport de Jean-Luois Darlet sur ce sujet dans les lettres publiées dans Invariance N° 1, 2, 3 et 4 de la série III), qu'elle est valable dans des limites déterminées pour celui-ci, mais qu'à partir de 1871, pour indiquer un repère hsitorique, cette représentation s'autonomise, car elle ne correspond plus à la réalité qu'elle veut enserrer.

Dès lors, il est bien compréhensible que cette représentation prévale chez les intellectuels qui ne veulent pas s'en défaire. Plus que les ouvriers, il vivent dans le domaine de l'autonomisé et, en outre, depuis des dizaines d'années il vivent avec le complexe de leur infériorité, de leur vacuité. L'intellectuel n'est rien en lui-même, il est par l'entremise de la classe au service de laquelle il se met. Si le parti abandonne la dictature du prolétariat, il sera amené à se défaire également du prolétariat en tant que sujet révolutionnaire et référentiel. Dès lors, pour les intellectuels, comment se situer dans le monde, comment vivre ?

Or, justement, une des raisons invoquées pour abandonner la dictature du prolétariat est la diminution de l'importance de cette classe et de son poids dans la société actuelle. Le PCF préfère parler de travailleurs. En effet, du point de vue strictement marxiste, le prolétariat est la classe de ceux qui produisent la plus-value. Dans la société actuelle ils tendent à diminuer en nombre, comme Marx l'avait déjà indiqué. je laisse de côté à dessein toute réflexion sur la validité ou non de parler encore de plus-value et de travail productif, car ce n'est pas essentiel — à ce niveau d'investigation — pour mettre en évidence le phénomène qui nous occupe et la contradiction qu'il implique. Cette donnée de la diminution des producteurs de plus-value a été interprétée de diverses façons. Le PCF la reconnaît et l'interprète maintenant, en recourant à l'abandon de la dictature du prolétariat ; je fus amené personnellement à parler de classe universelle en me fondant sur le phénomène de la généralisation du salariat considéré simultanément comme celui de la prolétarisation et donc de la formation d'une classe porteuse d'une négativité, persuadé que le capital réalisait en définitive le programme communiste et que, par là, il allait au-delà de ses limites. Corrélativement l'action de ce nouveau prolétariat classe universelle devait tendre à se nier immédiatement. J'ai expliqué dans « Vers la communauté humaine » le pourquoi et le comment de l'abandon de cette théorisation.

Or tous ceux qui veulent maintenir le prolétariat en restent à une définition où il est envisagé en tant que négatif, en tant que dissolution de la société. Certains s'appuient d'ailleurs sur la fameuse phrase de Marx dans « Pour la critique de la philosophie du droit de Hegel » : « La dissolution de la société en tant qu'Etat particulier, c'est le prolétariat. » Ceci a été réalisé, en notant toutefois que Marx parle d'Etat et non de classe. Il viserait donc le moment de la dissolution de la société féodale et l'affirmation de la société bourgeoise et c'est à ce moment-là que le prolétariat est révolutionnaire, qu'il est le négatif à l'œuvre. Lorsque le prolétariat existe en tant que classe dans la société bourgeoise, il est intégré. Mais la proposition de Marx implique autre chose encore : la société ne peut plus être un état particulier et, en définitive, c'est grâce au prolétariat qu'elle accède à un caractère universel ; c'est ce qu'a amplement prouvé l'histoire de ces dernières années.

Pour rester fidèle à un concept du prolétariat incluant la négativité, il faut chercher dans la société quels sont les éléments qui s'élèvent réellement contre l'ordre établi ou qui, par leur mode de vie, signifient la dissolution de la société existante. D'où la théorie de Marcuse au sujet des étudiants et des minorités comme les noirs aux USA, mais aussi la théorie de différents révolutionnaires au sujet des marginaux des « exclus » du système. Ce qui revient tout de même à l'abandon de la théorie du prolétariat sous sa forme classique. D'autre part, les marginaux sont le complémentaire des intégrés et sont une nécessité pour le capital. C'est un moyen de maintenir ceux qui le contestent dans ses limites puisqu'ils vivent en bricolant avec lui ; ils peuvent même avoir une fonction positive, intégrative ;

ainsi, en revenant à un artisanat qui avait été refoulé par le machinisme, ils permettent au capital de récupérer ce qui avait été perdu ou en train de se perdre, et de capitaliser ce qui semblait lui être fondamentalement antagonique.

Pour sauver le prolétariat, il ne reste plus alors qu'à faire appel au phénomène de prolétarisation, simultanément déclassiation, qui se caractérise en réalité, non plus par la dépossession des moyens de production, par le fait que les êtres humains seraient réduits, comme Marx l'a expliqué à simple force de travail, de sans réserve, mais par la perte de tout référentiel. Le phénomène se produisant, donc, dans la sphère des représentations. L'élément commun entre tous ces êtres serait d'être dans une position négative vis-à-vis du capital (de là les négationnistes en Italie) et leur seule positivité serait d'exalter cette situation en fondant la représentation d'une immense classe, le prolétariat, qui pourrait lutter et détruire le capital, mais qui, surtout, a pour rôle de les sécuriser en leur fournissant un monde et un référentiel. Les situationnistes avaient déjà opéré une telle action en donnant du prolétaire une nouvelle difinition : « Est prolétaire celui qui n'a aucun pouvoir sur l'emploi de sa vie et qui le sait ».

Ce qui s'est passé en réalité, c'est l'évanouissement des classes. Nous avons affaire à la communauté capital où tout être humain est esclave de cette communauté despotique, en laquelle le mode de production a été absorbé et n'est donc plus déterminant.

Encore une fois il reste à comprendre en profondeur pourquoi les intellectuels sont si attachés au prolétariat — le cas des intellectuels du PCF est particulier et minoritaire. Parce qu'il faut un référentiel et un sujet médiateur, ce qui est lié à la représentation autonomisée qui veut que depuis près de deux siècles on ne puisse envisager un bouleversement social sans faire appel à une classe révolutionnaire. A l'opposé il faut constater la réalité telle qu'elle est dans sa dimension historique, et ne pas avoir peur de la perte des référentiels qui avaient été engendrés par le développement antérieur.

La non reconnaissance de la réalité fait que Rubel peut écrire à la fin de son article déjà cité :

« Et si les partis dits ouvriers peuvent décréter l'« abandon de la dictature du prolétariat » n'est-ce pas parce que le prolétariat n'a pas (encore ?) cette conscience révolutionnaire que la conception matérialiste de l'histoire tient pour le résultat fatal du devenir — catastrophique du mode de production capitaliste en pleine expansion mondiale.»

Le concept de prolétariat est effectivement lié à la conception matiérialiste de l'histoire. C'est elle qui lui donne son contenu le plus riche et qui assigne à cette classe une mission et un programme bien précis. Rubel a donc raison de dire qu'il est absurde de rejeter la dictature du prolétariat et de vouloir maintenir le reste de la théorie marxiste... Il a raison de souligner que pour Marx la dictature du prolétariat était fort importante parce que c'est grâce à elle qu'il sera possible d'abréger les maux de l'enfantement d'une nouvelle société. J'ajouterai qu'elle est étroitement liée à la théorie de l'accroissement des forces productives. Avec le capital celles-ci ne peuvent se développer que dans certaines limites et il peut, à un moment donné, se révéler être un obstacle à leur épanouissement. En outre, elles conduisent à une production qui entre en opposition avec les intérêts des hommes. Or il faut que le but de la production soit l'homme lui-même. Pour réaliser une telle réorientation, la dictature est nécessaire ; une dictature qui parte en grande partie de la base parce qu'elle doit être celle de l'immense majorité : l'Etat prolétarien exerçant la dictature ne pouvant jouer qu'un rôle de coordination et de facteur d'épanouissement des initiatives de la base en s'opposant aux éléments de l'ancienne société qui tendraient à les enrayer. Cet Etat est pensé comme machine démolitrice du vieil ordre et accoucheur d'un « moment » nouveau (ce fut aussi la conception de Bordiga).

Si donc l'ensemble de la théorie marxiste est valable on ne peut lui en retrancher la dictature du prolétariat. Là est le point fondamental. En fait c'est la théorie de Marx qui ne répond plus à la réalité d'aujourd'hui. Nous l'avons abondamment expliqué, inutile de revenir là-dessus.

Le PCF en abandonnant la dictature du prolétariat ne fait que s'aligner sur une idéologie ambiante plus en adéquation avec la réalité, et sur un phénomène de vaste ampleur qui « critique » le matérialisme historique, en même temps que c'est une opération électorale ; ce qui n'est pas contradictoire. Car si le coprs électoral « réclame » cet abandon, c'est aussi parce qu'il y a incompatibilité entre une représentation et la réalité qu'elle veut cerner.

A nouveau le phénomène déborde le cadre du PCF et de la France ; on le retrouve en Espagne, en Italie, par exemple. Ceci a une conséquence exceptionnelle à l'échelle mondiale. Les partis communistes d'Europe occidentale en s'opposant à l'URSS (en particulier sur ce point) la privent encore plus de son rôle de leader incontesté. Le mythe de Moscou troisième Rome avait déjà reçu une atteinte sérieuse lors de la scission de la Chine. Les Russes, à l'aide de diverses conférences, avaient essayé de recoller les morceaux d'un mouvement international à eux dévoué. Maintenant ce n'est plus possible. La conséquence de cette impossiblité est déterminante pour la société soviétique parce qu'une Russie sans mission, sans messianisme, est une Russie déchue. C'est un premier moment de sa désagrégation.

Cette oppposition aux Russes permet en même temps de fonder un marxisme européen occidental qui pour le moment, aux yeux de l'orthodoxie officielle est représenté par Togliatti, Gramsci, Thorez, mais qui pourra très bien récupérer le communisme de gauche, en exaltant même l'opposition de celui-ci à la politique des bolcheviks (il faut toujours se trouver des ancêtres, des précurseurs et fonder une lignée) ; ainsi Gorter, Pannekoek, Bordiga seront récupérés, comme c'est déjà en train de se faire en Italie. Tandis que, ô ironie, c'est le trotskyste P. Broué qui dans « La Révolution en Allemagne » (Edition de Minuit) récupère le droitier Paul Levi et essaie de le poser en tant que le seul marxiste européen qui puisse être mis en parallèle avec Lénine.

C'est ici que se révèle vain l'espoir que Bordiga plaçait dans la « confession ». Il espérait que les Russes en étant amenés à confesser que leur société n'est pas communiste, cela provoquerait une effervescence révolutionnaire au sein du prolétariat. Or, on constate que dans le cas du PCF où celui-ci confesse ouvertement sa nature non révolutionnaire, cela n'a aucune efficacité, et que, même, cela peut être le point de départ pour un mouvement de virginisation et de récupération. Autrement dit, le monde capitaiste s'accomode très bien d'un mensonge (comme celui du socialisme en URSS) comme de la vérité. En elle-même elle n'est pas révolutionnaire, ne serait-ce que parce qu'elle se manifeste trop tard. C'est celle d'une réalité dépassée ; puisque, dans tous les cas maintenant, le prolétariat n'existe plus en tant que classe aussi bien pour lui que pour le capital. C'est tragique en rapport de ceux qui sont disparus (Gorter, Pannekoek, Bordiga, etc.) ; c'est bouffon pour tous ceux qui pensent que le devenir à la communauté humaine ne passe pas par l'intervention d'une classe. Vérité et mensonge sont de l'ordre de la communauté du capital. Il faut les lui abandonner.

(Camatte — novembre 1976)

G. MUNIS

PARTI-ETAT, STALINISME, REVOLUTION

La mystification sur le caractère « socialiste » de la Russie propagée par tous les partis « communistes » reste d'autant plus importante qu'elle est appuyée par des opposants au stalinisme comme les trotskystes avec leur thèse de « l'URSS, Etat Ouvrier Dégénéré ».

G. Munis, ancien membre de la « Gauche Communiste » en Espagne où il affronta directement la réalité du stalinisme, s'attaque à cette mystification et à ses divers propagandistes. Il développe une analyse du système russe depuis son origine : octobre 1917, montrant qu'avec l'échec de la révolution internationale, c'est un capitalisme d'Etat qui s'affirma puis se fortifia à travers la contre-révolution stalinienne.

Le système « achevé » prend la forme de ce que Munis appelle le « Parti-Etat ».

« Une fois le processus économique parvenu à son terme, après le processus de réaction politique, nous nous trouvons en face d'un capitalisme centralisée comme aucun autre... L'Etat dispose à discrétion — use et abuse — des structures et des superstructures servant à mettre en valeur les instruments de travail. A son tour, l'Etat est entre les mains du Parti sans la moindre faille. On aurait tort cependant, de croire que ce Parti se limite à contrôler l'Etat : ils ne font qu'un, c'est le Parti-Etat. »

Avec la contre-révolution étendue à l'échelle mondiale à partir de la Russie, c'est le système capitaliste dans son ensemble qui a assuré sa survie face à la menace prolétarienne exprimée dans les années 20 en Allemagne, jusqu'à mai 37 en Espagne. En conséquance :

« Tout l'avenir des exploités se jouera autour du dilemne : ou la révolution communiste qui s'attaquera immédiatement à la disparition du salariat, seule manière de supprimer le capitalisme, ou la suprême concentration de celui-ci en capitalisme d'Etat. Dilemne de vie ou de mort pour la révolution aussi bien que pour le système en général, et ce dans les quatre directions. »

Beaucoup de bruit pour rien

On peut légitimement se demander à quoi ça rime d'épiloguer, un an après, sur l'abandon dans les statuts du PCF, de la référence à la dictature du prolétariat. Pas à grand chose, assurément,si l'on considère l'évènement en soi, c'est-à-dire comme un simple pas de danse électoral. Ne s'agit-il pas là de l'aboutissement d'une évolution amorcée au moins dix ans plus tôt, le passage du « polycentrisme » à l'« eurocommunisme » ? Cet abandon ne vient-il pas couronner un éloignement progressif de Moscou, consécutif lui-même à un lent processus d'insertion pacifique dans les institutions, et marqué notamment par une cartellisation mouvementée avec le PS ? Cadres, militants et électeurs n'ont-ils pas acceuilli avec sympathie une décision qui, aux yeux de la plupart, allait de soi et, de toute manière, relative à des questions qui sont bien le cadet de leurs soucis ? Tout cela c'est en effet l'évidence immédiate. Mais aussi il est possible de faire de l'événement le point de départ d'une réflexion plus large — comme J. Camatte l'a tenté ci-dessus. Et d'abord de le situer dans son rapport aux réalités de la vie politique, non au concept lui-même.

PCF et dictature

Pour un PC de masse des années 70, renoncer à la dictature du prolétariat revient à renoncer à un système de direction politique de la société au moyen d'un parti unique et d'un appareil administratif et policier hypertrophié, autrement dit à opter ouvertement pour le maintien de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange déterminés (et des petits), et donc d'un marché « libre », au sens moderne d'économie mixte — avec sans doute un essai de remodeler les conditions de l'investissement et de l'administration publique. Voilà ce que signifie en termes réels l'abandon du concept en question. Un abandon d'ailleurs depuis longtemps consommé dans la pratique, comme l'a démontré avec toute la netteté désirable, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la participation de ministres PC à des gouvernements dits d'union nationale, puis leur éviction sans phrase, une fois achevé le sale boulot de mise sur les rails de la reconstruction des divers capitalismes ouest européens.

La différence avec cette période, c'est aujourd'hui le largage au ralenti de l'idéologie stalinienne — liée de tout temps à de violentes tensions et convulsions nationales et internationales —, laquelle consistait à donner un caractère « dur », agressif, à une tactique qui, en Europe occidentale, n'a jamais vraiment visé à instituer une dictature quelconque. Et, de fait, la bourgeoisie de cette région du monde est bien trop puissante, son pouvoir matériel et spirituel bien trop assuré, pour qu'une bureaucratie de parti puisse espérer la déloger à l'issue de victoires électorales, même agrémentées de quelques émeutes. Cette puissance, ce pouvoir-là, seules sont capables d'en venir à bout des luttes de masse à répétition, des luttes acharnées accédant par paliers à l'autonomie et à la conscience de leurs fins propres. Pas de n'importe quelles masses cependant : il ne peut s'agir que des masses ouvrières, seules à produire de la plus-value et donc seules à avoir directement intérêt à abolir le salariat comme tel autant qu'à pouvoir mettre en place des règles de production et de distribution nouvelles, à base égalitaire. (Cela même si la stagnation sur longue période du système capitaliste menace également, dans leur condition immédiate, d'autres catégories sociales).

Une bureaucratie de parti, sous peine de perdre sa raison d'être, ne peut que chercher à étouffer dans l'œuf pareilles luttes en arrachant si possible (c'est-à-dire pas toujours, loin de là !) certaines concessions aux maîtres réels du capital : pour les masses en effervescence (et à la mesure de cette effervescence même), des réformes réelles, mais de portée de plus en plus restreinte, en échange d'une docilité retrouvée ; pour elle-même, la création ou le renforcement d'instances plus ou moins paritaires de pouvoir, censées devoir veiller à la bonne application de ces réformes. Les exemples ne manquent pas en l'occurence, et il en est de tout récents outre-Manche et outre-Rhin.

L'appareil bureaucratique et le parti lui-même se présentent donc ainsi — on y reviendra plus loin — comme une force d'opposition, mais capable de gouverner sur la base du dialogue et d'un compromis (par nature toujours désavantageux) avec les pouvoir du capital organisé. Ils se présentent aussi comme une force de coordination et d'encadrement des travailleurs, intégrée de son côté, à de multiples niveaux mais en facteur toujours subordonné, aux mécanismes de direction de la vie publique des pays ouest-européens.

Voilà ce que révèle un très rapide examen empirique. Sans doute existe-t-il d'autres voies d'investigation. Mais il en est une au moins dont la stérilité, du point de vue ouvrier, est avérée : la voie idéologique. Dans ce dernier cas, on vise à restaurer dans sa pureté textuelle tel ou tel concept hérité du passé, lui conférant de la sorte une validité de façade, qu'il ne saurait plus avoir dans une situation changée : telle est la voie de l'orthodoxie qui, sous le couvert de déclamations indignées, abrite une pratique sagement académique, immobiliste. Ou bien, on rompt spectaculairement avec les vieux concepts mais sans se soucier non plus d'un effet pratique, de propagande à tout le moins : telle est la voie apparemment contraire de l'hétérodoxie, laquelle consiste bien souvent de nos jours à puiser dans des écrits par trop philosophiques encore dont l'auteur — le jeune Marx — n'avait pas encore subi l'épreuve du feu ni les transformations qu'elle entraîne, autant de gadgets théoriques par conséquent, un autre mode de restauration en définitive, non plus manifeste, mais caché. Le lecteur trouvera ci-dessous un exemple de l'une et de l'autre de ces voies, mais il se gardera d'oublier qu'elles ne sont nullement propres aux seules individualités citées.

Misère de l'orthodoxie

Ainsi le XXIIe Congrès du PCF se propose de substituer à la notion de dictature du prolétariat celle d'un « pouvoir socialiste » constitué et agissant « sur la base de choix librement exprimés par le suffrage universel ». D'où l'indignation de M. Rubel, dans l'article du *Monde* cité par Camatte. Marxologue de carrière (CNRS), Rubel présente le concept en question comme « un postulat dont la portée éthique le dispute au revêtement scientifique ». Selon ce chercheur d'Etat, il appartiendrait de le traduire en actes, dans « *une société capitaliste pleinement développée* », *à une classe ouvrière* « intellectuellement et politiquement mûre et apte à établir sa domination par la « conquête de la démocratie » au moyen du suffrage universel ».

Il n'y a là rien qui s'oppose à l'option définie au XXIIe Congrès. Mais Rubel poursuit ainsi sa restauration personnnelle de la perspective de Karl Marx : « *Parvenu à cette position dominante le prolétariat n'usera de la violence que pour répondre à la violence, au cas où la bourgeoisie quitterait le terrain de la légalité afin de conserver ses privilèges de domination.* » Fondamentalement parlementariste et légaliste, donc, cette interprétation est clairement en rupture avec l'autre aspect de la perspective propre à l'auteur de l'*Adresse* sur la Commune de 1871 et de bien d'autres écrits axés sur l'idée de révolution violente, d'insurrection armée. (Ainsi, pour prendre l'une de ses déclarations les plus outrageusement « pacifistes », Marx, admettant en 1872 la possiblité d'une prise de pouvoir par des moyens légaux dans les pays anglo-saxons, n'en soulignait pas moins que dans la plupart des pays européens « *c'est la force qui doit être le levier de nos révolutions* »). Mais passons...

La dictature du prolétariat comme price en main définitive, garantie par la force, du pouvoir d'Etat à l'issue d'une victoire électorale, cette conception a été partagée par des dirigeants français aussi éloignés que Blum et Thorez. Et naguère encore G. Marchais déclarait (XVIIe Congrès du PCF, 1964) : « *Remettre en cause le concept de dictature du prolétariat, ce serait glisser sur le terrain de la démocratie bourgeoise, car le contenu de classe de l'Etat chargé de construire le socialisme disparaîtrait.* » (Argument retourné depuis contre lui par l'althussérien Balibar). Simplement, en se prononçant pour l' « alternance », le PCF d'aujourd'hui renonce au second volet du « postulat » de Marx tel qu'a cru pouvoir le restaurer Rubel. (N'est-il pas significatif que les deux représentants du PCF qui ont répondu à ce dernier dans *le Monde* n'aient pas cru bon de contester cette prétendue reconstruction ? Qui ne dit mot consent.)

Mais, dira-t-on, la critique de Rubel porte avant tout sur le fait que « *les responsables de la politique du parti écartent du débat le principal intéressé, le prolétariat... qui n'a pas (encore ?) cette conscience révolutionnaire que la conception matérialiste de l'histoire tient pour le résultat fatal du dévenir-catastrophique du mode de production capitaliste en expansion mondiale.* » Si le « prolétariat » est « (encore) inconscient », comment s'étonner que d'autres décident à sa place ? Et, de toute façon, pourquoi diable un parti — ou un militant indépendant — n'exprimerait-il pas son opinion, quitte à être désavoué un jour par le « prolétariat » ? Marx ne s'est pas gêné pour le faire. Pannekoek non plus qui, en 1942, disait de la dictature du prolétariat que son sens premier, celui que Marx lui donnait, avait depuis été dévoyé pour désigner « *comme en Russie, la dictature du parti au pouvoir* ». N'hésitant pas à abandonner une terminologie désormais « sinistre », Pannekoek allait même jusqu'à en modifier sensiblement le contenu originaire : « *Dès lors que la production est organisée par les producteurs eux-mêmes, écrivait-il, l'ancienne classe exploiteuse se trouve exclue de la participation aux décisions de façon automatique, sans réglementation artificielle.*

L'idée que Marx se faisait de la dictature du prolétariat se révèle de nos jours être identique à la démocratie ouvrière de l'organisation de conseils » (cf. *Les Conseils Ouvriers*, Paris, 1974, p. 125).

Sans doute ces lignes restent-elles marquées par l'image, chère aux marxistes du début du siècle (voire à Marx-Engels), du capitaliste devenant toujours davantage un rentier, un parasite extérieur à la production. Diagnostic clairement infirmé depuis, par l'histoire, et qui permettait de simplifier par trop aisément, le problème posé par le contrôle ouvrier de la fonction « cadre ». Mais aussi bien l'important est en l'occurrence ailleurs : d'abord, dans la liberté d'esprit et non dans un souci idéologique d'orthodoxie ; ensuite, et bien plus encore, dans cette notion que l'organisation de la production est affaire des ouvriers eux-mêmes, à la mentalité transformée par une longue phase de luttes de classes, non celle d'un merveilleux « Etat chargé de construire le socialisme » en leur lieu et place — au prix certes d'un moindre effort dans l'immédiat —, après on ne sait combien d'alternances dans les majorités parlementaires.

Misères de l'hétérodoxie

Thèse absurde que celle de Rubel. N'implique-t-elle pas que les PC non de masse des pays de parlementarisme classique, qui sont loin d'être unanimes à suivre les PC de masse de pays latins et du Japon dans l'abandon de la fameuse notion, seraient quant à eux soucieux d'attendre l'avis du « prolétariat » ? Alors qu'il s'agit d'une différence de circonstances historiques qui amènent les uns à conserver, les autres à laisser tomber ce qui n'a jamais été pour les uns et pour les autres qu'un simple ornement idéologique ! La thèse de J. Camatte est tout aussi absurde qui voit dans *« un alignement sur une idéologie ambiante plus en adéquation avec la réalité »* et sur les exigeances du « corps électoral » les raisons de cet abandon. Car si tel était le cas, comment expliquer que la notion de dictature du prolétariat reste tabou dans les pays de l'Est, malgré sa visible inadéquation à la réalité et malgré les sentiments notoires de la population ? Oui, comment l'expliquer, sinon par la nécessité de maintenir à tout prix une fiction juridique légitimant les horreurs administratives et policières que l'on sait ? A l'origine de l'une et de l'autre de ces absurdités figure en bonne place l'incapacité de discerner l'évidence : la différence entre la condition des PC à l'Est et à l'Ouest — ceux qui sont au pouvoir et ceux qui ne peuvent que le partager —, et leur évolution respective.

En quoi consiste, selon Camatte, la bonne adéquation à la réalité ? Eh bien ! dans la reconnaisance de « l'évanouissement des classes » consécutive, soutenait-il un jour (cf. sa revue *Invariance*, V, 2, p. 6-7), à *« la généralisation de la condition de travailleur productif »*, à la fin de *« l'opposition entre classe ouvrière et classe moyenne »* — une découverte que le PCF, le corps électoral aidant, viendrait de faire à son tour !

Ce n'est pas ici le lieu de discuter cette thèse de façon détaillée. Il suffit de constater que, d'après Camatte, le « prolétariat subsisterait désormais uniquement dans la tête des dirigeants russes qui auraient besoin d'entretenir un « messianisme » pour se maintenir en place — comme si la structure même du système n'y suffisait pas ! Dans celle aussi des « intellectuels » qui auraient *« besoin d'un référentiel, d'un sujet médiateur »*. Mais faire passer les personnes d'Althusser et Balibar, opposés au sein du PCF à un réajustement terminologique, pour représentatives des « intellectuels en général », c'est tout de même passablement abusif, non ? Depuis quand les « intellectuels » — en l'occurence, semble-t-il, les spécialistes de la manipulation des idées — forment-ils une classe distincte, ayant besoin de se nourrir d'un « sujet médiateur » spécifique ? N'existe-t-il pas de par le monde bien plus autant de porte-parole de fractions relativement distinctes, dans l'immédiat, de la classe dominante ?

Quant aux althussériens, n'est-il pas visible qu'ils jouent eux aussi les gardiens solitaires des Écritures, mais au sein d'un parti dont les « intellectuels », derrière L.Sève (et sa distinction artificieuse entre *concept* — l'État, la matière — et *notion* « liée à des formes historiques »), suivent presque tous le Comité Central, et se bornent tout au plus à déplorer l'absence d'une « avancée » théorique capable de remplacer la « notion » abandonnée.

De tout temps, la bourgeoisie de droite et ses idéologues ont nié l'existence de classes sociales antagoniques. Et, de nos jours, les gouvernants occidentaux (pour ne pas parler des autres) — des « intellectuels » dans la plupart des cas — ne veulent connaître que des « partenaires sociaux » aux intérêts finalement convergents. Mais les faits sont têtus. Qu'une lutte ouvrière se hisse de quelques poils au-dessus du niveau traditionnel — comme chez Lip en 1973-74 — et toute l'attention d'un grand pays se concentre sur cet évènement, en vérité minuscule s'il n'était, malgré ses ambiguïtés fatales, porteur d'avenir, avec l'émergence de formes d'organisation enfin réellement unitaires et tendanciellement autonomes.

Est-il vraiment nécessaire de relever toutes les affirmations jamais démontrées que J.Camatte multiplie à plaisir ?

Présenter par exemple le PCF comme *« un pur et simple racket politique »* revient à gommer à l'aide d'une formule arbitraire la fonction réelle des partis ouvriers, expressions politiques de la nécessité de réglementer l'usage de la force de travail inhérente à chaque phase du développement capitaliste, et d'y parvenir en alliance avec d'autres classes ou fractions de classe. C'est aussi recouvrir d'un voile d'incompréhension la nature de ces organisations géantes dont les racines plongent profondément dans le sol de la société civile et de l'Etat par le canal d'instances de pouvoir, toutes soumises en dernière analyse à la situation du capital total et aux rapports de force qui en découlent. C'est encore refuser de voir en ces partis une communauté relativement à part, animée d'une idéologie qui n'a que l'opportunisme comme facteur de cohésion, un monde conservateur et patriote, parce qu'attaché au maintien des avantages acquis et de niveaux de vie toujours menacés, mais aussi réformiste et populaire pour s'adapter à des conditions générales en mouvement constant. Un racket, le PS et le PC, allons donc ! Un peu de matérialisme, SVP !

Sous l'hétérodoxie affichée transparaît l'inspiration sectaire, avec ses mérites sans doute (la volonté de déchiffrer en toute indépendance l'histoire du mouvement ouvrier et d'en tirer des clés pour l'avenir, entre autres), mais aussi avec ses tares rédhibitoires : le style prophétique, les explications fumeuses à grand renfort de gloses abstractisantes, les solutions fantastiques enfin — autant de résultantes d'un repli sur soi-même — individualité ou petit groupe élus.

mai 1977
Serge Bricianer

Histoire d'un bourgeois allemand

AU COIN CUISINE DE L'HISTOIRE : KARL MARX,

Françoise LÉVY

(Grasset - Collection Figures, 430 P. - 51 F)

Bizarrement, en un temps soucieux de mettre en pièces toutes les idéologies, ce livre soulève bien des résistances. Le marxisme par la vie privée de Marx ! Que faut-il entendre par là ? Des histoires de femmes, de sous ? (au total l'espace d'un chapitre) mais plutôt les agissements d'un Marx journaliste, politicien au sein de l'internationale, dans les grands mouvements de son temps.

Françoise Lévy ne se réclame d'aucun féminisme : « J'ai du mal cependant car à me dire femme, femme de la catégorie des femmes, indépendamment de qui je suis moi, qui suis une femme, il y a comme le relent et le goût à se poser comme catégorie historique » (p.12). Pourtant, qu'elle le veuille ou non, elle est embarquée dans le même bateau. Cet acharnement « ressentimental », (voir « Le Monde » - 17 décembre 1976) ménagé à comptabiliser les faux-pas de Marx, en témoigne. J'aime son acharnement à démolir la statue, bien qu'œdipien et parricide. Le ciel des idées n'est pas pour nous et nos théories ont toujours un parfum de cuisine.

Françoise Lévy se mêle de reconstituer la machine exclusive du marxisme à son origine. — « Où se tenait Karl Marx pour manier de cette façon les lames qui partagent et qui rejettent ? Pourquoi ces traces-là ? » (p.7)

A son centre, la fascination voyeuse pour un prolétariat dont Françoise Lévy nous dit qu'il n'est pas le vrai, mais un concept miroir. « Le prolétariat n'est que la duplication de la bourgeoisie, une bourgeoisie débarassée de ses mauvais côtés historiques » (p.323). A l'appui de cette thèse : la prudence exemplaire de Marx à l'égard des révolutions de son temps. Nous touchons-là une des faiblesses sympathiques du livre, trop plein de la nostalgie de l'émeute, et qui de ce fait laisse un peu filer le bénéfice de sa démonstration. Le marxisme à la lumière des camps de concentration soviétiques avait été dans l'ensemble très mal supporté par l'intellectuel de gauche français, soucieux de plus de révérence historique. Un tel procès du marxisme est une solution étendue à des corps qui lui sont étrangers par définition. Que diable ! plus de pureté, et moins de gambades ! Ici le sujet est serré de près, de trop près, dira-t-on ?

Cette rencontre avec le bonhomme Marx nous livre la pâte génératrice d'une machine de pouvoir qui depuis a fait ses preuves, ancrage au cœur foisonnant des réalités politiques d'une époque, au ras des événements.

Françoise Lévy a inventorié avec minutie les territoires d'origine de cette machine. « Marx est allemand, prussien, rhénan, trévien, il est aussi juif. (p.41). A la lisière de toutes ces terres gronde la question de l'État. Mais le passage de cette dimension territoriale à la constitution d'un corps de doctrine exportable, puis d'un appareil d'État est laissé sous silence — thème d'un livre à venir ?... L'internationale liquidée ouvre la longue série des excamotages de révolutions au nom du marxisme. La Russie, le fétiche pour Marx de la barbarie (p.120) y a prêté paradoxalement son généreux concours. La multiplication de ce type de réflexion qui se collète de près aux mystères d'une pensée devenue parole officielle d'un État, est à souhaiter vivement.

Christine FAURÉ

Claude Berger

IV. Marx et les associations ouvrières

Dans la première moitié du 19ème siècle, le salariat, le travail sous domination bourgeoise se développent : le marché libre et concurrentiel du travail se généralise pour les serfs « libérés ». Et avec lui l'enfermement dans l'usine qui y inscrit cette concurrence — donc cette division — par la soumission à la division forcenée du travail (un poste, puis un geste de travail par travailleurs avec chaque fois une cotation différente). Cette libre soumission au commandement du capital allant de pair avec celle subordonnée à l'Etat bourgeois.

Spontanément le mouvement ouvrier réagit — le mouvement chartiste en Angleterre notamment — en premier lieu pour lutter contre l'exploitation forcenée, contre la soif de surtravail du capital qui tend à allonger le temps de travail sur le temps de repos nécessaire ou sur l'âge des travailleurs (1). Dans un deuxième temps et *face à la résistance ouvrière,* le capital grâce à l'intégration de la science, du savoir et de la machinerie dans la production et dans son camp, tend à augmenter la productivité ouvrière en diminuant ainsi la somme nécessaire au salaire c'est-à-dire le coût de la reproduction et de la recomposition des forces du travailleur (2).

Cette lutte pour le salaire, pour « l'intérêt de classe », est donc un moment de la reproduction du cycle du capital et ne change pas notablement les rapports du capital et du travail c'est-à-dire le « régime du salariat ». C'est précisément ce qu'affirme Marx en observant dans les deux textes en question, l'un intitulé « les Associations Ouvrières », l'autre extrait de « Misère de la Philosophie », que la pratique associationniste des travailleurs leur semble plus importante que « le maintien du salaire ».

« Les Associations ouvrières ».

« Un des thèmes de la théorie de la population était de vouloir diminuer la concurrence parmi les ouvriers. Les associations ont pour but de la supprimer, de la remplacer par l'union entre les ouvriers. Ce que font remarquer les économistes contre les associations est juste :

1. Les frais qu'elles causent aux ouvriers sont, le plus souvent, plus grands que l'augmentation du gain qu'elles veulent obtenir. A la longue, elles ne peuvent résister aux lois de la concurrence. Ces coalitions entraînent de nouvelles machines, une nouvelle division du travail, le transfert d'un lieu de production dans un autre. En conséquence de tout cela diminution du salaire.

2. Si les coalitions réussissaient à maintenir dans un pays le prix du travail de façon que le profit baisse considérablement par rapport au profit moyen dans d'autres pays, ou que le capital fût arrêté dans sa croissance, la stagnation et le recul de l'industrie en seraient la conséquence et les ouvriers seraient ruinés ainsi que leurs maîtres, car telle est, comme nous l'avons vu, la situation de l'ouvrier. Sa situation s'aggrave par bonds lorsque le capital diminue ou reste stationnaire.

3. Toutes ces objections des économistes bourgeois sont comme nous l'avons dit, justes, mais justes seulement de leur point de vue. *S'il ne s'agissait vraiment dans les associations que de ce dont il s'agit en apparence, notamment de la détermination du salaire,* si les rapports entre le capital et le travail étaient éternels, ces coalitions échoueraient impuissantes devant la nécessité des choses.

Mais elles servent à l'unification de la classe ouvrière, à la préparation du renversement de toute l'ancienne société avec ses antagonismes de classes. Et de ce point de vue, les ouvriers se moquent avec raison des malins pédants bourgeois qui leur font le compte du coût de cette guerre civile en morts, blessés et sacrifices d'argent. Celui qui veut battre son adversaire ne va pas discuter avec lui les frais de la guerre. Et ce qui prouve aux économistes mêmes combien les ouvriers ont le cœur généreux, c'est que ce sont les ouvriers de fabrique les mieux payés qui forment les premières coalitions et que les ouvriers emploient tout ce qu'ils peuvent économiser, en se privant de leur salaire pour créer des associations politiques et industrielles et couvrir les frais de ce mouvement. Et si messieurs les bourgeois et leurs économistes, les prestidigitateurs philanthropes, sont assez bons pour consentir à ajouter au minimum de salaire, c'est-à-dire au minimum vital, un peu de thé ou de rhum, de sucre et de viande, il doit, par contre, leur sembler aussi honteux qu'incompréhensible de voir les ouvriers comprendre dans ce minimum un peu de frais de la guerre contre la bourgeoisie, *et trouver dans leur activité révolutionnaire même le maximum des jouissances de leur vie (1).* » Ce texte ne laisse place à aucune équivoque quant à l'affirmation du caractère double des luttes de classes. La lutte pour le salaire y est traitée de ce dont « il s'agit en apparence » ! Si la lutte ne s'en tient qu'à l'apparence, elle ne peut qu'échouer devant la « nécessité des choses ». Cette lutte *illusoire* quant à son résultat réel a son importance par la réalité nouvelle qu'elle inaugure : la suppression de la concurrence, la recomposition de l'existence, la fin de l'atomisation des travailleurs véritablement réalisées par l'association, par la jouissance qu'elle procure et qui est en soi préparation du renversement de toute l'ancienne société. L'unification de la classe ouvrière à laquelle elle donne lieu résulte de cette jouissance et non de l'intérêt commun suscitant une revendication commune (2)

Dans *Misère de la Philosophie*, Marx réaffirme la signification de la réalité *essentielle* de la grève contre celle de son *apparence* : « C'est sous la forme des coalitions qu'ont toujours lieu les premiers essais des travailleurs pour s'associer entre eux »... « La concurrence les divise d'intérêts, mais le maintien des salaires, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance-coalition. *Ainsi la coalition a toujours un double but,* celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. *Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires,* à mesure que les capitalistes à leur tour veulent les diminuer dans une pensée de répression, les coalitions d'abord isolées, se forment en groupes et en face du capital toujours réuni, *le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire.*

Dans cette lutte — véritable guerre civile) se réunissent et se développent les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point là, l'association prend un caractère politique. Et Marx affirme encore : « *De tous les intruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire* ». On notera ici que les commentateurs ou censeurs patentés du marxisme-léninisme n'ont toujours lu dans ce passage que deux états au lieu de trois des mouvements de la classe ouvrière, (« classe en soi », c'est-à-dire traitée comme telle par le Capital et inconsciente d'elle-même, « classe pour soi » c'est-à-dire classe prenant conscience de ses intérêts immédiats contre le Capital) ... en omettant toujours de définir par quel biais la classe ouvrière pourrait se transformer en classe révolutionnaire, c'est-à-dire en classe abolissant les rapports de classe et le salariat.

Les textes de Marx remis sur leurs pieds, sont clairs. Ce n'est qu'en luttant par l'association au cours de luttes déclenchées au départ et en apparence pour des revendications et des intérêts immédiats de classe, puis au bout du compte en luttant pour l'association que la classe ouvrière se constitue en classe révolutionnaire. En classe avançant dans ses luttes des pratiques anti-salariales, anti-étatiques, anti-institutionnelles au sein de véritables communautés de lutte organisées en un mouvement, celui de l'« union révolutionnaire par l'association ». A y lire de près, c'est d'ailleurs ce que notaient Marx et Engels dans « L'Idéologie Allemande » : « Cette subordination des individus à des classes déterminées ne peut être abolie tant qu'il ne s'est pas formé une classe qui n'a plus à faire prévaloir un intérêt de classe particulier contre la classe dominante. » (Feuerbach). Il y a donc bien nécessité du passage dialectique de « la conscience de classe » du prolétariat dans sa lutte immédiate pour les « intérêts de classe » à une pratique révolutionnaire de société sans classes. Faute de quoi, l'ordre social existant ne peut être que reproduit entre des mains prétendues ouvrières...

V. L'association et la critique sociale

Il y a lieu d'établir, en conséquence, en quoi le caractère réel, associationniste, de la lutte des classes observé par Marx est porteur de critique sociale. La réponse est simple : C'est en produisant, à propos d'une lutte au départ et en apparence revendicative, un embryon de communauté de lutte fondée sur la recomposition collective de l'existence — *source de jouissance* — donc une autre réalité sur la base des contradictions de la société existante, que l'association annule et démontre le caractère fictif — *car liées aux seules nécessités du salariat* - de la décomposition de l'existence, de l'atomisation des travailleurs, de la coupure, de l'enfermement, de l'oppression institutionnelle et de la séparation entre production, pouvoir, existence.

L'Association met donc à nu le rapport entre exploitation capitaliste et oppression salariale dans le travail et hors du travail. Elle montre effectivement que « le salariat, c'est la condition d'existence du capital » (Marx) ou encore que « sans salariat... point de société bourgeoise » : « *Organisation du travail ! Mais c'est le salariat qui est l'organisation bourgeoise actuellement existante du travail. Sans lui, point de capital, point de bourgoisie, point de société bourgeoise* ». (« *Les luttes de classes en France* »).

Nota Bene : Sans salariat... point de société bourgeoise... Voilà donc bien la clé de la critique marxienne de la société salariale !

Si l'association place l'existence collective au dessus de la production, si elle fait cesser pour un temps la concurrence entre les travailleurs, elle démontre que la division du travail et les formes de domination de la production, *le travail et l'usine*, ne répondent pas à des nécessités technologiques ou d'organisation mais à celles de la perpétuation de la concurrence et de l'oppression du travail.

Comme dira Marx dans le Capital : « *Le mode de production technique ne possédant aucun caractère spécifiquement capitaliste, la subordination du travail au capital n'était que dans la forme (Livre 1, t.3, p. 179, Editions Sociales)* » *ce qui sous-entend bien le caractère salarial du processus de production capitaliste développé.*

L'Union révolutionnaire par l'association porte donc en germe la communauté des producteurs associés. L'excentration du travail qu'elle suppose, implique :

— un nouveau savoir social antagoniste aux formes capitalistes, individualistes, oppressives du savoir

— la définition collective des besoins de la nouvelle existence communautaire, et par là la soumission des formes de production aux nécessités de la recomposition collective de l'existence.

— la fin du pouvoir et du travail en tant qu'activités séparées de l'existence des travailleurs.

L'Association est donc une critique en acte de « l'asservissante subordination des individus à la division du travail » (Marx, sur le Programme de Gotha) : « *La division du travail dans sa forme capitaliste — et sur les bases historiques données, elle ne pouvait revêtir aucune autre forme — n'est qu'une méthode particulière de produire de la plus-value relative ou d'accroître aux dépens du travailleur, le rendement du capital, ce qu'on appelle Richesse nationale* (Wealth of Nations). *Aux dépens du travailleur, elle développe la force collective du travail pour le capitaliste. Elle crée des circonstances nouvelles qui assurent la domination du capital sur le travail. Elle se présente donc et comme un progrès historique, une phase nécessaire dans la fonction économique de la société, et comme un moyen civilisé et raffiné d'exploitation* » *nous dit Marx (« Le Capital », t. 2, p. 53, Editions Sociales).*

L'association suppose la répartition du travail, le partage des tâches agréables et désagréables et des travaux réclamant des intensités différentes, la maîtrise égalitaire de la division du travail, la fin de l'usine et du bureau en tant que lieux clos, en tant que machines essentiellement capitalistes destinées à reproduire le salariat autant qu'à reproduire la plus-value.

On peut ici immédiatement en déduire que l'économie de marché des produits fait un tout avec l'économie de marché des hommes. Contrairement à toutes les options qui, selon le schéma léniniste — *le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation matérielle la plus complète du socialisme* (Lénine, « la Catastrophe imminente ») — ont confondu la socialisation capitaliste avec la socialisation socialiste de la production en réduisant leur différence à la seule question de la propriété privée ou publique des moyens de production, il devient clair qu'on ne peut rompre l'économie de marché des produits qu'en abolissant le travail salarié lui-même : car les formes des produits et les formes de l'échange sont liées aux processus de travail et d'existence.

Seules des communautés fédérées de producteurs associés peuvent donc « *dépouiller la production de son caractère capitaliste que la bourgeoisie cherche à perpétuer* » (Marx, sur le Programme de Gotha).

Critique du salariat, « l'union révolutionnaire par l'association » permet de démonter le processus de production sociale. En premier lieu d'établir le lien entre exploitation et oppression et indifférenciation du travail. En second lieu, d'établir le lien entre ce travail et les formes du savoir, du pouvoir et des institutions.

1. L'indifférenciation du travail

En effet, pour qu'il y ait exploitation *capitaliste*, c'est-à-dire accumulation de capital-argent sur la base de travail industriel, il doit y avoir nécessairement rétribution par un salaire-argent (donc possiblité d'achats de produits de consommation individuelle), mais aussi vente « libre », concurrentielle, *de travail interchangeable* par une masse de salariés. Pour que cette vente concurrentielle soit effective, il y a ipso facto nécessité d'une division poussée du travail et *attachement d'un ouvrier fixe à chaque poste de cette division*. Cette fixation forcée a pour but d'une part d'obliger les travailleurs à n'être vendeurs que d'actes répétitifs et simples, réellement peu différents les uns des autres, censés ne pas produire individuellement de « valeurs » dans la hiérarchie des valeurs capitalistes et bourgeoises où savoir et capital prétendent être la « source » des richesses sociales, et d'autre part, de les obliger encore à n'être *vendeurs* que d'actes de travail *différents* au maximum pour être réputés *concurrentiels*.

Le travail salarié implique en conséquence, pour permettre la concurrence des travailleurs entre eux et la capitalisation du surtravail sous forme argent, d'une part, une division et une opposition du travail manuel et du travail intellectuel, une suppression de l'intelligence du travail exploité et sa concentration du côté du capital, et de l'autre, un acte de travail divisé, parcellisé et indifférencié. Mais il faut ajouter : cet acte de travail est divisé arbitrairement et de surcroît, *indifférencié, il est différencié arbitrairement* pour permettre des rémunérations différentes et concurrentielles. Nous retiendrons donc que, particulièrement à l'époque scientifique d'exploitation du travail, le salariat détermine l'apparition d'un *travail indifférencié*, c'est-à-dire d'un acte de travail simple en soi, exigeant peu d'intelligence pour sa réalisation, facilement assimilable et interchangeable.

Cet acte de travail indifférencié survient paradoxalement au sein de processus de production très technisés, *exigeant en fait une conception collective et une intelligence sociale réelle de leurs corrélations avec la société et la nature.*

Toutes choses qui échappent au commandement intellectuel capitaliste mais qui peuvent assurément relever d'un processus révolutionnaire où des travailleurs indifférenciés, contestant la répartition capitaliste du travail, exigeraient plusieurs postes de travail plus ou moins indifférenciés *dans des branches d'industrie différentes* pour développer leur intelligence sociale et technique d'une production communautaire.

2. La production institutionnellle

La « liberté » du travailleur sur le marché du travail suppose une coercition d'usine pour que s'exercent la division et la cotation forcée du travail. Cette coercition ne peut que s'exercer en un lieu clos, coupé et ignoré du monde extérieur. Le salariat suppose donc un enfermement au travail, un enfermement dans l'usine ou dans le lieu de production : une coupure de la vie dans l'usine et de la vie hors de l'usine.

La vie dans l'usine étant sacrée comme « non politique », la vie hors de l'usine sera à son tour divisée selon le même mode d'enfermement et de séparation en politique et « non politique », c'est-à-dire en « existentiel ».

Le salariat et l'usine qui en est la forme vivante, supposent donc qu'au-dehors la division sociale capitaliste de l'existence prolonge l'ordre capitaliste de la division du travail, étant donné que *c'est bien la place dans le travail qui confère à chacun sa place dans la société.*

L'atomisation des individus, la décomposition de leurs existences impliquant donc une autorité de commandement social — l'Etat — pour faire respecter et recevoir comme « naturels » l'ordre du travail — celui du salariat — au-dedans de l'usine, et la division sociale qui, au-dehors, lui correspond. Tout comme le salariat exige des « libres vendeurs de force » de travail et une coercition d'usine, il exige leur constitution en « libres individus » soumis à l'Etat.

On conçoit alors que *l'usine-machine sociale du salariat, fondée sur le mode capitaliste de la division du travail, extorque en conséquence non seulement de la plus-value (absolue et relative) mais aussi du savoir, du pouvoir et du temps libre.*

La concentration du savoir, du pouvoir, du temps libre et de la plus-value à un pôle, celui du capital, ne résulte que de leur exclusion à l'autre pôle, celui des travailleurs. L'accumulation concentrée de savoir, de pouvoir, de temps libre et de plus-value se réalise évidemment au cours du *processus social et historique* de leur circulation.

L'usine est alors la matrice productrice et reproductrice des classes antagonistes, des exploiteurs capitalistes, des exploités salariés et des institutions. En définissant le salariat comme rapport d'oppression (extorsion de temps libre, de savoir et de pouvoir et décomposition-atomisation de l'existence) indissociable du rapport d'exploitation (extorsion de plus-value) et non plus comme un simple rapport d'exploitation fondé uniquement sur la propriété privée des moyens de production, on s'aperçoit qu'en théorie (comme dans la réalité) la limite du salariat réel ne recouvre pas entièrement l'étendue du salariat apparent.

Au sein du salariat, les véritables salariés sont ceux qui subissent les quatre aspects de l'exploitation et de l'oppression, tandis que les salariés déguisés — les serviteurs du capital : cadres, ingénieurs, chercheurs — sont ceux qui en profitent, ne serait-ce qu'en temps libre, en savoir, en pouvoir, en libéralité dans leur régime de travail. La démarcation des classes antagonistes du capital et du salariat ne recouvre donc pas la ligne exacte qui délimite la

propriété privée des moyens de production de son absence. Cette conception du pouvoir comme résultant essentiellement d'une extorsion et d'une concentration pour exercer une fonction d'oppression — de décomposition de l'existence et de soumission des libres individus — nécessaire au salariat) et non pas seulement à la classe bourgeoise) ne pose aucun doute dans l'œuvre de Marx.

C'est bien la raison pour laquelle à propos de l'antagonisme de l'Etat et de la commune « dont le décret de loin le plus important... instituait... l'association des travailleurs » (Engels, Introduction de 1891 à « la Guerre civile en France »)... Marx déclarait : « *La Constitution Communale aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'alors absorbées par l'Etat parasite qui se nourrit sur la Société et en paralyse le libre mouvement* » (La Guerre civile en France), ou encore (id. Premier Essai) : « *Ce fut une révolution contre l'Etat lui-même cet avorton surnaturel de la Société ; ce fut la reprise par le peuple de sa propre vie sociale.* »

D'une autre façon, cette circulation de l'oppression, ce processus de production des formes sociales en première instance est également circulation de la contradiction de classe, reproduction des formes sociales contradictoires de la société de classe. En effet l'usine fonctionne comme une unité. Mais cette unité est fictive puisqu'elle matérialise la contradiction exploités-exploitants. De surcroît, elle fait croire à l'unité du processus de production comme à la nécessité technologique et économique de la production elle-même. Tout ceci est encore fictif. Nous venons de voir que réellement le processus capitaliste de travail engendre une « scission au sein du travailleur collectif » (Capital t. 2, p. 50) entre salariés réels et formels.

En ce qui concerne l'Etat, ces traits se retrouvent spécifiés de la façon suivante : la forme contradictoire de l'Etat est matérialisée par la contradiction entre sa *figure fictive* (mais néanmoins matérielle, aussi matérielle que la fiction du capital et du savoir « sources » de la production) de représentant de l'intérêt général (les instances délibératrices, Parlement, Sénat, Conseils généraux), d'autorité suprême « source » de la vie civile (la Présidence, l'Exécutif, les préfets) et le *pouvoir réel* de la classe dominante. Ce pouvoir réel s'exerce sous le débat fictif illusoire des instances délibératrices. Ce débat est miné par les idéologues de la classe dominante, véritables girouettes, aux oreilles tendues l'une vers l' « intérêt général » l'autre vers le capital. La fraction dirigeante qui occupe la Présidence et l'exécutif se recrute parmi ces acteurs nés au Grand Théâtre, et l'on sait que la concurrence est sévère pour la répartition des principaux rôles. Dans sa constitution même, l'Etat répond donc au statut marchand de la division capitaliste du travail.

On conçoit donc que la fonction essentielle d'oppression salariale de l'Etat — cette fonction supra-sociale qui agence et reproduit la décomposition de l'existence des individus et par laquelle la domination de la classe dominante est médiatisée — soit répartie entre toutes les instances du « *pouvoir d'Etat, dont le travail est divisé et centralisé comme dans une usine* » (Marx, le 18 brumaire) ; entre toutes les instances qui assurent chacune une fonction particulière dans le système : armée police, université, culture, appareil économique de l'Etat. Chacune d'entre elles dispense pour son propre compte l'oppression de l'Etat et entretient la religion supra-sociale. Voilà pourquoi Engels qualifiait l'Etat de « bric-à-brac » après avoir déclaré que « *l'Etat s'offre à nous comme la première puissance idéologique sur l'homme* » (Engels, Ludwig Feuerbach).

Toute lutte associative fait donc éclater les contradictions de la machine d'Etat. Les institutions oppressives qui dispensent la religion de l'Etat se révèlent alors répressives, la répression est le moment nu de l'oppression quand s'affirme à l'horizon la négation de l'Etat. On peut ici conclure que la thèse althussérienne des « Appareils Idéologiques d'Etat » complémentaire d'une prétendue thèse « marxienne » des « Appareils répressifs d'Etat » est exclusive précisément de l'Etat en tant que machine d'oppression du salariat. C'est que le concept d' « Appareils Idéologiques d'Etat » s'adjoint fort bien jusque dans l'expression à la notion léniniste de « capitalisme monopoliste d'Etat » et au respect de l'oppression du travail salarié et des fonctions économiques de l'Etat que celle-ci suppose. Or là encore Engels est formel, il ne saurait y avoir d' « Etat prolétarien » mais une « Communauté » c'est-à-dire une fédération des Communes (lettre à Bebel sur Gotha) car « l'Etat moderne quelle qu'en soit la forme est une machine essentiellement capitaliste en idée » (Anti-Dühring, p. 317).

On peut évoquer brièvement la circulation de l'oppression (et de la forme sociale contradictoire) jusque dans l'institution familiale qui elle aussi vit une unité fictive, à laquelle chacun tente illusoirement d'adhérer, alors qu'elle matérialise un rapport d'oppression et d'exploitation de la femme et des enfants sous la coupe de l'Etat qui délègue le père comme son plus sûr agent... Comme autre preuve que la recomposition collective de l'existence liée à la pratique de l'association conditionne la théorie des formes sociales contradictoires, il est utile de citer l'éclair méthodologique de la XIe Thèse sur Feuerbach qui l'illustre clairement : « *Il faut donc comprendre (la base matérielle) dans sa contradiction pour la révolutionner ensuite pratiquement en supprimant la contradiction. Donc une fois qu'on a découvert par exemple, que la famille terrestre est le secret de la famille céleste, c'est la première désormais dont il faudra faire la critique et qu'il faudra révolutionner dans la pratique.* »

Sans nous étendre ici, nous dirons que la fonction sociale essentielle des institutions consiste à *produire* les salariés réels soumis à l'oppression et tout autant les salariés formels agents de l'oppression et de l'exploitation. Concurrence des individus, soumisssion aux pouvoirs, enfermement institutionnel sont les règles d'or qui préparent en chaque lieu à l'intériorisation du salariat. Et qui dit intériorisation de l'oppression dit forcément production de l'individu : Individu contradictoire agencé selon la contradiction entre sa soumission au travail et à l'Etat et ses volontés de fuite individuelle ou bien de libération collective contre le travail et les institutions... Qui ne connait le malaise de la rentrée de lundi au travail ? Si l'oppression (intériorisée) est un concept-clé relatif à la production et au développement des individus, on en saisira la pertinence en anthropologie physique.

Les fécondités différenciées, les tailles des individus, la répartition inégale des maladies selon les classes (une fois tenu compte des paramètres génétiques) ne constituent-elles pas des preuves que la soumission à l'oppression ou la participation à l'oppression sont des facteurs essentiels du développement du corps et de la personnalité des individus ? Abstraction faite des motifs idéologiques, le nombre d'enfants par couple n'est-il pas fonction du prix de la force de travail de l'agent reproducteur comme des données du marché toujours excédentaire du travail... (1) ?

De ceci nous conclurons que la production différenciée et inégale des individus dans le système salarial est elle-même *idéologique*, fictive. Et cela avant même que ne s'élabore la simple représentation — sous forme toujours idéaliste dans un tel système — de la réalité telle qu'elle est produite. « *Mais chaque idéologie, une fois constituée se développe sur la base des* éléments de représentation donnés *et continue à les élaborer, sinon elle ne serait pas une idéologie, c'est-à-dire le fait de s'occuper d'idées comme d'entités autonomes, se développant d'une façon indépendante et uniquement soumises à leur propre loi* » (Engels dans Ludwig Feuerbach).

Autrement dit, si le système produit des individus inégaux, nous saurons qu'une simple représentation scientifique de cette réalité qui ne démonterait pas le processus de cette production serait elle-même idéologique sans même parler ici du point de vue idéologique de classe qui interprèterait la « nature » en fonction de ses intérêts. Ce point est important si l'on veut élucider la nature des productions idéologiques — structurelles — du système sans tomber dans les vieilles litanies qui attribuent un rôle de démiurge à l'idéologie de la classe dominante comme si elle procédait à la manière d'une injection.

Il va de soi que, seul, le point de vue révolutionnaire de l'association démonte le processus de production sociale. Les travailleurs salariés réels s'affirment par elle les producteurs *réels* non seulement des produits, mais aussi du capital et des institutions sociales. Et cela contre toutes les apparences de la société salariale. *Dès lors, on peut comprendre que la lutte de classe (pour les intérêts de classe) est le moteur de la société productive et institutionnelle — le principe même de sa production et de sa reproduction et que, par ailleurs, la lutte révolutionnaire de classes (par et pour l'association) est le moteur de sa rupture.* (à suivre)

Claude BERGER

(1) Sur ces points, voir notre livre, chapitre « Salariat et détermination physique des individus et des classes ».

SUR VICTOR COUSIN

Au moment où l'enseignement de la philosophie dans les lycées fait l'objet des « attaques » de monsieur Haby et suscite la réaction corporatiste des enseignants, les Editions Solin ont la bonne idée de rééditer le discours fameux que Victor Cousin prononça en avril et mai 1844 devant la Chambre des Pairs « Défense de l'Université et de la Philosophie ». Texte remarquable, contre l'Eglise et ses défenseurs de l'époque, qui éclaire rétroactivement les rapports entre l'Etat et la philosophie, et qui ainsi que le dit Danielle Rancière dans sa présentation, suggère d'utiles réflexions sur ce que serait la philosophie dans un système étatique de gauche : « Il faut imaginer un Victor Cousin épistémologue. »

Galar

LES FRACTIONS REVOLUTIONNAIRES
DANS LA GAUCHE ALLEMANDE
HISTORIQUE ET ACTUALITE DU PROBLEME

C. MICHEL

« Les petites chaînes de la diplomatie syndicale au service de la domination du capital ont été très efficaces dans la période de stagnation politique antérieure à la guerre mondiale. Dans la période de la révolution, elles échoueront lamentablement. Déjà, toutes les révolutions bourgeoises des temps modernes ont été accompagnées d'un puissant mouvement de grèves : aussi bien en France, au début du XIXe siècle, pendant les révolutions de juillet et de février, qu'en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Italie. Tout grand ébranlement social fait naturellement surgir, d'une société reposant sur l'exploitation et l'oppression, de violentes luttes de classes. Tant que la société bourgeoise maintient l'équilibre de son train-train parlementaire, le prolétaire, lui aussi, reste patiemment dans l'engrenage du salariat, qui passe pour immuable.
Mais dès que l'équilibre entre les classes est rompu par un tempête révolutionaire, le doux clapotis de la surface se transforme en lames menaçantes. Les profondeurs elles-mêmes se mettent en mouvement, l'esclave ne se soulève plus seulement contre la pression trop douloureuse de ses chaînes, il se rebelle contre ses chaînes elles-mêmes. »
Rosa LUXEMBOURG, « Die rote Fahne », 27 novembre 1918.

Dans un précédent article, nous avons tenté de tirer les leçons politiques de rapports entre frastions révolutionnaires dans la 1e Internationale (A.I.T.). Nous avions à ce propos constaté que de la retombée du mouvement prolétarien suivant l'écrasement de la Commune de Paris était résultée une fuite en avant devant ce problème trouvant son expression à la fois dans l'anarchisme et la social-démocratie. Seule la naissance d'un nouveau mouvement ouvrier en rupture avec ce passé contre-révolutionnaire pouvait remettre les perspectives communistes à l'ordre du jour. C'est ce qui allait se produire avec la remontée révolutionnaire des deux premières décennies du XXe siècle, tout particulièrement en Allemagne.

I. Remarque préliminaire

L'évolution de ce que l'on nomme la « Gauche Allemande » est inséparable des événements qui ont marqué le mouvement prolétarien allemand après la première guerre mondiale. Même si ceux-ci seront — dans le cadre restreint de cet article — le plus souvent passés sous silence. Nous renvoyons pour plus de détails aux ouvrages édités ou réédités ces dernières années (1) sur cette période historique.

II. Rappel des rapports entre fractions ouvrières en Allemagne

A la veille de la fondation du Parti Communiste d'Allemagne (K.P.D.) les organisations allemandes se réclamant du socialisme sont les suivantes :

1. Le Partis Social-Démocrate (S.P.D.) : « socialistes » de droite.
2. Le Parti Social-Démocrate Indépendant (U.S.P.D.), fondé en avril 17 par un groupe de députés exclus de la fraction social-démocrate.
3. Les Hommes de Confiance Révolutionnaire (R.O.), état-major de délégués d'entreprise.
4. Les Internationalistes divisés en plusieurs tendances :

— le groupe de l' « Internationale » formé en mars 1915. Les spartakistes appartiendront à l'U.S.P.D. d'avril 17 au 1er janvier 19 au titre de « Groupe Spartakus autonome » ;

— le groupe des « Socialistes Internationaux » (I.S.D. puis I.K.D.) ;

— les « radicaux de gauche », principalement à Brême et à Hambourg.

II. 1. Période « K.P.D. »

Le K.P.D. se forme par le regroupement de différentes tendances internationalistes, les tentatives pour élargir celui-ci aux R.O. échouant. Cette constitution est accélérée par plusieurs faits ; en particulier la conférence nationale des IKD le 24 décembre 18 à Berlin, prenant position pour la formation d'un parti communiste en Allemagne avec ou sans les spartakistes, et les pressions faites par K. Radek à la fois sur les IKD (pour les convaincre de se lier à Spartakus) et les spartakistes (pour qu'ils rompent avec l'U.S.P.D.). Finalement, la Ligue Spartakus se place, de fait, hors de l'U.S.P.D. en convoquant deux conférences nationales, dont la seconde, le 30 décembre 1918, sera le congrès constitutif du K.P.D. A ce congrès, où spartakistes et « radicaux » ne représentent pas des tendances homogènes séparées par une frontière facile à tracer, sont adoptés le programme, rédigé par Rosa Luxembourg sous le titre « Que veut Spartakus » (2) et le sigle de « Parti Communiste Allemand » (Ligue Spartakus), K.P.D. (S), à l'unanimité.

Après l'assassinat de Luxembourg et la volonté croissante, en particulier sous l'effet des manœuvres de Radek, de « bolchévisation » du parti, des divergences importantes vont s'affirmer entre :

— la droite (Lévi) espérant une réunification avec l'U.S.P.D. ;

— la minorité « luxembourgiste » qui tout en pensant que la révolution sera longue préconise une participation totale aux mouveents spontanés ;

— la majorité, rejointe par beaucoup de spartakistes, qui estime la situation potentiellement révolutionnaire ;

— la future tendance « nationale-bolchévique » (Wolffheim-Laufenberg) qui tout en soutenant l'organisation autonome de la classe ouvrière s'efforce d'empêcher les actions tendant à la guerre civile en Allemagne.

Ces oppositions éclatent à la conférence de Francfort (août 19) où Lévi lance une ligne « centraliste » destinées à exclure, à court terme, les courants de gauche. Il y échoue, ses « invités » (délégations tronquées) passant aux positions de gauche et privant la Centrale léviste du droit de vote lors des prochains congrès. Cette décision restera lettre morte lors du Congrès d'Heidelberg (20-24 octobre 19) où la gauche, majoritaire, est exclue, le K.P.D. étant alors dominé par la droite, c'est-à-dire Lévi et surtout Radek, guidé par l'idée de la fusion avec la gauche de l'U.S.P.D.

II. 2. Période « K.A.P.D. »

Avant de former le K.A.P.D., l'opposition se regroupe autour de trois centres : Hambourg, Brême et Berlin. Ce n'est qu'après le IIIe Congrès du K.P.D. et face à l'attitude de celui-ci pendant le putsch de Kapp que le K.P.D. (O) (O, pour Opposition) se décide à former un nouveau parti. Le congrès de fondation a lieu les 4 et 5 avril 1920. Les délégués présents représentent 38 000 militants et d'autres régions rejoindront le parti après sa fondation. La majorité (Berlin) rejette le « national-bolchévisme » tout en faisant un compromis avec la tendance voulant l'abolition de la forme parti (O. Rühle). Le K.A.P.D. va s'illustrer dans des actions de sabotage contre les envois de munitions à l'armée polonaise, des mouvements de grève, et plus particulièrement pendant l'action de mars. Il y soutient les commandos armés organisés par Max Hölz, dont les sections d'assaut comptent 2 500 ouvriers.

Mais après la retombée du mouvement, le fossé s'élargit entre les défenseurs inconditionnels de l'action de mars (H. Gorter et d'autres leaders du K.A.P.D.) et ceux qui pensent qu'elle était « un crime dont le V.K.P.D. (fusion du squelettique K.P.D. et de la gauche de U.S.P.D.) porte l'entière responsabilité » (O. Rühle). Ces divisions conduisent, durant le IIe Congrès de l'Internationale « Communiste » (juillet 1920) à l'occasion duquel O. Rühle développe une critique radicale de la dite Internationale et du bolchévisme, à la scission entre :

— K.A.P.D.-A.A.U.D. (Gorter, majorité du parti) ;

— A.A.U.D.-E. (Rühle).

Une nouvelle scission se produit en juillet-août 1921 à propos de la perspective d'une nouvelle internationale (K.A.I., Internationale Ouvrière Communiste) entre :

— les dirigeants de Berlin animant un « Bureau d'Information et d'Organsation » de la KAI, formant le K.A.P.D. — tendance Essen.

— le K.A.P.D. — tendance Berlin, plus activiste, représentant la majorité du Parti et jugeant inopportun de construire une internationale avant d'implanter solidement le K.A.P.D. L'émiettement de la gauche allemande, produit du recul de mouvement social, va alors aller en s'accélérant. Aucune base n'existe plus ni pour des partis ni pour des unions ouvrières. Les tentatives de regroupements communistes, qui se produiront jusqu'à la guerre, seront éphémères : Ligue communiste de Conseils (1926), Union Ouvrière Communiste — K.A.U. (1931), Hommes de confiance révolutionnaires, Groupes des socialistes internationaux, etc.

II. 3. Gauches distinctes du K.A.P.D.

La vague révolutionnaire allemande a amené l'essor de courants radicaux distincts du parti communiste (K.P.D. puis K.A.P.D.) même s'ils se rejoignent dans l'action pratique quotidienne. Nous ne les évoquerons que rapidement, leur étude débor-

dant du cadre restreint de cet article, mis à part ce qui concerne les rapports K.A.P.D. — A.A.U.D.

II. 3. 1. Gauches syndicalistes

La FAUD (S), dirigée à l'origine (1919) par un centre de vieux anarcho-syndicalistes pacifistes se divise rapidement en trois tendances :

— la direction minoritaire anarcho-syndicaliste

— la tendance activiste et « anti-dogmatique » regroupée autour de la revue de Düsseldorf « La Création »

— la tendance la plus importante, la « FAU de Gelsenkirchen » qui deviendra l'organisation économique du V.K.P.D.

II. 3. 2. Gauche Unioniste

Le critère d'adhésion à l'AAU est de se déclarer partisan de la dictature du prolétariat et de rejeter toute idée de lutte réformiste ou catégorielle. On retrouve à la fondation de l'A.A.U.D. (février 20) les mêmes principales tendances que dans le K.A.P.D. ainsi que des tendances minoritaires voyant dans les unions des organes intermédiaires entre Parti et classe ou préconisant l' « unionisme industriel ». L'A.A.U.D. atteint son sommet début 1921 avec environ 150 000 membres. Son évolution ultérieure se confond avec celle du K.A.P.D.

II. 3. 3. Gauches du K.P.D.

Ces gauches se constituent principalement à partir de 1925 en opposition à la direction Maslov-Fischer (4).

— Ligue Spartakus nº 2 (groupe Katz)

La ligue spartakiste des organisations communistes de gauche (Spartakus nº 2) est fondée le 28 juin 1926 par le « K.P.D. de gauche » d'Ivan Katz de concert avec l'A.A.U.E. et l'Union Industriellle des Transports. Elle combattra durant un an pour la constitution d'un « parti révolutionnaire autonome » luttant pour la dictature des conseils ouvriers.

— groupe « politique communiste » (groupe Korsch)

Le groupe « Gauche résolue » (Korsch-Schwarz), éditeur des cahiers de discussion de la gauche « Politique communiste », est exclu du K.P.D. le 3 mai 1926. Il se scinde rapidement en deux :

— le groupe Schwarz (gauche résolue) ;

— le groupe Korsch plaidant pour une alliance tactique avec l'opposition de gauche de Maslov et Fischer. Il rejette cependant Zinoviev, Trotsky et le trotskisme tout en saluant comme allié le groupe Sapranov, plus radical et l'opposition ouvrière, de même que le groupe d'opposition franco-italien groupé autour d'Amadeo Bordiga.

— Gauche résolue

Dès son début, le nouveau groupe entretient des rapports étroits avec le K.A.P.D. avec lequel il fusionne en juin 1927. Considérant que la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour également en Russie, sa sympathie allait au groupe de Miasnikov.

III. LES LEÇONS POLITIQUES

III. 1. Rapports entre fractions au sein de la gauche allemande

Ce qui domine tout d'abord et fait la richesse de la gauche allemande, c'est la multiplicité des apports, comme l'acceptation de la multiplicité des tendances. Ceci est vrai dès la fondation du K.P.D. Deux images opposées, aussi fausses l'une que l'autre, ont été données de ce congrès :

— pour l'histoire officielle, le mouvement radical en 1918-19 est ramené à celui des spartakistes. Ainsi est masqué le fait que, sans être I.K.D., l'immense majorité des congressistes adhère aux thèses de ce groupe (anti-parlementarisme, anti-syndicalisme, etc.) ;

— en réaction à cette falsification, la position inverse consiste à nier toute influence positive des spartakistes, présentés comme une simple préfiguration du K.P.D. de Lévi puis du V.K.P.D. Or, si les I.K.D. de par leur rupture plus ancienne avec la social-démocratie étaient parvenus à des positions plus avancées, l'apport des spartakistes et de Rosa Luxembourg en particulier n'en est pas pour autant mineur. En effet, l'analyse de R. Luxembourg du capitalisme entré dans sa phase de décadance constitue la base qui sous-tend l'ensemble des positions qui pourront être développées par la gauche, par exemple :

— sur la question syndicale,

— sur les syndicats,

— sur la critique de l'ancien mouvement ouvrier. Rappelons à ce sujet que sa critique ne se limite pas à celle des chefs sociaux-démocrates mais n'épargne pas Marx et Engels eux-mêmes,

— sur la division entre programme minimum et programme maximum,

— sur la révolution russe et le parti bolchévique, question sur laquelle Luxembourg se montrera beaucoup plus lucide et critique que les ex-I.K.D.

C'est également durant le congrès de fondation que, lors des discussions avec les hommes de confiance, Liebknecht rompt avec ceux-ci à cause de leur refus de la position anti-parlementaire du K.P.D., position combattue par Liebknecht lui-même. Le non respect du libre jeu des tendances, la volonté de faire passer ses positions à tout prix, auraient pourtant permis à ce dernier, au travers d'un accord avec les R.O. d'obtenir une changement de majorité.

Ce processus d'une cohérence qui se dégage sans être à aucun moment détenue par une seule tendance ou fraction se vérifie tout au long de l'évolution de la gauche allemande. L'exemple d'Otto Rühle en est caractéristique, d'une lucidité incomparable sur des points comme la nature du régime instauré en Russie par les bolchéviques ou la IIIe Internationale mais incapable de saisir l'apport réciproque et distant du K.A.P. et de l'A.A.U.

III. 2. Rapports avec la classe

Ce qui fait l'importance de la gauche allemande, est fondamentalement l'affirmation théorique et pratique de l'autonomie ouvrière. Celle-ci, déjà en germe dans les positions défendues antérieurement par Rosa Luxembourg ira en s'éclaircissant au fur et à mesure du développement du processus.

Cette vision implique obligatoirement la reconnaissance des orgranisations d'entreprise autonomes vis à vis du parti (A.A.U.). Il faut ici insister sur le fait que celles-ci naissent indépendamment du K.P.D. puis du K.A.P.D. et non sous la pression volontariste de ceux-ci (visant à les transformer en «cellules d'entreprise » à la manière léniniste) même si le K.A.P.D. les soutient. Ce n'est qu'avec la retombée de la vague révolutionnaire que l'A.A.U.D. tend à se confondre avec le K.A.P.D. jusqu'à ce qu'il n'existe plus qu'une organisation unique.

III. 3. Rôle des fractions révolutionnaires durant la phase de dictature du prolétariat

Nous avons, dans un article précédent, tenté de définir la dictature du prolétariat « en tant que pratique révolutionnaire » tout en montrant son actualité. Concernant la place de l'organisation des communistes durant cette phase révolutionnaire, les positions du K.A.P.D. définies en particulier dans les « Thèses sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne » (5) montrent un niveau de clarté rarement atteint depuis. En dégageant le rôle des révolutionnaires dans le combat pour la dictature des conseils, la gauche allemande a su ne pas tomber dans les erreurs « conseillistes » qui marqueront sa dégénéréscence ultérieure. A la lutte pour la « forme conseil » est constammment liée la défense des positions communistes au sein de celle-ci. Pour les K.A.P.D.istes, l'organisation des révolutionnaires ne se fond pas dans l'organisation unitaire de la classe (A.A.U., assemblée générale, conseil) mais combat de façon distincte pour « une organisation des conseils exerçant la totalité du pouvoir politique et économique », pour « la réalisation du programme révolutionnaire maximum ». Ceci exclut toute idée d'un parti de masse, fondement de la vision contre-révolutionnaire bolchévico-socialo-démocrate ; « un parti politique comme Parti Communiste Ouvrier (KAPD), progressant en avant et se modifiant rapidement en liaison avec le processus révolutionnaire mondial, ne peut jamais avoir une grande importance quantitative (à moins qu'il ne régresse et se corrompe) », mais « a comme tâche de rassembler les éléments avancés de la classe ouvrière » (Programme du K.A.P.D.). En conclusion, on peut résumer les leçons politiques de la Gauche Allemande en quelques grands points :

A) Toute période de montée des luttes, et a fortiori toute période révolutionnaire implique — à un niveau organisationnel — un double mouvement : *vers la constitution de fractions politiques, d'une organisation communiste et de réseaux de groupes ouvriers, d'unions ouvrières*. Ce double mouvement, ayant pour but l'homogénéisation de la conscience de classe, passe à la fois par une distinction claire entre ces deux types d'organisations et la nécessité d'actions communes entre elles. Chacune d'elles a ses fonctions propres au sein du processus révolutionnaire.

B) L'organsation des révolutionnaires, ce parti qui « n'est pas un parti dans le sens traditionnel du terme » doit donc contribuer, par son action et ses positions à la *formation de groupes ouvriers communistes hors des syndicats*. Mais son action ne se limite pas à cela. Regroupant des militants sur des bases précises, il vise à être *un facteur de clarification politique au sein de la classe*. Pour cela, il se doit de défendre en toute circonstance des positions « maximum » même s'il doit pour cela se retrouver en situation très minoritaire.

C) Les leçons tirées de l'évolution de la 1ère Internationale se

trouvent confirmées par celles de la gauche allemande, à savoir que *à l'intérieur de l'organisation des révolutionnaires, l'existence de fractions organisées n'est que le produit naturel de l'hétérogénéité de la conscience de classe* comme le montrent les apports divers au sein du K.P.D. puis du K.A.P.D., et que *aucune organisation ne peut se proclamer l'organisation révolutionnaire seule et unique*.

Mais comme dans le cas de la 1ère Internationale, à une période de clarification allait succéder une profonde vague contre-révolutionnaire qui allait balayer l'essentiel de ces leçons, si bien que les références à la gauche allemande allaient devenir bien souvent un facteur de confusion.

IV. QU'EST-IL ADVENU DE CES LEÇONS POLITIQUES ?

La praxis mise en avant par la gauche allemande ne peut bien entendu pas être considérée dans un cadre national. D'autres groupes ou partis, bénéficiant également d'une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire sont parvenues dans la même période à une rupture voisine avec la contre-révolution. Mise à part la gauche hollandaise, dont l'évolution est étroitement liée à celle du K.A.P.D., des gauches ont existé également en Bulgarie, en Espagne, en Russie, en Grande-Bretagne, etc. A partir de la constatation de ce « caractère mondial » de la gauche, la tentation peut être grande d'amalgamer les différents courants suivant la 1ère Guerre Mondiale. C'est ainsi que la confusion a pu être faite... et entretenue entre la gauche communiste et le bolchévisme, la « gauche italienne »,... le résultat final étant invariablement d'émasculer la gauche allemande en dissimulant ses acquis politiques.

IV. 1. Gauche allemande et bolchévisme

Il n'est pas question ici de se lancer dans une analyse du bolchévisme et de la signification des « relents sociaux-démocrates » qui marquent toute son évolution. Bornons-nous à rappeler qu'une frontière infranchissable existe entre l'autonomie ouvrière défendue par la gauche, et les conceptions concrétisées par le discours et la pratique du parti bolchévique, en particulier :

— la dictature du parti, découlant de la vision anti-matérialiste de la conscience développée en particulier par Kautsky et Lénine. Reposant sur le mythe du parti d'avant-garde exprimant à tout moment les positions les plus avancées de la classe, tout en étant l'instrument de la construction d'un « socialisme national », elle est l'expression politique du capitalisme d'Etat.

— l'Etat démocratique des ouvriers et des paysans, accompagné du « mot d'ordre petit bourgeois, la terre à ceux qui la travaillent », menant à subordonner les intérêts historiques du prolétariat aux intérêts immédiats de catégories dont la survivance est liée à celle du Capital lui-même. Les frères d'armes des communistes allemands en Russie, n'ont été à aucun moment les « bolchévichs-léninistes », mais ceux des militants qui, à l'intérieur comme à l'extérieur du parti bolchévique, ont combattu sur des positions de gauche, la politique de ceux-ci. Ce sont ces « gauchistes » qui dès 1905, avec Bogdanov, engageaient la lutte contre le « tsarisme de parti de Lénine », allaient mener un combat vingt ans contre les mensonges proférés à leur égard puis contre la répression de plus en plus sanglante, qui constituent la véritable gauche communiste russe.

IV. 2. Gauche allemande et gauche italienne

Au delà des critiques sur le parlementarisme, le frontisme, etc. (qui ne sont bien entendu aucunement négligeables), la séparation en ce qui concerne les rapports Parti-classe est encore plus tranchée que vis à vis des bolchévichs. Alors que chez ces derniers, des ambiguïtés — du moins théoriques — persistent, chez Bordiga et ses continuateurs, tout est particulièrement clair. La « conscience socialiste » est « totale », « achevée » et « invariante » depuis la publication du manifeste communiste. Elle est « intégralement » et « exclusivement » renfermée dans le Parti, véritable gardien des tables de la loi. Elle est par conséquent absolument « extérieure » au prolétariat, auquel il ne reste plus qu'à se plier à la ligne définie par le Parti, et s'il le faut à subir sa terreur :

« Evidemment, nous n'admettons pas seulement qu'une minorité parmi les vivants actuels puisse diriger la marche en avant historique contre la majorité (même dans la classe), mais, en outre, nous pensons que seule cette minorité peut se relier à la lutte et aux efforts des militants de toutes les générations passées et de celles qui viennent, en agissant dans la direction du programme et de la société nouvelle, dont la doctrine historique a été exactement et clairement formulée à l'avance.

Cette construction que nous proclamons hautement à la face des philistins de toujours : dictature du parti communiste, est incontestablement contenue dans le système de Marx. »

(Bordiga, Le Programme Révolutionnaire, 1958).

Il apparaît à l'évidence que la simple référence au prolétariat est ici purement idéologique !

IV. 3. Aujourd'hui comme hier : nécessité et difficulté d'une rupture approfondie avec la contre-révolution

Ce qui différencie fondamentalement la gauche allemande des courants comme ceux que nous venons de considérer, c'est le processus de rupture avec la contre-révolution de l'ancien mouvement ouvrier (sous ses forme social-démocrate et anarchiste) qu'elle a assumé. Les tâches de constitution d'un mouvement ouvrier nouveau, et qu'elle ne pouvait conduire totalement à bien à elle seule, étaient hier comme aujourd'hui particulièrement difficiles. Il est plus facile de se réfugier dans la répétition passive de positions anciennes que de savoir définir les nécessités de l'heure présente. Innover chagrine toujours les esprits religieux qui préfèrent se consacrer au culte des ancêtres, mais il n'existe pas d'autres solutions pour ceux qui veulent assumer collectivement leur passion révolutionnaire. Non pas innover pour le plaisir de faire du neuf. Sur beaucoup de points, le mouvement actuel est encore très en retrait par rapport au K.A.P.D. et à l'A.A.U.D. Une compréhension s'élevant à celle passée de la gauche allemande de ce que doivent être les rapports entre fractions révolutionnaires, le fonctionnement (7) et le rôle d'une organisation communiste, serait un grand pas en avant. Mais pour que celui-ci soit vraiment utile, il est nécessaire de ne pas s'arrêter aux leçons d'une expérience, aussi enrichissante soit-elle, et d'avoir vis à vis d'elle le même esprit critique qu'elle a su avoir vis à vis d'aussi « glorieux pionniers » que Marx et Engels.

Rompre avec la contre-révolution, c'est bien entedu d'abord critiquer globalement les courants dont l'importance idéologique n'est que le produit de l'échec du mouvement communiste des années 20, et donc en premier lieu le léninisme et ses sous-produits staliniens, trotskystes, bordiguistes (pour ne pas parler de la social-démocratie « classique » qui a derrière elle 100 ans de bons et loyaux services au profit de la bourgeoisie). Mais c'est aussi ne pas oublier que si la gauche allemande a su sous la pression du mouvement social résoudre de façon apparemment satisfaisante le problème politique du rapport entre fractions révolutionnaires (dans son propre fonctionnement et dans ses rapports avec l'A.A.U.D.), avec la retombée de celui-ci, elle s'est réappropriée la même logique bureaucratique que d'autres organisations, même si c'est sous une forme atténuée. C'est ainsi qu'à la bi-partition du parti, en 1922, la direction berlinoise apparut ne représenter qu'une minorité et dut se replier sur Essen. Affronter de façon révolutionnaire la question de l'organisation implique non seulement le rejet de toute tentative de réactualisation de formules qui ont largement démontré leur caractère bourgeois, comme les centralismes dits « démocratiques » ou « organiques », mais, au delà, de tout fétichisme organisationnel. Toute solution de facilité, visant à une « efficacité immédiate », ne peut que déboucher sur les conséquences mises en évidence il y a plus de 60 ans par Rosa Luxembourg à propos de la social-démocratie allemande : *« Ce sont précisément la puissante organisation et la discipline tant vantées de la social-démocratie allemande qui firent qu'un organisme entier de quatre millions d'hommes se permit de tourner casaque du soir au matin à l'instigation d'une poignée de parlementaires et se laissa intégrer à une structure dont le renversement avait été son but de tout temps » (Die Internationale n° 1, 1915).*

Cette relativisation de l'organisation, la prééminence du processus social, n'implique absolument pas l'absence d'engagement militant et de responsabilité organisationnelle. Bien au contraire, le refus de toute « politique de chefs » implique une cohérence à toute épreuve entre l'individu et le collectif, entre militant et organisation. Ni le laminage du parti de masse (ou plus souvent du groupuscule aspirant à jouer ce rôle), ni le copinage des relations informelles (les deux pouvant se rejoindre dans le « Parti-Famille») ne peuvent permettre d'assumer les tâches qui se présentent dès aujourd'hui aux révolutionnaires.

« Pour le KAPD — à l'opposé de Moscou — la révolution n'est pas un affaire de parti, le parti n'est pas une organisation autoritaire, de haut en bas, le chef n'est pas un supérieur militaire, la masse n'est pas une armée condamnée à une discipline passive, la dictature n'est pas le despotisme d'une clique de chefs, le communisme ne sert pas de tremplin à une nouvelle bourgeoisie soviétique. Pour la KAPD la révolution est l'affaire de la classe prolétarienne tout entière ; à l'intérieur de cette classe le parti communiste ne constitue que l'avant-garde la plus mûre et la plus décidée. Les masses doivent s'élever jusqu'à la maturité politique de cette avant-garde, mais le KAPD n'attend pas ce résultat de la tutelle des chefs, de la discipline et de la réglementation. Au contraire : avec un prolétariat avancé, comme l'est le prolétariat allemand, ces méthodes aboutissent au résultat exactement opposé. Elles étouffent l'initiative, paralysent l'activité révolutionnaire, portent préjudice à la persuasion, amoindrissent le sentiment de responsabilité. Ici, il s'agit de laisser libre cours à l'initiative des masses, de les libérer de l'autorité, de développer leur conscience de soi, de former leur

autonomie d'action et d'accroître ainsi leur participation à la révolution... »
O. Rühle – Rapport sur Moscou (Der Kommunist nº 37, septembre 1920).

1 – D. Authier, J. Barrot : La Gauche Communiste en Allemagne (Payot) ; A. et D. Prudhommeaux : Spartacus, la Commune de Berlin 1918-19 (Spartacus) ; K. Liebknecht : Militarisme, guerre révolution, ch. IV et V (Maspéro) ; Conseils ouvriers en Allemagne (Vroutsch-La Marge nº 9-11) ; S. Bricianer : Pannekoek et les conseils ouvriers (E.D.I.) ; D. Authier : La Gauche Allemande (Spartacus) ; etc.

2 – cf. Spartacus, la Commune de Berlin 1918-19, pp 88-98.

3 – cf. H. Gorter : L'Internationale Ouvrière Communiste (Invariance, série II, nº 5). L'animation de la KAI constitue à peu près la seule activité de la tendance d'Essen. Celle-ci n'a plus aucune existence à partir de novembre 1924. En 1925, ses principaux chefs retourneront au S.P.D. ou abandonneront toute activité politique. Le « Journal Ouvrier Communiste » (Tendance-Essen) continuera tout de même à paraître jusqu'en 1929.

4 – cf. S. Bahne : Entre le « luxembourgisme » et le « stalinisme » : l'oppositon d' « ultra-gauche » dans le Parti Communiste Allemand (K.P.D.) (Cahiers de l'I.S.E.A. S. 15). C'est la direction assurée par la gauche du K.P.D. – conduite par Maslov et Ruth Fischer – qui assuma, lors du 10e congrès du parti à Berlin (12-17 juillet 1925), la lutte contre l' « ultra-gauche », la taxant d'inconséquence et de « compréhension insuffisante à l'égard de la tactique bolchévique ».

5 – K.A.P.D. : Thèses sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne (Invariance, série I, nº 8).

6 – Un travail sur la gauche communiste en Russie durant tout le premier quart du 20e siècle est en préparation. Des éléments sur certains aspects et courant de celle-ci peuvent être trouvés dans :
- G. Sabatier : Traité de Brest-Litovsk 1918, coup d'arrêt à la révolution (Spartacus), sur l'apport et les limites du courant des « communistes de gauche » de 1918.
- L. Trotsky : Nos tâches politiques (Belfond) ; Rapport de la délégation sibérienne (Spartacus).
- L. Schapiro : Les Bolchéviks et l'opposition (Les îles d'or).
- Ciliga : Lénine et la révolution (Spartacus).
- J. Baynac : La Terreur sous Lénine (Sagittaire).
- M. Brinton : Les Bolchéviks et le contrôle ouvrier (Solidarity/Autogestion et Socialisme 24/25).
- A. Kollontaï : L'oppositon ouvrière (Solidarity/Socialisme ou Barbarie nº 35 / Le Seuil).
- Manifeste du Groupe Ouvrier du Parti Communiste Russe (B) (Invariance II, 6).

7 – « La très courte histoire du K.A.P.D. montre particulièrement bien comment les mêmes statuts, exactement, ont pu servir à deux orientations complètement opposées : à la vie effective d'une organisation révolutionnaire d'abord, à sa décomposition ensuite. On peut dire que ces statuts étaient extrêmement démocratiques ; il est plus important de constater que pendant toute la période qui va de sa fondation en mars 1920 à l'été 1921, ils sont l'expression fidèle d'une organisation où il n'y avait pas de « base », selon l'expression traditionnelle : chaque membre savait ce qu'il avait à faire, et n'était pas dans le KAPD pour recevoir des ordres et se faire dicter sa conduite. Les congrès et les diverses réunions générales y furent extrêmement fréquents. Il n'y avait pas de comité central investi de tous les pouvoirs pour une durée indéterminée : il y avait d'un côté un comité de gestion des affaires courantes (Geschäftsführung) ; et de l'autre un « comité central » (Hauptausschuss) qui se réunissait à chaque fois que des décisions importantes étaient à prendre, et, à la différence des autres organisations, était à chaque fois, pour sa majeure part, réélu par les districts... »

D. Authier, J. Barrot (op. cit. ; ouvrage d'un intérêt certain par la richesse de l'information qu'il contient plus que par les analyses qui s'y rattachent dont la suffisance « bordiguiste » et « l'anti-luxembourgisme » primaire diminuent beaucoup la portée).

RÉVOLUTION POUR LA LIBERTÉ

Révolution pour la liberté * est un livre fort de 380 pages qu'on ne saurait sans gageure prétendre résumer. L'itinéraire révolutionnaire de Paul (Pavel) Thalman et Clara Ensner pourrait passer pour un roman-fauilleton à ceux qui ne savent pas encore – ou ne veulent pas savoir – ce que fut la longue montée contre-révolutionnaire dans l'histoire de l'entre-deux guerres et le sort généralement réservé à ceux qui luttèrent à la fois contre le nazisme et le stalinisme.

Né à Bâle en 1901, ouvrier à 17 ans dans une usine fabriquant des caisses, Paul Thalman est vite confronté aux grèves qui suivent en Suisse la Grande Guerre (et principalement à Bâle en août 1919). Socialiste, il rejoint, lors de la scission en 1921 du mouvement ouvrier, le jeune Parti Communiste. Secrétaire de la Jeunesse Communiste de Suisse jusqu'en 25, il part à cette date suivre à Moscou pour 4 ans les cours de « L'Université ouvrière » : il y assistera à la mise à mort de l'opposition avec le bannissement de Trotski. De retour en Suisse, il retrouve son amie d'enfance Clara qui sera la compagne de sa vie et de ses luttes.

L'opposition à la politique stalinienne les rapproche dans un premier temps des trotskistes : toute la section de Schaffhausen a fait sécession. Mais les manœuvres moscovites pour affaiblir les positions révolutionnaires porteront leurs fruits : l'Allemagne est livrée aux nazis.

C'est bientôt l'heure de l'Espagne : à la veille du prononciamento franquiste, Clara se rendait à Barcelone comme nageuse aux « Spartakiades » qui devaient regrouper les sportifs ayant boycotté les Jeux Olympiques de Berlin. Les voici donc entre le POUM, les milices anarchistes, un court séjour en Suisse pour y publier, Pour la révolution ouvrière en Espagne *, brochure qui (dès décembre 1935) attaque violemment la contre-révolution stalinienne ; enfin voici l'insurrection de mai 1937 à Barcelone qui sonne le glas des espoirs révolutionnaires pour le peuple espagnol, et, pour eux, l'heure d'aller rejoindre au fond des geôles du Guépéou, sous l'accusation d'« hitléro-trotskystes » ceux qui se battaient pour la liberté.

Libérés grâce à une intervention internationale après 3 mois de prison, ils rejoignent Paris où la guerre se rapproche, puis éclate : la débacle, l'occupation, les persécutions de leurs amis juifs et émigrés, et leur activité (en dehors de tout parti) pour combattre la guerre, le fascisme et le bolchévisme, sont la toile de fond de la fresque qui se déroule sous nos yeux dans la troisième section de cette double biographie qu'un style alerte et incisif nous rend plus proche. Un tel témoignage sur Moscou, Madrid et Paris mériterait déjà à lui seul l'attention et la lecture. Mais cet itinéraire est aussi le cheminement de deux esprits qui s'affranchissent progressivement des tyrannies idéologiques. Une riche mémoire des faits et des hommes leur a permis de restituer leurs réflexions toujours en mouvement, gagnées à travers d'incessantes discussions, sur la transformation du monde et ses données internationales.

La force et les faiblesses de tel ou tel mouvement qu'ils ont traversé, les petits travers et les qualités réelles des nombreux acteurs de la scène révolutionnaire – et d'Otto Rühle à Andrès Nin, d'Abramovich à Ciliga, leur chemin fut jalonné de figures apparues en plein jour ou au contraire restées dans l'ombre – sont fidèlement retracés et revivent entre leurs lignes : c'est que leur sens de l'humanité, jamais pris en défaut, garantit l'authenticité des principaux épisodes révolutionnaires du dernier demi-siècle européen.

Mais ce dont nous sommes le plus redevable à Paul et Clara T. est l'absence de tout dogmatisme dans le jugement des événements dont ils furent témoins : les petits détails leur donnent alors leur véritable dimension, les querelles personnelles sont évoquées avec la plus grande simplicité, et l'héroïsme se trouve ici heureusement tempéré par l'évocation des affres de la faim. Nous y gagnons en véracité, et le sentiment que la solidarité des exploités sait s'affirmer face aux mensonges de la classe dominante et de ses séides : la magnifique relation de l'aventure espagnole, dont certaines pages rappellent « L'Hommage to Catalonia »d'Orwell, est là pour le prouver.

BALIUS
22 février 77

*Révolution für die Freiheit, Verlag Association, Hambourg, 1976.

*Für die Arbeiter-Revolution in Spanien, (publié en 1936 sous le pseudonyme de Franz Heller), réeimp. Zurich, 1976.

OUTLOOK SUR LA CHINE !

Des camarades chinois résidant en France publient une revue bilingue français-chinois, dont l'intérêt est grand pour tous ceux qui n'ont pas d'illusions sur le caractère capitaliste d'État de la société chinoise.

Dans le premier numéro on trouvera, parmi d'autres textes, une introduction au dazibao de Li Yizhe (publié en France chez C. Bourgeois sous le titre « Chinois, si vous saviez ! »), et une analyse très passionnante, d'un ex-garde rouge sur « la mentalité sociale en Chine à l'ère de Mao ».

En attendant la parution du deuxième numéro de Outlook, nous ne saurions que conseiller la lecture et diffusion de ces textes. (Correspondance à BP 12 - 75221 Paris Cedex 05).

Notons au passage que les militants qui signent Li Yizne se trouvent actuellement en camp de travail ainsi que bien d'autres radicaux ex-gardes-rouges. La campagne contre « la bande des quatre » semble, à cet égard, masquer une répression accrue du régime envers tous ceux qui dans la société s'agitent contre un renforcement du pouvoir de l'État-Parti.

A signaler et à lire le remarquable article de Claude Cadart : « Chine 1976-77, l'empereur n'est plus, à bas l'empereur ! » dans la revue « Libre » 77-1 publiée dans la petite bibliothèque Payot.

NOUVELLES CONDITIONS D'ABONNEMENT

POUR 75 F, 160 F D'EDITIONS NOUVELLES

Malgré l'augmentation des frais d'édition nous avons décidé de maintenir le prix de 75 F pour l'abonnement annuel à Spartacus. Toutefois les conditions en sont modifiées. Nos anciens abonnés ont déjà complété leur collection, et les vieux numéros s'épuisent les uns après les autres. Les primes offrent donc de moins en moins d'intérêt. En outre le montant de nos éditions annuelles dépasse de plus en plus les 110 F prévus il y a 3 ans. La solution qui nous semble la meilleure est de porter de 110 à 160 F le montant des éditions nouvelles de Cahiers et de la Revue. Soit une remise de 55 % environ.

(Les abonnés nouveaux peuvent bénéficier d'une remise de 30 % sur toutes les commandes de titres anciens et nouveaux et de l'envoi franco de port.)

Les volumes ci-dessous (romans-essais-poésie) n'étant pas au catalogue peuvent toujours être commandés et bénéficient de la remise de 30 % franco.

A Brendan BEHAN – Mon Dublin (20 dessins de Hogarth) . . . F 20,00
B Ch. DUITS – André Breton a-t-il dit passe . . . . . F 12,00
C Cesare ZAVATTINI – Lettre de Cuba - Hypocrite 43 . . . . . F 13,00
E O. LINS – Le Rétable de Ste Joana Carolina . . . . . F 15,00
F V. PINERA – Contes froids . . . . . F 15,00
G Paul RITCHIE – Le protagoniste . . . . . F 15,00
H François SONKIN – Les Gendres . . . . . F 15,00
J Neel DOFF – Une fourmi ouvrière . . . . . F 8,00

NOM ET ADRESSE : . . . . . .

. . . . . .

Souscrit un abonnement :

– 6 mois à 40 F — étranger à 45 F
– un an à 75 F — étranger à 80 F

Indiquez le n° de départ de l'abonnement

Réglé

– par chèque bancaire à l'ordre de J. Lefeuvre
– par CCP 633-75 PARIS à l'ordre de J. Lefeuvre
– par mandat postal à l'ordre de J. Lefeuvre

De l'étranger les frais bancaires sont onéreux. Réglez par mandat ou CCP ou ajoutez le montant des frais : 16 F

Les derniers Cahiers Spartacus

Collectif Spartacus
Rosa LUXEMBOURG et sa doctrine
208 pages, 22 F

Guy Sabatier
Brest Litovsk : un traité contre l'extension de la révolution !
100 pages, 11 F

Jean Barrué :
L'anarchisme aujourd'hui,
108 p., 11 F

Gaston Leval :
La pensée constructive de Bakounine
272 p., 25 F

Ollivier, Landau :
Espagne, les fossoyeurs de la révolution sociale
128 p., 12 F

Alexandre Croix :
Jaurès et ses détracteurs
342 p., 30 F

Andy Anderson
Hongrie 1956, Révolution et répression
160 p., 17 F

Claude Berger
Pour l'abolition du salariat
52 p., 6 F

Paul Lafargue
Le droit à la paresse
68 p., 7 F

Karl Kautsky :
Les trois sources du marxisme
64 p., 6,50 F

Juin — Juillet 1977 SPARTACUS Série B 81 R No 6

Directeur René Lefeuvre Tél. 272.37.50

5, rue Ste-Croix de-la-Bretonnerie Paris IVe

Restent disponibles : SÉRIE A - B - C

A 1. Jean JAURES – L'Église et la laicité . . . . . F. 3,00
3. Charles ALLIGIER – Socialisme et bolchevisme . . . . . F. 4,00
4. Rosa LUXEMBOURG – La Révolution russe . . . . . F. 4,00
5. René LEFEUVRE – La politique communiste (Ligne et Tournants). F. 3,00
8. JAURES et LAFARGUE – Idéalisme et matérialisme . . . . . F. 3,00
18. TOMORI-BALASZ – Qui succèdera au capitalisme . . . . . F. 4,00
24. Jean JAURES – Le manifeste communiste de Marx et Engels . . . . F. 3,00
36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG – La confession de Karl Marx . F. 3,00
44. J. ZERZAN – Un conflit décisif aux U.S.A. . . . . F. 4,00
46. P.I.C. – Moyen-Orient, un abcès de fixation . . . . . F. 6,00
B 13. Jules GUESDE – Collectivisme et Révolution . . . . . F. 8,00
16. JAURES – Commentaire, controverse et discours . . . . . F. 9,00
18. JAURES et GUESDE – Les deux méthodes - Le socialisme . . . . F. 8,00
24. Ida METT – Le paysan russe dans la Révolution . . . . . F. 8,00
25. Denis HEALEY – Les socialistes derrière le rideau de fer . . . . F. 7,00
29. DOMMANGET – Babeuf et la conjuration des égaux . . . . . F. 7,00
31. TROTSKY – Rapport de la délégation sibérienne . . . . . F. 10,00
33. Karl MARX – Textes philosophiques (1842-1847) . . . . . F. 10,00
34. PANNEKOEK, KORSH – Lénine philosophe (marxiste ?) . . . . . F. 12,50
36. MARX, ENGELS – Textes sur l'organisation . . . . . F. 10,00
37. J. JACQUES – Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime . . . . F. 8,00
38. TALES – La Commune de 1871 . . . . . F. 18,00
40. SOUVARINE – Un pot-pourri de Krouchtchev (ses souvenirs) . . . F. 3,00
41. Arthur LEHNING – Anarchisme et Marxisme en Russie . . . . . F. 10,00
42. MARX, ENGELS – Programmes socialistes : Erfurt, Gotha, Le Havre . F. 6,00
43. BARRUE – Bakounine et Netchaiev. Le catéchisme révolutionnaire . F. 6,00
44. ROUSSEL – Les enfants du prophète (Histoire du trotskisme) . . . F. 10,00
45. RUBAK – La classe ouvrière est en expansion permanente . . . . F. 13,00
46. MACDONALD – Le Marxisme en question . . . . . F. 12,00
47. SOUVARINE – Le Stalinisme. Ignominie de Staline . . . . . F. 3,00
48. Ch. REEVE – La Chine, Tigre de papier, Capitalisme d'Etat . . . . F. 15,00
49. R. LUXEMBOURG – Réforme ou Révolution, Marxisme et dictature F. 12,00
50. SERGE – Le nouvel impérialisme russe - La commune de Varsovie . F. 11,50
51. Victor SERGE – 16 fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov . . . . F. 16,00
52. SKIRDA – Les Anarchistes russes et les soviets . . . . . F. 9,00
53. ROCKER – Les Soviets trahis par les bolcheviks . . . . . F. 12,00
54. Max STIRNER – De l'éducation - En lisant l'Unique . . . . . F. 11,00
55. DOMMANGET-LUXEMBOURG – 1848-1905, étapes de la Révolution F. 13,00
56. Rosa LUXEMBOURG – Marxisme contre dictature . . . . . F. 5,00
57. CORALE – Capitalisme, syndicalisme, même combat libertaire . . . F. 13,00
58. CAMATTE – Bordiga et la passion du Communisme . . . . . F. 18,00
59. J. PERDU – La révolte des Canuts, les insur. lyonnaises 1831-1834 . F. 11,50
60. I.C.O. – Capitalisme et lutte de classes en Pologne (1970-1971) . . . F. 25,00
61. COLLECTIF SPARTACUS – Portugal, l'autre combat, (1974-1975) F. 22,00
62. G. MUNIS – Parti-État, Stalinisme, Révolution . . . . . F. 13,50
63. O. RUHLE-P. MATTICK – Fascisme brun, Fascisme rouge . . . . . F. 10,00
64. REVUE N° 1 – Portugal-Russie-Luxembourg : Question nationale . . F. 5,00
65. OLLIVIER-LANDAU – Espagne, les fossoyeurs de la Révol. sociale . F. 12,00
66. REVUE N° 2 – Espagne-Portugal-Marxisme-Mao-Évol. du capitalisme F. 5,00
67. LEVAL – La pensée constructive de Bakounine . . . . . F. 25,00
68. REEVE – Portugal, la conception putschiste de la Révolution . . . . F. 5,00
69. J. BARRUE – L'Anarchisme aujourd'hui. Et un inédit de Bakounine F. 11,00
70. DOMMANGET – 1793, les Enragés. Les Curés Rouges. Roux et Dolivier F. 15,00
71. REVUE N° 3 – P. Mattick : Capital monopoliste d'État, lettres de Rosa F. 5,00
72. A. CROIX – Jaurès et ses détracteurs, Envie et calomnie, l'assassinat . F. 30,00
73. ANDERSON – Hongrie 1956. Révolution, Conseils ouvriers, répression F. 17,00
74. REVUE N° 4 - La dictature du Prolétariat. Fractions ouvrières dans la 1ère Internationale . . . . . F. 5,00
75. Claude BERGER – Pour l'abolition du salariat . . . . . F. 6,00
76. Paul LAFARGUE – Le droit à la paresse - C.R. Refus du travail . . . F. 7,00
77. SABATIER – Brest-Litovsk, 1918, stop à la Révolution . . . . . F. 11,00
78. K. KAUTSKY – les 3 sources du marxisme . . . . . F. 6,50
79. Revue N°5 – Solidarité internat. ouvrière - Portugal, Réforme agraire . F. 5,00
4. L. KAUTSKY-R. LUXEMBOURG-GUILLERM – Le luxembourgisme F. 11,00
5. LUXEMBOURG-SCHWARZ – L'espér. belga. Lénine et les syndicats . F. 12,00
6. MARX-ENGELS-LUXEMBOURG – Critiques des programmes, critique révolutionnaire. Erfurt, Gotha. La Révol. russe. Lettres de prison . . F. 11,00
7. Rosa LUXEMBOURG – Lettres et tracts de Spartacus . . . . . F. 17,00
8. DOMMANGET – Sylvain Maréchal, l'Égalitaire . . . . . F. 40,00
12. Marcel CERF – Édouard Moreau, Communard . . . . . F. 15,00
13. NICOLAEVSKI – A Moscou, Luttes sanglantes pour le pouvoir . . . F. 15,00
14. John BERGER – Réussite et échec de Picasso . . . . . F. 22,00
15. ZAVATTINI – Cinéparoles. Journal de Cinéma et de Vie . . . . . F. 21,00
16. Fred J. COOK – F.B.I., la chasse aux sorcières . . . . . F. 30,00
18. J. BERGER – Art et Révolution, l'Artiste en U.R.S.S. . . . . F. 16,00
19. Sophie BIBROWSKA – Une mise à mort d'Aragon . . . . . F. 18,00

Prochaines publications des Cahiers SPARTACUS

André et Dori Prudhommeaux
La révolution de Spartacus 1918-1919. La commune de Berlin (réédition)

Camatte
Le sixième chapitre inédit du Capital

Camille Berneri
Guerre de classes en Espagne et diverses études (préface de Franck Mintz

Mercier Vega
Le syndicalisme révolutionnaire

Ida Mett
La commune de Cronstadt

Rudolph Rocker
Les anarchistes et l'organisation - La lutte pour le pain

Simon Rubak
Les anarchistes et l'éducation

Root et Branch
Le nouveau mouvement ouvrier américain

Distribué par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne
Diffusé par la Librairie Alternatives, 51, rue Saint-Honoré, Paris 1er
Dépôt, Librairie des Deux Mondes, 10 rue Gay-Lussac, Paris 5e
Imprimerie : les Imprimeurs Libres, Paris 20e

5 f